

**LES PLUIES DILUVIENNES
DES 19 ET 20 JUILLET 1996**

**BILAN DE
LA RECONSTRUCTION**

QUÉBEC, JUILLET 2000

Dépot Légal – 2000
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-36820-7

TABLE DES MATIÈRES

Une leçon de solidarité	1
Remerciements.....	3
Avant-propos.....	5

CHAPITRE 1 : LE RAPPEL DES ÉVÉNEMENTS

Avertissement de pluie abondante

Vendredi, 19 juillet 1996	9
Samedi, 20 juillet 1996.....	10
– Rapport de situation pour l'ensemble du Québec – 20 juillet 1996, 18 h	19
– Mobilisation de l'Organisation de sécurité civile du Québec	27
Dimanche, 21 juillet 1996.....	28
– État de la situation – Municipalités.....	28
– État de la situation – Côte-Nord, Charlevoix	30
– État du réseau routier – Régions	31
– Déclaration de M. Lucien Bouchard, premier ministre du Québec.....	32
– Déclaration de M. Jacques Brassard, ministre des Transports du Québec	35
Lundi, 22 juillet 1996	36
– État de la situation – Ministère de l'Environnement et de la Faune	
Gestion des barrages par centre de service.....	36
État des barrages	37
Plan d'action : programme d'inspection et d'intervention.....	39
Autres problématiques environnementales et fauniques par région	40
– État de la situation – Ministère des Transports	42
– État de la situation – Ministère de la Santé et des Services sociaux	49
– État de la situation – Ministère de la Sécurité publique.....	51

Premières mesures gouvernementales

- 22 juillet 1996..... 54
- 24 juillet 1996..... 55
 - Comité de coordination pour la reconstruction et la relance
- 7 août 1996..... 56

Structures politiques et organisationnelles

- Comité ministériel 56
- Comité politique régional 57
- Bureau de reconstruction et de relance du Saguenay–Lac-Saint-Jean 57

Décrets évolutifs et législations

- L'année 1996 58
- L'année 1997 63
 - Entente Canada-Québec : Programme de reconstruction économique temporaire (PRÊT) 64
 - Autres décrets 65
- L'année 1998 68

Enjeux spécifiques à la reconstruction

- Urgence au moment du sinistre et immédiatement après..... 69
- Urgence des travaux avant l'hiver..... 69
- Urgence avant la crue printanière 71

Commission scientifique et technique

- Mandat..... 79
- Recommandations 79
- Position du gouvernement 81

Bassin versant du lac Kenogami

- Position du gouvernement 89
- Gestion des crues du bassin du lac Kenogami 99

CHAPITRE 2 : LES COÛTS DE LA RECONSTRUCTION

Introduction	103
Coûts des dommages causés par les pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996 au Saguenay–Lac-Saint-Jean et dans d’autres régions du Québec	105
Tableau 1 – Décrets et programmes gouvernementaux pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean et les autres régions du Québec	109
Tableau 2 – Prévisions des dépenses de 1999-2001	113
Tableau 3 – Projets et activités assumés à même les enveloppes des programmes fédéraux réguliers	114
Tableau 4 – La Croix-Rouge	116
Tableau 5 – La Société Saint-Vincent-de-Paul	117
Tableau 6 – Le Fonds de relance aux entreprises sinistrées	118
Partage des coûts entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec	121
Tableau 7 – Partage des coûts entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec 1996-1999	123
Bilan des engagements financiers et des dépenses par région	
Saguenay	129
Lac-Saint-Jean	193
Charlevoix-Québec	235
Côte-Nord	273
Mauricie–Bois-Francs	317
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	349
Chaudière-Appalaches	359
Laurentides	369
Montréal	377
Outaouais	381
Annexe 1 : Étendue des dégâts sur le territoire de Ferland-et-Boilleau	387
Annexe 2 : Ville de La Baie, nettoyage des berges et du littoral de La Baie des Ha! Ha! suite aux inondations du 19-20-21 juillet 1996. Organigramme des opérations	391
Annexe 3 : Investissement Québec (SDI)	395

Une histoire de courage et de solidarité

En juillet 1996, le Québec accusait le choc d'un événement sans précédent sans commune mesure avec ce que nous connaissons de la vie. Des milliers de personnes au Saguenay-Lac-St-Jean, dans Charlevoix, sur la Côte-Nord et en Mauricie allaient être bouleversées par une catastrophe naturelle qui a laissé une trace indélébile dans la mémoire collective des gens d'ici et d'ailleurs.

Quatre ans après les pluies diluviennes de juillet, le gouvernement du Québec publie le bilan final de cet immense chantier de la reconstruction. D'une page à l'autre, à travers mots et chiffres, vous revivrez ces quatre années de reconstruction. Vous découvrirez l'âme d'un peuple généreux, capable d'assumer ses responsabilités, un peuple ingénieux, travailleur, capable de se retrousser les manches pour influencer l'avenir.

J'ai eu cette chance inestimable de voir à l'œuvre des centaines de bénévoles, des centaines d'hommes et de femmes, issus de la fonction publique, se mettre à l'œuvre pour concrétiser au quotidien ce grand chantier de reconstruction mis de l'avant par le gouvernement québécois, les élus municipaux et leurs partenaires socio-économiques. C'est à ces hommes et à ces femmes, quelque soit le rôle qu'ils aient joué, qu'il faut rendre hommage. Sans eux, sans elles, l'écriture de ce bilan n'aurait jamais été possible.

Au-delà des chiffres et des mots, le chantier de la reconstruction s'imposera comme une grande œuvre d'humanité, écrite avec l'encre du courage et de la solidarité. Ce bilan témoigne bien qu'il y a ici au Québec un savoir-faire, une énergie, un dynamisme qui nous permet de « refaire le monde ».

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jacques Brassard', with a stylized, sweeping flourish at the end.

JACQUES BRASSARD
Ministre responsable de la reconstruction

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes et organisations ont collaboré à la réalisation de ce document.

Tout d'abord, les professionnelles et professionnels des ministères et organismes suivants qui ont géré ou qui gèrent les décrets d'assistance financière, ou qui ont contribué à la reconstruction : le ministère des Affaires municipales, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le Secrétariat du Conseil du trésor, le ministère du Conseil exécutif, le ministère de la Culture et des Communications, le ministère de l'Éducation, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, le ministère de l'Environnement et de la Faune, le ministère des Finances, le ministère des Régions, le ministère des Ressources naturelles, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Sécurité publique, Tourisme Québec, le ministère des Transports, la Société de développement industriel, la Société des établissements de plein air du Québec, la Société d'habitation du Québec, la Sûreté du Québec et, enfin, le personnel du Secrétariat interministériel de coordination pour la reconstruction et la relance économique du Saguenay–Lac-Saint-Jean et des autres régions affectées par les pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996.

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE ET DE RÉDACTION

Monsieur André Trudeau, président du Comité ministériel de coordination pour la reconstruction et la relance économique, président des Comités régionaux et sous-ministre des Transports du Québec.

Monsieur Georges Beauchemin, secrétaire adjoint du Comité ministériel de coordination pour la reconstruction et la relance économique.

Monsieur Pierre Gauthier, directeur général du Bureau de reconstruction et de relance du Saguenay–Lac-Saint-Jean, et sous-ministre adjoint au ministère des Régions.

Monsieur Julien Doyon – Comité ministériel de coordination

Madame Liliane Ledoux – ministère des Transports du Québec

NOS COLLABORATEURS

MM. André Ouellette, Denis Morrissette - ministère des Affaires municipales

MM. Jacques Tessier, Alain Dessureault - ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

M. Jean Léveillé - Secrétariat du Conseil du trésor

M. Gilles Ruel - ministère du Conseil exécutif

M. Jocelyn Touchette – ministère de la Culture et des Communications

M. Jean-Louis Drolet – ministère de l'Éducation

MM. Daniel Plamondon, Alain Otis – ministère de l'Emploi et de la Solidarité

MM. Jacques Tremblay, Robert Joly – ministère de l'Environnement et de la Faune

M. Michel Bujold – ministère des Finances

M. Jean Gariépy – ministère des Ressources naturelles

M. Gilles Brunelle – ministère de la Santé et des Services sociaux

MM. Sylvain Tremblay, Denis Landry, Normand Henri – ministère de la Sécurité publique

MM. Michel Couturier, Majorique Bouchard, M^{me} Pauline Rodrigue – Tourisme Québec

MM. Yvon Plante, Marcel O'Sullivan, Jean-Jacques Fournier, Rémi Beaulieu, Jean-François Saulnier, Francis Gauvin, Gordon Smith, François Morneau – ministère des Transports du Québec

M. Donald Néron – Société de développement industriel

M. Sylvain Huppé – Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)

M. Alain François – Société d'habitation du Québec

M^{me} Thérèse Sauvageau – Sûreté du Québec

M^{me} Danielle V. Côté – ministère des Régions

AVANT-PROPOS

En 1996, des pluies diluviennes se sont abattues sur diverses régions du Québec, en particulier sur la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Ces événements resteront gravés dans le paysage et dans la mémoire collective des gens de la région et même de l'extérieur, en raison de leur rapidité, de leur ampleur et de leur gravité, en raison de leurs effets sur la vie économique, sociale et culturelle et, enfin, en raison de l'étendue du territoire touché où l'on retrouve des zones urbanisées, rurales et de villégiature.

Ces événements ont forcé l'évacuation, souvent dans des conditions périlleuses, de la population riveraine des cours d'eau, des zones de glissement de terrain et des zones coupées de tout accès. La priorité était de garantir la sécurité de la population et le rétablissement rapide des services essentiels (routes, ponts, réseaux d'aqueduc, d'électricité, de télécommunications, etc.). Finalement, c'est toute la vie quotidienne d'une population qui a été fortement ébranlée.

Le présent document expose une vue d'ensemble du sinistre, de ses principaux impacts et des actions d'indemnisation et de reconstruction mises en place. Mais, ce qui en fait l'originalité croyons-nous, c'est qu'il en présente le déroulement vu de l'intérieur afin que le lecteur ait l'impression de vivre les événements et de découvrir le travail de reconstruction qui se profilait à l'horizon.

Il découvrira ainsi, graduellement, l'ampleur des dégâts et des efforts concertés pour mettre en place des mesures d'urgence efficaces et, plus tard, des programmes de reconstruction. Il y trouvera, par exemple, des documents inédits, dont les états de situation que recevaient d'heure en heure les autorités, la position du gouvernement aux recommandations de la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages, des bilans comptables détaillés et des documents plus techniques qui font état du savoir-faire de nombreux ministères.

Il est présenté en trois parties : **le premier chapitre** nous rappelle les événements, les états de situation, la déclaration du premier ministre du Québec, monsieur Lucien Bouchard, les premières évaluations et mesures gouvernementales, la création du Comité ministériel de coordination, les décrets progressifs adaptés à la reconstruction, le mandat de la Commission scientifique et technique.

Le deuxième chapitre fait état du coût global du sinistre, des dommages assumés par les tiers et par les gouvernements, du bilan de tous les programmes d'indemnisation et de reconstruction pour tous les ministères présents dans les régions touchées, des MRC et des municipalités qui ont été affectées par le déluge des 19 et 20 juillet 1996, ainsi que du partage des coûts assumés par le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.

Le troisième chapitre, qui fait l'objet d'un deuxième document, traite du savoir-faire de plusieurs ministères du gouvernement du Québec pour limiter et atténuer les effets que de tels événements ont sur les cours d'eau, sur les zones de mouvement de terrain, sur l'indemnisation des populations sinistrées, sur les rivières à saumon, sur la reconstruction des routes, etc...

Ce bilan n'a pas la prétention de décrire tous les dommages ni toutes les actions posées. Il n'est pas non plus un instrument évaluatif qui permettrait de qualifier l'événement et de fournir des recommandations. Il se veut davantage un outil permettant de comprendre ce qui s'est passé et de ne pas oublier ce qui fut fait.

CHAPITRE 1

LE RAPPEL DES ÉVÉNEMENTS

AVERTISSEMENT DE PLUIE ABONDANTE

Le mois de juillet 1996 a été caractérisé, un peu partout au Québec, par des précipitations régulières et presque quotidiennes (10 jours de pluie sur les 15 premiers jours du mois). Par conséquent, les niveaux des lacs et des rivières augmentaient et le sol était saturé d'eau. Comme c'est habituellement le cas en pareilles circonstances, les bureaux régionaux de la Direction de la sécurité civile surveillaient, de concert avec le ministère de l'Environnement et de la Faune, et les municipalités concernées, les débits et les niveaux des rivières. De même, les bulletins météo émis par Environnement Canada faisaient l'objet d'une attention particulière.

L'avertissement de pluie abondante, émis à 14 heures 10 le 18 juillet 1996, prévoyait, pour le 19 juillet, des précipitations de 40 à 70 mm sur les régions suivantes : Pontiac-Gatineau-Lièvre, Papineau, Laurentides, Montréal, Estrie-Beauce, Trois-Rivières, Drummondville, Québec, Charlevoix, Rivière-du-Loup, La Tuque, Réserve faunique des Laurentides, Saguenay, Rimouski, Matapédia et Baie-Comeau.

Or, le même jour, une dépression cyclonique, qui prend forme à l'ouest de la baie d'Hudson, atteint l'océan Atlantique et le courant chaud du Gulf Stream à la hauteur de la Virginie. La forte évaporation des eaux chaudes du Gulf Stream est à l'origine de la mutation de la dépression en quatre mini-ouragans qui pompent dans l'atmosphère une impressionnante quantité d'humidité, constituant alors une immense virgule de nuages qui regagne le continent par la Nouvelle-Écosse pour rejoindre ensuite la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean.

Cette dépression, qui s'étend sur plus de 4000 km, s'est transformée en une immense machine à pluie.

VENDREDI 19 JUILLET 1996

La pluie débute vers une heure et, durant les 50 heures qui suivent, de 155 à 279 millimètres de pluie, selon les endroits, tomberont principalement dans les bassins hydrographiques du réservoir Kénogami et des rivières Ha! Ha!, à-Mars, Chicoutimi, du Moulin, Saint-Jean et Belle-Rivière.

Les directions régionales concernées de la Sécurité civile suivent le déroulement des événements et se tiennent prêtes à intervenir.

C'est finalement à 19 h 20 qu'un premier événement est signalé au Centre des opérations d'urgence de la Sécurité civile. La municipalité de Saint-Siméon, dans Charlevoix, rapporte qu'une route est inondée et érodée sur une longueur de 90 à 120 mètres . Par mesure de prévention, la municipalité prévoit évacuer quelques résidences. Par la suite, les événements se précipitent. À Saint-Fidèle, toujours dans Charlevoix, un glissement de terrain force la fermeture d'une portion de la route 138 et exige l'évacuation d'un terrain de camping. Un peu plus tard, les liens routiers avec la Côte-Nord sont sérieusement endommagés.

La Direction régionale de Québec est alertée et son Centre d'opérations d'urgence est activé. Des conseillers en sécurité civile sont dépêchés dans Charlevoix et sur la Côte-Nord.

Les informations disponibles en ce début de soirée laissent croire que les principaux problèmes sont localisés dans les régions de Charlevoix et de la Côte-Nord. Des liaisons sont déjà établies avec les principaux partenaires sur le terrain, soit la Sûreté du Québec, le MTQ (ministère des Transports) et les municipalités concernées.

C'est à 23 h 24 qu'un premier appel en provenance de la région du Saguenay entre au Centre des opérations d'urgence de la Sécurité civile. La municipalité d'Anse-Saint-Jean fait état de glissements de terrain, de routes inondées et impraticables ainsi que d'évacuations.

Informé de la situation qui, en plus de se détériorer, s'étend à d'autres régions, le directeur de la Sécurité civile demande l'ouverture du Centre provincial des opérations d'urgence. Ce centre est opérationnel peu avant minuit et prend la relève du Centre régional des opérations d'urgence de la Sécurité civile.

SAMEDI 20 JUILLET 1996

Tout au long de la nuit, les informations et les demandes d'aide affluent. Plusieurs routes sont fermées, isolant des populations et parfois des municipalités, de nombreux glissements de terrain se produisent, plusieurs rivières sortent de leur lit, des pannes d'électricité affectent certaines municipalités, des évacuations d'urgence sont en cours, etc. Vers 5 heures, la Sûreté du Québec de Baie-Comeau informe le Centre des opérations d'urgence que des automobiles sont tombées dans des crevasses causées par l'effondrement de la route 138 entre Baie-Trinité et Rivière-Pentecôte.

Sur le terrain, une multitude d'intervenants des municipalités affectées, des ministères et des organismes gouvernementaux se sont déjà mobilisés. Au Saguenay, les militaires de la base de Bagotville prêtent assistance aux municipalités de la région.

Les autorités ministérielles sont alertées dès le début de la matinée et l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) est mobilisée. Une première rencontre de coordination se déroule à 9 heures, et les priorités d'action sont établies.

L'OSCQ, les médias et la population prennent alors conscience que le Québec est aux prises avec un sinistre d'une ampleur sans précédent et que des efforts considérables devront être faits pour, d'abord, assurer la sécurité de la population et, ensuite, pour remettre en état les infrastructures privées et publiques détruites ou endommagées. Une équipe d'experts en structure est chargée d'évaluer la sécurité des ponts municipaux et des ponts du gouvernement du Québec.

RAPPORT DE SITUATION POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

20 JUILLET, 18 H

Vallée-de-la-Jacques-Cartier

Augmentation du débit de la rivière Jacques-Cartier qui est sous surveillance par les municipalités riveraines.

Petit-Saguenay

Pas d'électricité, pas de téléphone, 100 personnes ont été évacuées et plusieurs résidences endommagées.

Anse-Saint-Jean

La municipalité est isolée : pas d'électricité, de téléphone et d'eau potable, ponts emportés, pont couvert menacé ; 200 personnes ont été évacuées et une équipe médicale et psychosociale est en route.

Le MTQ a envoyé des spécialistes en géotechnique pour effectuer des expertises en stabilité de terrain, afin de conseiller les municipalités et les ministères concernés.

Rivière-Éternité

Le camping vacances famille est évacué.

Saint-Félix d'Otis

Les routes sont détériorées, mais il n'y a pas d'évacuation.

La Baie

Problèmes d'électricité, de téléphone et d'eau potable. Deux personnes sont décédées. Cinq ponts sont endommagés ; 1000 personnes ont été évacuées, la Croix-Rouge et un hélicoptère sont sur place.

Laterrière, Jonquière, Chicoutimi

Mille personnes ont été évacuées à Laterrière, 1200 à Chicoutimi et 500 à Jonquière. La digue du lac Kénogami est sous haute surveillance ; on attend de l'information du ministère de l'Environnement et de la Faune.

Fleuve Saint-Laurent

Au large de Tadoussac, trois passagers d'un voilier sont portés disparus.

Saint-Fulgence

La prise d'eau menace de céder ; le débordement des rivières a entraîné l'évacuation de 60 personnes.

Shipshaw

La route est coupée ; quelques personnes ont été évacuées.

Ferland-et-Boilleau

Le barrage de la Stone est sous surveillance. Le maire et un certain nombre de citoyens demeurent sur place ; 217 personnes ont été évacuées.

Région du Lac-Saint-Jean

Quelques routes sont endommagées dans plusieurs municipalités ; quelques personnes ont dû être évacuées.

Clermont

Deux barrages de la rivière Malbaie menacent de céder. La municipalité a mis en place son plan d'urgence.

Rivière-Pentecôte

Une personne s'est noyée samedi matin lorsque son automobile est tombée dans un précipice qui coupe la route 138. Les occupants de deux véhicules sont par ailleurs portés disparus et les recherches se poursuivent.

Basse Côte-Nord et Côte-Nord

À rivière Petite-Trinité, 15 personnes devront être évacuées. Un bris de fibre optique, survenu pendant la nuit, a interrompu les communications téléphoniques entre Baie-Trinité et Blanc-Sablon. Les communications sont rétablies en matinée mais, en cours d'avant-midi, un deuxième bris se produit, interrompant les communications entre Papinachois et Baie-Trinité. Les travaux de rétablissement sont en cours.

Tôt dans la matinée, des hélicoptères sont à la recherche de personnes (villégiateurs, touristes, travailleurs, etc.) qui pourraient être en situation périlleuse.

Haute-Mauricie

Plusieurs chemins sont très endommagés ; il n'y a pas de communication. Les Forces armées canadiennes sont venues prêter assistance aux pouvoirs civils. Les radio-amateurs du Québec et la Croix-Rouge sont aussi mobilisés.

MOBILISATION DE L'ORGANISATION DE SÉCURITÉ CIVILE DU QUÉBEC

Dès le soir du vendredi 19 juillet, tous les ministères membres de l'Organisation de sécurité civile du Québec se mobilisent pour venir en aide aux municipalités et aux citoyens sinistrés. Les divers centres de coordination régionaux et le Centre d'opération provincial sont ouverts. L'ensemble des opérations est coordonné par la Direction de la sécurité civile à partir de son Centre provincial à Sainte-Foy et de ses Centres d'opération régionaux de Jonquière, Sillery, Baie-Comeau, Rimouski et Trois-Rivières.

Le gouvernement du Québec, en raison de l'importance du sinistre, fait appel aux Forces armées canadiennes afin d'évacuer, par la voie des airs, des centaines de personnes en difficulté. De même, la Sûreté du Québec, en plus d'aider le ministère des Transports dans la gestion du réseau routier, procède à des opérations de sauvetage, de secours et de recherche de personnes disparues. Des ressources d'autres régions se joignent à celles du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Charlevoix et de la Côte-Nord.

Le ministère des Transports entreprend la tâche de rétablir la circulation routière. Certaines voies prioritaires ont déjà été rétablies, tandis que des segments de route, lourdement endommagés, ne pourront être réouverts avant quelques jours, voire quelques semaines.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a aussi mobilisé toutes ses ressources pour venir en aide aux personnes sinistrées. Il intervient en matière de santé physique (hôpitaux), de santé publique et de soutien psychosocial (CLSC).

Étant donné les bris aux systèmes d'approvisionnement en eau potable, le MSSS a conclu des ententes avec des fournisseurs afin d'assurer l'approvisionnement constant en eau potable des municipalités touchées.

Plusieurs autres ministères et organismes apportent aussi leur aide pour résoudre les centaines de problèmes qui se posent. Mentionnons le ministère de l'Environnement et de la Faune, Communication-Québec, la Direction générale des télécommunications, La Société de protection contre les feux, le ministère des Ressources naturelles, la Croix-Rouge, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Hydro-Québec, les Services aériens et Radio-amateur du Québec inc.

DIMANCHE 21 JUILLET 1996

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, constate *de visu* l'ampleur des dégâts. Il assure la collaboration du gouvernement fédéral.

Le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, et le ministre des Transports, M. Jacques Brassard, se rendent également sur les lieux. « *On va faire un bis, une corvée comme on dit* », a déclaré le premier ministre du Québec, à la vue du désastre sans précédent qu'il venait de constater en survolant la région du Saguenay en hélicoptère.

ÉTAT DE LA SITUATION – MUNICIPALITÉS

À **La Baie**, cinq ponts ont été emportés par les débordements des rivières à-Mars et Ha! Ha! ; un seul demeure en place et la ville tente de le consolider. Les trois secteurs de la municipalité sont isolés ; plus de 1000 personnes ont été évacuées et deux enfants sont décédés à la suite d'un glissement de terrain. On signale de nombreux problèmes d'électricité et de communication.

Bien que des équipes tentent de rétablir les services, on ne prévoit pas de retour à la normale avant plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Chicoutimi vit une crue exceptionnelle de la rivière Chicoutimi. Le ministère de la Sécurité publique a procédé à plus de 1200 évacuations. De nombreux problèmes de circulation sont signalés dans divers secteurs de la ville. L'eau passe par-dessus les barrages sur la rivière Chicoutimi et continue d'inonder le centre-ville.

À la demande du Service de police de Chicoutimi, 50 policiers de la SQ et plusieurs policiers militaires se sont joints aux forces policières locales. Il faut signaler que le Service de police de Chicoutimi couvre la ville de Laterrière où plus de 1000 personnes ont dû être évacuées.

À **Jonquière**, les débordements de la rivière aux Sables ont entraîné l'évacuation de 500 personnes. Une digue sur le barrage Pibrac-Est est sous surveillance et d'autres évacuations sont en cours. Par ailleurs, la centrale hydroélectrique de la ville a été endommagée et est hors service.

Pour les villes de **Chicoutimi, Jonquière et Laterrière**, les problèmes proviennent des niveaux d'eau record atteints par le lac Kénogami. Certaines digues qui retiennent ce lac long de 25 km pourraient être menacées si l'eau se déversait au-dessus de leur crête. Les vannes des barrages ont été ouvertes pour évacuer la crue dans la rivière Chicoutimi, qui traverse la ville du même nom, et dans la rivière aux Sables qui traverse Jonquière. Comme il est impossible d'ouvrir davantage les vannes à cause des pannes d'électricité, ces deux rivières connaissent un débit exceptionnel, et tous les barrages situés en aval sont au seuil critique. Une surveillance constante est exercée sur chacun d'eux et les municipalités sont immédiatement avisées de l'évolution de la situation.

La municipalité d'**Anse-Saint-Jean** est isolée. Des sections de la route 170 ayant été emportées, un pont aérien assure les évacuations médicales, les approvisionnements en nourriture et la présence du personnel d'urgence. Plus de 200 personnes ont été évacuées dans les hauteurs de la municipalité vu la menace que représente la rivière Saint-Jean. Un barrage de castors a cédé, détruisant la route régionale et la rue du Coin. Les communications téléphoniques sont interrompues depuis vendredi soir. On tente de rétablir un réseau minimal de communication à l'aide d'une génératrice. Les seuls contacts se font à l'aide de radios mobiles. De plus, la municipalité subit une panne d'électricité.

Petit-Saguenay n'a plus d'électricité et de services téléphoniques depuis le vendredi soir. Plus de 100 personnes ont été évacuées et plusieurs résidences ont été endommagées.

Compte tenu de la menace que représente le barrage de la Stone Consolidated, qui demeure sous surveillance constante, **Ferland-et-Boilleau** a été partiellement évacuée par un pont aérien.

La municipalité de **Shipshaw** au Saguenay ainsi que la municipalité d'**Hébertville** au Lac-Saint-Jean vivent des situations problématiques dues à la rupture des axes routiers. Les communications sont cependant possibles avec ces municipalités et la réponse aux urgences est assurée.

Dans la municipalité d'**Hébertville**, le secteur Belle-Rivière est inondé et le pont emporté. Au Mont Lac-Vert, on déplore plusieurs glissements de terrain et la route de Contour est fermée.

La ville de **Clermont** surveille le niveau d'eau des barrages Clermont et des Érables dans les Hautes-Gorges. Le niveau d'eau s'est stabilisé pendant la nuit.

ÉTAT DE LA SITUATION – CÔTE-NORD, CHARLEVOIX

Côte-Nord

La route 138 est sectionnée en plusieurs endroits, ce qui rend la circulation impossible. Un centre de coordination est ouvert à Baie-Comeau et tous les intervenants gouvernementaux y sont regroupés pour répondre aux demandes des municipalités.

À Forestville, certains résidents ont été évacués, à titre préventif, le 21 juillet, pour regagner leur résidence le lendemain.

Le barrage de la société Cascades sur la rivière Sault-Aux-Cochons est menacé de rupture.

Charlevoix

Dans la région de Charlevoix, le gonflement de la rivière Malbaie menace la municipalité de Clermont. Les barrages de la rivière Malbaie, dans le parc des Hautes-Gorges, sont sous haute surveillance. Quelque 600 personnes ont été évacuées de façon préventive.

Toutes les ressources gouvernementales disponibles sont mobilisées pour aider les citoyens et les municipalités. Les mécanismes de coordination interministériels sont opérationnels, plusieurs centres de coordination fonctionnent 24 heures sur 24, et les problèmes sont résolus selon un ordre de priorité visant à protéger avant tout la vie et la santé de la population.

ÉTAT DU RÉSEAU ROUTIER – RÉGIONS

Transports Québec avise la population que la situation est demeurée stable au cours de la nuit et présente un état de la situation à 8 h 30.

Côte-Nord

Les traversiers entre Matane – Godbout et Baie-Sainte-Catherine – Tadoussac fonctionnent normalement. Compte tenu de l'état des routes aux abords des traverses, le service des traversiers continue ses opérations pour répondre exclusivement à des déplacements locaux.

La route 385 qui mène de Forestville à Labrieville est fermée. La route 389 qui relie Baie-Comeau et Fermont est ouverte, mais les usagers sont invités à la plus grande prudence.

Charlevoix

La circulation sur la route 138 est toujours restreinte à des convois sur une seule voie à Saint-Fidèle-de-Mont-Murray. Des équipes de Transports Québec travaillent ferme afin de rendre la route accessible sur deux voies.

À la hauteur de la ville de La Malbaie, la route 138 est l'objet d'une surveillance constante. Une dizaine de maisons ont été évacuées dans ce secteur.

L'intersection de la route 170 et de la route 138, à Saint-Siméon, est toujours interdite à la circulation.

La route 381, au nord de Saint-Urbain, est fermée.

Saguenay

Dans la région du Saguenay, la route 381 entre La Baie et Ferland-et-Boilleau est fermée. La route 170, entre Rivière-Éternité et l'Anse-Saint-Jean est fermée.

La route 172 entre Sainte-Rose, Sacré-Cœur et Saint-Fulgence est réouverte, mais les usagers sont invités à la plus grande prudence. La route 172 entre Saint-Ambroise et Saint-Nazaire est ouverte. Par contre, la route Coulombe en direction de Chicoutimi est fermée.

Le lien entre le Saguenay et le Lac-Saint-Jean a été rétabli. Les usagers doivent emprunter la route 172, en passant par Delisle, Saint-Nazaire, Saint-Ambroise, Shipshaw, la route Coulombe et le pont de la Dam 2, pour arriver à Jonquière.

La route 175 qui traverse la réserve faunique des Laurentides est ouverte, mais la route 169 qui relie la réserve faunique et Hébertville est fermée.

La route 170 est fermée entre Saint-Siméon et Chicoutimi, et entre Jonquière et Saint-Bruno.

Le pont Dubuc reliant Chicoutimi à Chicoutimi-Nord est fermé.

Lac-Saint-Jean

Au Lac-Saint-Jean, la route 155 entre Lac-Bouchette et Chambord est ouverte, mais les automobilistes sont invités à la plus grande prudence et à restreindre leurs déplacements dans ce secteur. Le chemin Saint-André entre la localité de Saint-André et Chambord est fermé.

La route collectrice reliant Saint-André à Chambord et Desbiens est fermée.

DÉCLARATION DE M. LUCIEN BOUCHARD, PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC

Devant la presse, en soirée, le premier ministre a, dans un premier temps, déploré les pertes de vie : les deux enfants de La Baie et d'une résidente de la Côte-Nord. *« Ces gens-là, a-t-il dit, on ne nous les rendra pas et c'est beaucoup plus dramatique que les pertes matérielles. »*

Le gouvernement doit assumer ses responsabilités et le premier ministre s'engage à ce que, très rapidement, tout soit mis en œuvre pour entreprendre la reconstruction du Saguenay. Dans son esprit, il faut que les gens de la région comprennent qu'ils ne seront pas seuls, tout comme ceux des autres régions ravagées par ce désastre.

Priorités

Le premier ministre a déjà identifié des priorités. Plus particulièrement, il croit urgent de venir en aide aux personnes qui ont tout perdu afin de les reloger le plus rapidement possible. *« Il y a des gens qui ont perdu les économies d'une vie. Ce ne sont pas des gens riches. Il faut les aider »,* a soutenu M. Bouchard.

Sans faire de promesse formelle, il a proclamé que la « *bureaucratie devra se cacher derrière la nécessité. Les gens ne seront pas seuls. Au cours des prochains jours, il y aura un déclenchement sans précédent* », reprend le premier ministre pour encourager les citoyens affligés.

Lucien Bouchard, en soulignant l'efficacité des services d'urgence, affirme avoir constaté une absence de bureaucratie permettant une action plus efficace.

Cette épreuve, croit-il, passera nécessairement par une grande solidarité et surtout une nouvelle façon de faire, qui sortira des sentiers battus. Dans la situation actuelle, il est clair pour le premier ministre que les programmes traditionnels ne pourront répondre à une telle situation.

Sur ce point, Lucien Bouchard a répété à plusieurs reprises que les membres de son gouvernement s'interrogeaient sérieusement sur la nécessité de revoir les programmes traditionnels d'indemnisation. En mettant l'accent sur ce phénomène sans précédent dans l'histoire du Québec, il a parlé de bonification des programmes, un sujet qu'il a discuté avec le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien.

Interrogé sur les sommes qui pourraient être rapidement dégagées par le gouvernement du Québec afin de reconstruire le Saguenay, puisqu'il s'agit bien de reconstruction, Lucien Bouchard n'a pas voulu s'engager. « *La question sera évidemment à l'ordre du jour du Conseil des ministres. Cependant, le tout se fera très rapidement.* »

« *Il y a urgence d'assurer l'approvisionnement en eau potable des populations, tout en mettant en place des structures permettant de rétablir les communications essentielles au fonctionnement du Saguenay et de la Côte-Nord, sans oublier certains secteurs de Charlevoix.* »

DÉCLARATION DE M. JACQUES BRASSARD, MINISTRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

M. Jacques Brassard a admis de son côté que les programmes actuels seront visiblement insuffisants pour répondre à l'ampleur des besoins. Le réseau routier constitue l'une des infrastructures publiques les plus sérieusement disloquées.

Il est clair dans l'esprit du député de Lac-Saint-Jean que des modifications budgétaires seront faites afin d'affecter des fonds à la reconstruction des nombreux tronçons routiers disparus, sans parler des ponts.

« Nous allons inévitablement utiliser des structures temporaires afin de rétablir un lien de communication avec les secteurs isolés. Chose certaine, nous allons reconstruire les services essentiels avant de passer aux équipements touristiques ou secondaires », a déclaré le ministre Brassard, visiblement affecté par ce qu'il avait vu.

Le ministre plaidera donc devant le Conseil des ministres la nécessité d'aller au-delà des programmes habituels. Il importe, dans son esprit, de rétablir au plus vite une vie « normale » au Saguenay.

Le ministre Brassard a demandé aux citoyens d'être confiants et surtout de faire preuve de solidarité au cours des prochains jours. À ses yeux, le défi est de taille, mais rien n'est impossible même si, comme plusieurs, il a constaté que le paysage saguenéen ne sera plus jamais le même.

LUNDI 22 JUILLET 1996

ÉTAT DE LA SITUATION - MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

Gestion des barrages par centre de service

PIBRAC ET PORTAGE-DES-ROCHES (Jonquière et Laterrière – Lac Kénogami)

Précipitation : 280 mm de vendredi à lundi matin

Niveau normal d'exploitation du lac Kénogami :	164,16 mètres
Niveau lundi 8 h :	165,68 mètres
10 h 30 :	165,55 mètres
12 h :	165,51 mètres
Niveau maximal atteint :	165,85 mètres
Prévision du niveau, lundi 18 h :	165,35 mètres
Débit normal Pibrac Est et Ouest :	32 m ³ /s
Débit Pibrac, lundi 8 h :	550 m ³ /s
Débit maximal atteint à Pibrac :	600 m ³ /s
Débit normal Portage-des-Roches :	45 m ³ /s
Débit Portage-des-Roches, lundi 8 h :	850 m ³ /s
Débit maximal atteint à Portage-des-Roches :	900 m ³ /s

MONT LAURIER (rivière du Lièvre – Laurentides)

La crue est de faible intensité et la situation est contrôlée.

SAINTE-AGATHE (rivière du Nord – Laurentides)

À la suite de la crue des eaux au cours de la journée de vendredi, le niveau des bassins et des réservoirs est élevé ; retour à la normale, le dimanche 21 juillet.

CHOINIÈRE (rivière Yamaska – Estrie)

La crue est de faible intensité et contrôlée.

SAINT-GÉRARD (barrages Jules Allard et Aylmer – rivière Saint-François)

La crue est normale et contrôlée.

MATANE (barrage Mathieu-D'amours et Morin – rivière Matane et rivière du Loup)

La crue est importante, mais le niveau d'eau est contrôlé.

QUÉBEC (réserves fauniques des Laurentides et de Portneuf)

La crue est très importante et les niveaux d'eau sont élevés. L'état de plusieurs barrages reste à évaluer.

FORESTVILLE (rivière Sault-Aux-Cochons)

Les ingénieurs de la société RSP Hydro (filiale de Cascades Énergie), propriétaire de trois barrages, sont sur place et restent en contact avec la Sécurité civile et la municipalité.

État des barrages

RÉSERVOIR KÉNOGAMI

Portage-des-Roches (rivière Chicoutimi – Chicoutimi)

Hauteur : 24,3 mètres

Débit : 850 m³/s à 8 h

État de la situation : niveau d'eau à la crête et à la baisse ; la structure est stable.

État des équipements : les vannes ne sont pas opérationnelles et les équipes d'entretien sont sur place pour une remise en exploitation le plus rapidement possible.

Pibrac Est et Ouest (rivière aux Sables – Jonquière)

Hauteur : 19 mètres

Débit à 8 h : 550 m³/s

État de la situation : niveau à la crête et à la baisse, la structure résiste ; une petite brèche avec débit limité, entre les barrages Pibrac Est et Ouest, empêche l'accès à Pibrac-Est.

État des équipements : les vannes ne sont pas opérationnelles ; les équipes d'entretien sont sur place pour une reprise des opérations.

Digue Baie Moncouche (rivière Chicoutimi)

Hauteur : 7,6 mètres

Longueur : 170 mètres

État de la situation : il y a un léger déversement par-dessus l'écran de béton ; le ravinement et les résurgences sont contrôlés. Une équipe est sur place pour prévenir tout autre problème de ce genre.

Digue Coulée Gagnon (rivière aux Sables)

Hauteur : 8 mètres

Longueur : 151 mètres

État de la situation : la structure endommagée est réparée temporairement pour arrêter les déversements.

Digue Creek Outlet One (ruisseau Jean-Deschênes – Arvida)

Hauteur : 13,7 mètres

Longueur : 155 mètres

État de la situation : le déversement en crête est terminé, mais il y a érosion de l'enrochement aval ; la digue est sous surveillance constante.

Digues Ouïqui et Cascouia (Hébertville)

État de la situation : aucun déversement et les ouvrages se comportent normalement.

LAC-SAINT-JEAN

Le niveau est de 5 mètres ; avec une ouverture maximale des vannes du barrage de l'île Maligne, on prévoit un niveau d'eau maximal de 46 centimètres.

BARRAGE DU LAC DES COMMISSAIRES (Lac-Saint-Jean)

Le niveau d'eau est élevé et stable depuis 8 h ; malgré une très forte crue, la situation est sous contrôle.

BARRAGE-DES-ÉRABLES (Hautes-Gorges) et BARRAGE DONOHUE (Clermont) sur la rivière Malbaie (Charlevoix)

Les barrages tiennent et les niveaux d'eau sont à la baisse : la situation est contrôlée.

BARRAGE BAIE-TRINITÉ (Baie-Trinité)

La structure du barrage est affectée et la passe migratoire est partiellement détruite.

BARRAGE DU LAC GORGOTON (Zec Nordique – rivière des Escoumins)

Une brèche en rive gauche est peu susceptible de compromettre la stabilité du barrage, mais pourrait entraîner une hausse des débits en aval. Le temps de réponse du barrage Les Escoumins est de 12 heures.

Plan d'action : programme d'inspection et d'intervention

RÉSERVOIR KÉNOGAMI

1. Dans les prochains jours, une équipe spécialisée dans l'étude du comportement des barrages fera une inspection visuelle détaillée de chacune des structures.
2. Au cours des prochaines semaines, des mesures seront prises pour évaluer le comportement structural des barrages instrumentés.
3. À la suite des inspections visuelles et des mesures, on identifiera les interventions ou les travaux à réaliser pour remettre, au besoin, les ouvrages dans un état sécuritaire. On fera une évaluation préliminaire des coûts.
4. Préparation des plans et devis des travaux et évaluation détaillée des coûts.
5. Réalisation des travaux.

AUTRES OUVRAGES

On procédera à un programme d'inspection et d'intervention sécuritaire des ouvrages situés dans les réserves fauniques de Portneuf et des Laurentides, des parcs de la Jacques-Cartier et des Grands-Jardins et de la Côte-Nord.

Autres problématiques environnementales et fauniques par région

SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN

Eau potable

À La Baie, un puits est opérationnel dans le secteur Bagot. Il y a baisse de pression et on a émis un avis de faire bouillir l'eau avant de la consommer. Le secteur Port-Alfred sera probablement rétabli le 23 juillet. Dans le secteur Grande Baie, le réseau est hors d'usage. Des points de service ont été mis en place pour approvisionner les citoyens.

À Jonquière, le réseau est opérationnel à 85 %, les résidents doivent toutefois faire bouillir l'eau.

À Chicoutimi, les résidents du secteur nord doivent faire bouillir l'eau. Le réseau du secteur Chicoutimi est hors d'usage. On a mis sur pied cinq points de service pour approvisionner les citoyens.

À Anse-Saint-Jean, des puits artésiens fonctionnent avec une génératrice. À Ferland-et-Boilleau, un grand nombre de puits artésiens et de surface sont détruits.

Matières dangereuses

L'usine Cascades est fermée pour au moins deux semaines. L'amenée d'eau est hors d'usage. L'équipement pour le traitement secondaire est détruit.

L'usine Abitibi-Price – Kénogami est fermée pour deux semaines. La prise d'eau n'est pas opérationnelle et quelques transformateurs ont pris l'eau.

L'usine Stone Consolidated – La Baie est fermée. Il n'y a pas d'approvisionnement en eau brute. Des travaux majeurs seront nécessaires aux trois barrages de la société.

Voici l'état de la situation aux usines de la société Alcan. Le niveau du lac Saint-Jean est actuellement à 16,3 m ; on prévoit qu'il pourrait monter à 16,8 m d'ici 24 à 48 heures.

L'usine Vaudreuil de Jonquière est fermée par manque d'approvisionnement en eau brute. L'usine Lapointe de Jonquière est fermée pour 4 à 10 jours. À l'usine Saguenay, le processus de redémarrage est amorcé. Aux usines Arvida et La Baie, les opérations se poursuivent avec un personnel restreint. Il n'y a pas de problème à l'usine Alma, alors que l'usine Laterrière fonctionne au ralenti. Le barrage Alcan est en bon état malgré le coup d'eau important.

Faune et parcs

Deux éleveurs de chevreuils de La Baie et de Ferland-et-Boilleau ont perdu des bêtes. Les rivières à saumon ont été très affectées et certaines infrastructures détruites.

CHARLEVOIX – QUÉBEC

Matières dangereuses

Il n'y a pas de problème majeur. Toutefois, un garage situé à Rivière-Malbaie et qui contenait, selon le propriétaire, des matières dangereuses fait partie d'un périmètre sous surveillance. Tant que les eaux ne baisseront pas, aucune intervention ne peut être effectuée pour sortir ces huiles, à cause des possibilités de dérochement d'une partie du terrain. Un technicien du MEF (ministère de l'Environnement et de la Faune) est sur place.

Faune et parcs

Au parc de la Jacques-Cartier – secteur Vallée, la rivière Jacques-Cartier est sortie de son lit causant des dommages d'environ 150 000 \$ à la route d'accès et isolant des campeurs. Les 78 personnes qui étaient coincées ont été évacuées, le 21 juillet, par les transports aériens gouvernementaux.

Le MEF vérifiera et confirmera la solidité et la sécurité des barrages en amont de la rivière Jacques-Cartier, de façon à préciser le plus rapidement possible la date de réouverture du parc.

CÔTE-NORD

Eau potable

Le MEF, en collaboration avec le directeur de la Santé publique, a suggéré aux municipalités à risque d'augmenter le taux de chloration de leur système ou de faire bouillir l'eau. Aucun problème de contamination de l'eau potable n'a été constaté, mais on a identifié un problème de turbidité.

Les municipalités à risque sont : Saint-Paul, Pointe-à-Boisvert, Colombier (secteur Saint-Marc-Latour), Franquelin, Rivière-Pentecôte et Baie-Trinité.

Faune et parcs

On devra faire sortir de la forêt environ 500 personnes dans l'ensemble de la région.

ÉTAT DE LA SITUATION - MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Charlevoix

À 10 h, toutes les localités sont désenclavées, et toutes les mesures temporaires ont été prises.

MESURES TEMPORAIRES

Sur la route 138, dans le secteur entre Saint-Fidèle et Saint-Siméon, la circulation est restreinte à une voie en alternance. Des mesures temporaires ont été prises rapidement pour rétablir le lien routier. Dès samedi matin, les deux sections de routes, qui avaient été emportées, ont été réparées pour permettre tout au moins le passage des véhicules d'urgence. Toutes les ressources disponibles du ministère des Transports du secteur de Charlevoix, et beaucoup d'outillage du secteur privé ont été utilisés.

Dans le secteur à l'est de Saint-Siméon, on constate une érosion importante de la chaussée et des accotements. À l'entrée ouest de Baie-Sainte-Catherine, l'ouverture d'un ponceau pose problème. La route a été emportée, samedi en fin d'après-midi, mais le ponceau a été réparé temporairement. Ce ponceau demeure toutefois sous surveillance.

On envisage la possibilité de fermer le secteur entre Clermont et La Malbaie, car il y a des éboulis provoqués par la crue des eaux de la rivière Malbaie (deux immeubles et la route 138 sont en danger). Une inspection technique plus poussée sera effectuée pour permettre de prévoir les correctifs requis pour protéger la route 138.

La circulation est possible sur la route 170. Dans le secteur de Sagard où il y a eu de l'érosion, la circulation se fait en alternance sur certains segments. Les endroits affectés par l'érosion ont été dotés d'une signalisation appropriée.

Sur la route 381, les correctifs temporaires ont été apportés et la circulation a repris de Baie-Saint-Paul à la limite sud de la municipalité de Ferland-et-Boilleau qui n'est toutefois pas accessible par Saint-Urbain.

MESURES ADDITIONNELLES TEMPORAIRES

Il y aura une inspection détaillée de tous les secteurs concernés. Les estimés et les mesures permanentes seront beaucoup plus précis après ces inspections, soit les 23 et 24 juillet 1996.

Les ressources humaines et matérielles suivantes devraient s'ajouter à celles de la région : des spécialistes en glissement de terrain, en hydraulique et en structure ; trois techniciens pour la surveillance des travaux ; six camions avec opérateurs ; deux niveleuses avec opérateurs ; le reste du matériel requis sera loué de l'entreprise privée.

Mauricie

La route 155 entre Shawinigan et La Tuque est stable et sans érosion notable. La rivière Saint-Maurice est haute, mais sans danger immédiat pour la route. Le point le plus bas de la route a encore 1,5 mètre de plus haut que la rivière. Le secteur ayant subi des dommages est stable.

La route 155 entre La Tuque et la limite nord du territoire (vers Lac-Bouchette) est ouverte à la circulation. L'eau sur la route a commencé à se retirer. La zone inondée s'étend sur 60 mètres environ, par rapport à 183 mètres au pire moment.

La route menant de La Tuque à Canton Langelier le long de la rivière Croche est stable. Toutefois, la route sur le tronçon entretenu par le Ministère est en danger.

Tous les chemins sont stables et ne représentent pas de danger immédiat de fermeture. Certains chemins ont subi des érosions dans l'accotement, mais ils ont été signalés ou réparés temporairement. Les travaux de réparation devraient se terminer au plus tard le 23 juillet.

La route menant à Lac-Édouard a subi certains dommages mais est restée ouverte. Certains travaux de stabilisation ont dû être faits.

Côte-Nord

La situation sur la Côte-Nord s'améliore. Aucune résidence ou immeuble n'est menacé. La température est clémente.

La route 138 est carrossable jusqu'à Betsiamites (rivière Papinachoix). À cet endroit, une crevasse s'étend sur plus de 80 mètres sur 30 mètres de profondeur et coupe complètement la route. Un chemin de détour est en construction pour permettre d'assurer un lien pour le transport des véhicules légers. Ce lien devrait être terminé en fin de journée. Les travaux pour installer le ponceau et refaire le remblai sont en cours. Il faut prévoir un minimum d'un mois pour compléter ces travaux.

La liaison entre Baie-Trinité et Port-Cartier est impossible par voie terrestre. Les travaux de réparation se poursuivent.

La route 389 entre Baie-Comeau et Fermont est ouverte ; elle est affectée à quelques endroits mais la circulation est possible.

Sur la route 385 située à l'intersection du chemin conduisant à la centrale Bersimis, une structure a subi des dommages importants. L'une de ses culées s'est affaissée d'au moins 60 mm et une évaluation plus précise devra être faite. Des travaux temporaires sont effectués de façon à rétablir un lien. De plus, au nord de cette structure, la route est endommagée à divers endroits. Les travaux de réparation se poursuivent.

Même si les liens seront rétablis, il restera beaucoup de travail à faire. Des inspections sont en cours et une évaluation plus précise sera faite. Le Port de Sept-Îles et la Société des traversiers du Québec ont organisé des transports afin de désenclaver la Côte-Nord.

Saguenay – Lac Saint-Jean

Sur la route 172, dans le secteur Chicoutimi-Nord à Sacré-Cœur, où il y a eu érosion d'accotement, la circulation est autorisée. La circulation, dans le secteur Chicoutimi-Nord, à Alma, est également autorisée. Le pont de la rivière Shipshaw, qui est sous surveillance, n'est ouvert qu'aux urgences.

La circulation est normale sur les quatre voies du pont Dubuc. Des travaux de stabilisation sont en cours sur le pont du boulevard Saguenay.

La route 175, dans le Parc des Laurentides, est ouverte à la circulation vers Québec. Elle est cependant fermée en direction de Chicoutimi, sauf pour les cas d'urgence.

Le secteur Petit-Saguenay – L'Anse-Saint-Jean de la route 170 est fermé à la circulation. Une équipe de La Malbaie travaille en direction de L'Anse-Saint-Jean. Le secteur L'Anse-Saint-Jean – Rivière-Éternité est ouvert à la circulation jusqu'à l'entrée de L'Anse-Saint-Jean. Une équipe de Chicoutimi est sur place.

Bien que la circulation soit autorisée dans le secteur Rivière-Éternité – La Baie, la route 170 est fermée à La Baie avant la rivière Ha! Ha! Le pont de la rivière Ha! Ha! est fermé et la route est coupée ; une équipe est sur place. Le pont de la rivière à-Mars est ouvert et la route 170 est ouverte. Le secteur La Baie – Chicoutimi est ouvert à la circulation.

Dans le secteur Chicoutimi – Jonquière, la route 170 est fermée à l'intersection Melon (ruisseau Deschênes). Un trou de 75 m de longueur sur 6 m de profondeur nécessitera des travaux importants. Le secteur Jonquière – Saint-Bruno est ouvert

jusqu'à Saint-Bruno (rang 6). Le rang 7 permet d'aller jusqu'à Alma. Le trafic lourd est interdit. Enfin, il n'y a aucun problème dans le secteur Saint-Bruno – Métabetchouan.

La route 381 entre La Baie et Boilleau est toujours fermée. Une équipe de La Malbaie travaille en direction de Boilleau.

La route 169 dans le secteur Réserve faunique des Laurentides est fermée. Il y a bris au km 17 ; le pont de la rivière Pika est fermé ; une équipe procède à une vérification complète des dommages. Il n'y a aucun problème dans le secteur Tour du Lac-Saint-Jean.

Le rang Caron, à Hébertville, est ouvert. La route Tremblay – Coulombe, à Shipshaw, ainsi que le chemin Saint-Léonard – Shipshaw – Saint-Charles sont ouverts à la circulation.

Le rang Saint-Jean-Baptiste – L'Anse Saint-Jean est fermé. Le rang Saint-Thomas – Anse Saint-Jean est également fermé et le pont du Milieu (De Florac) détruit.

Le chemin du Lac Kénogami est ouvert jusqu'au centre de plein air CÉPAL. L'évaluation des travaux a été faite.

État des ponts

Chicoutimi (Ponts #)

1857	Route 170, rivière Chicoutimi Le pont a été fermé par mesure de prudence. Le niveau d'eau est trop élevé pour évaluer la situation.
15691	Route 170, rivière Chicoutimi Il n'y aura pas de problème si le débit déversé au barrage se maintient.
14079	Boulevard Saguenay, rivière Chicoutimi L'approche est à refaire ; des travaux temporaires sont en cours.

1853 à 15523 Il est impossible d'évaluer l'état de ce pont.

14391 Route 372, rivière du Moulin
Ce pont est en bon état.

Jonquière

3354 Ce pont, qui enjambe la rivière aux Sables, est sous surveillance.

3355 Le pont de la rue du Vieux-Pont, au-dessus de la rivière aux Sables, est sous surveillance.

3359 Route 170, rivière aux Sables
Ce pont est en bon état.

14076 Rue Price, rivière Saguenay
Ce pont est sous surveillance.

La Baie

14392 Route 170, rivière à-Mars
L'approche du pont est en réparation.

14889 Avenue du Port, (2^e sortie Port-Alfred)
Rivière à-Mars
Une culée et une travée de parties.

2399 Route 381, rivière La Baie
Ce pont a été emporté.

2435 Route 381, rivière Ha! Ha!
Ce pont a été emporté.

14166 Route 381, rivière Ha! Ha!
La rivière ne passe plus sous le pont actuel. La construction d'un nouveau pont temporaire est à l'étude.

Autres régions

Dans le secteur Mont-Tremblay, un ponceau a été emporté. Des dommages mineurs ont été constatés et des travaux seront effectués dans les prochains jours.

La direction de l'Est-de-la-Montérégie signale le décès d'une personne en début de semaine quand une partie de route a été emportée à Ormstown. Les réparations ont été effectuées.

ÉTAT DE LA SITUATION – MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Côte-Nord

SANTÉ PHYSIQUE

Aucun établissement n'a été évacué. Les services ambulanciers fonctionnent normalement. Deux blessés ont été transportés par hélicoptère à l'Hôpital de Sept-Îles à la suite de la chute de véhicules dans un ravin, près de la municipalité des Îslets Caribou.

Pour le moment, il n'y a pas de problème d'approvisionnement pour le secteur de Baie-Comeau. Cependant, si la route 138 n'est pas réparée d'ici le vendredi 26 juillet, l'approvisionnement du Centre hospitalier de Sept-Îles en fournitures médicales, hospitalières ou alimentaires, devra se faire par bateau ou avion. La région régionale de la santé et des services sociaux contrôle la situation.

SANTÉ PUBLIQUE

Il n'y a aucun problème en eau potable, même si l'eau n'est pas toujours très claire.

PSYCHOSOCIAL

Les intervenants psychosociaux de Forestville ont été mobilisés pour répondre aux besoins des 67 personnes hébergées dans le centre d'hébergement temporaire. Tout est sous contrôle actuellement.

À la suite du décès de quatre personnes dans un effondrement survenu près de Baie-Trinité, le CLSC de Sept-ÎlesSept-Îles offre des services psychosociaux aux familles éprouvées.

Saguenay-Lac-Saint-Jean

SANTÉ PHYSIQUE

Les résidents du Foyer Saint-Joseph de La Baie ont été évacués au Centre hospitalier de La Baie. Huit personnes d'une résidence pour personnes handicapées ont été relogées au Centre hospitalier. Les services ambulanciers fonctionnent normalement.

Pour le moment, il n'y a pas de problème d'approvisionnement général à Chicoutimi et Jonquière. Le Centre hospitalier de La Baie a vécu une situation d'isolement durant les deux derniers jours. La situation est rétablie, mais il connaît toujours des problèmes de communication téléphonique et d'alimentation en eau potable. De plus, il doit s'approvisionner en lingerie au Centre hospitalier de Chicoutimi.

SANTÉ PUBLIQUE

Eau potable

À Jonquière, les systèmes d'aqueduc fonctionnent, mais l'eau doit être bouillie. À Chicoutimi, les systèmes d'aqueduc fonctionnent partiellement et l'eau n'est pas potable. À La Baie, les systèmes d'aqueduc ne fonctionnent pas, l'eau doit être transportée manuellement.

À La Baie, pour éviter des problèmes d'épidémie, de gastro-entérite, de salmonellose ou de pneumonie, il a été décidé de distribuer des contenants d'eau potable. Avec la collaboration du MAPAQ (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation) et des Forces armées canadiennes, un premier chargement de 5600 litres a été livré, le dimanche 21 juillet. Un deuxième chargement de 110 000 litres, en bidon de 4 litres, se dirige par la route vers la base de Bagotville.

Par ailleurs, un équipement spécialisé en purification d'eau par un système d'osmose inversé (ROWPU) a été acheminé de la Base de Valcartier à Chicoutimi et La Baie. Cet équipement permet de produire jusqu'à 5000 litres d'eau potable par heure, pendant 20 heures d'affilée.

Matières dangereuses

Trois toxicologues de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de la Montérégie sont prêts à se rendre sur place très rapidement pour venir en aide à l'équipe locale de santé publique.

PSYCHOSOCIAL

Les dix centres d'hébergement mis sur pied par les municipalités concernées accueillent environ 1600 des quelque 6000 personnes évacuées. Une quarantaine d'intervenants en mesures psychosociales d'urgence leur ont apporté soutien et réconfort.

On travaille à la production d'un bulletin d'information à caractère psychosocial qui sera distribué à la population touchée.

Tous les CLSC de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont mobilisés. Plusieurs régies régionales ont offert des ressources humaines supplémentaires.

ÉTAT DE LA SITUATION – MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Saguenay – Lac-Saint-Jean

Compte tenu de la gravité de la situation actuelle et de la fermeture de plusieurs routes, l'Organisation de sécurité civile du Québec demande à la population de ne pas circuler sur les routes, à moins de devoir assurer les services essentiels auprès d'un employeur. Avant de se rendre au travail, le personnel doit donc se renseigner auprès de leur employeur afin de savoir si leur présence est absolument requise.

Ces mesures ont pour but d'éviter les engorgements sur les routes encore en service, de maintenir la sécurité des usagers et de permettre à tous les intervenants de travailler dans les meilleures conditions au rétablissement de la situation.

ROUTE 175, RÉSERVE FAUNIQUE DES LAURENTIDES

La circulation dans la réserve faunique des Laurentides demeure permise en direction de Québec. Cependant, l'accès de la route 175 en direction de Chicoutimi est restreint. À Saint-Adolphe, un poste de vérification contrôle les personnes devant se rendre dans la région.

D'autre part, toutes les mesures sont prises pour redonner, le plus tôt possible, accès aux villes de la région.

Avant de prendre la route, il est conseillé de s'informer des conditions de l'état des routes et des prévisions météorologiques. Il ne faut pas oublier que de nombreuses personnes sont déplacées, que la région vit des problèmes graves d'approvisionnement en eau potable, en nourriture et en électricité et que les capacités d'accueil des visiteurs sont limitées.

DOMMAGES SUBIS PAR LES GRANDES ENTREPRISES

Afin de faire le point sur les dommages subis par les grandes entreprises du Saguenay–Lac-Saint-Jean, M. Charles Côté, sous-ministre associé, rencontre les représentants des sociétés suivantes : Bell Canada, Abitibi-Price, Stone Consolidated, Alcan et Hydro-Québec.

Bell Canada

Les lignes de transmission de Bell Canada ont subi des dommages, mais les infrastructures ne sont pas touchées. À la suite des pluies, 7000 clients ont été privés de service, mais la société estime qu'il en restera environ 4000 à rebrancher le 28 juillet. On signale des problèmes particuliers dans les municipalités isolées et les zones inondées.

Usine Abitibi-Price – Kénogami

La société estime qu'il faudra des travaux de 8 à 12 semaines pour relancer l'usine ; 800 employés ont été mis à pied. La division hydroélectrique est en opération et les réservoirs sont sous contrôle.

L'usine de pâte mécanique a été affectée. On prévoit des travaux de 4 à 8 semaines pour rétablir la situation.

Le barrage Désy qui alimente en eau le moulin de Kénogami est défectueux. Une digue a cédé et le niveau de la rivière a augmenté de 30 pieds. La station de pompage a été submergée et la conduite d'eau a subi des dommages car le sol est instable dans la région. Deux bâtiments importants ont été endommagés à la suite de mouvements de sol.

Au chapitre des opérations forestières, ce sont surtout des chemins forestiers qui ont été endommagés et quelques ponts.

La centrale de la rivière aux Sables est hors d'usage et les travaux de remise en état pourraient s'échelonner sur une vingtaine de mois. La centrale et le barrage Chicoutimi sont aussi hors d'usage, ce qui occasionne une perte de 7 mégawatts.

La société envisage de mettre en place une digue temporaire. Elle soumettra au ministère de l'Environnement des projets pour stabiliser les sols près de ses usines. À ce sujet, ses représentants soulignent l'importance d'obtenir rapidement les autorisations du Ministère. Ils espèrent également une rapide remise en état du réseau routier.

La société estime que la division hydroélectrique a subi des pertes de 15 à 20 millions de dollars. Elle évalue les pertes à 5 M\$ pour les digues et les berges. De plus, la réparation des chemins forestiers coûtera 400 000 \$.

Société Cascade

L'usine emploie 200 employés. Actuellement, ses activités sont réduites puisqu'il ne reste qu'une vingtaine d'employés à l'œuvre. Ses opérations sont arrêtées, car la société signale la perte du barrage.

Ses pertes financières sont estimées sommairement à 10 M\$ et d'autres dommages concomitants sont évalués à quelque 5 M\$.

Société Stone Consolidated

L'usine a arrêté la production et mis à pied 800 employés en raison de la mauvaise qualité de l'eau, de dommages aux réservoirs et de problèmes aux tuyaux d'alimentation en eau. On préparera des plans pour la remise en état des digues et de la conduite d'amenée d'eau pour laquelle 20 à 30 jours de travaux sont prévus. Les représentants de la société soulignent des contraintes importantes au niveau du transport et des chemins d'accès.

La société estime avoir subi des dommages de 15 à 20 M\$.

Société Alcan – Énergie électrique

Tout son réseau demeure opérationnel, les barrages sont en bon état et elle est à stabiliser ses systèmes.

Usines Alcan

L'usine Lapointe a été submergée : 5 à 10 jours de travaux sont prévus pour la remettre en état. L'usine Saguenay est prête à reprendre la production. L'usine Dubuc est arrêtée parce qu'elle ne peut s'approvisionner en métal. L'usine Vaudreuil est arrêtée en raison d'un manque d'eau. Elle éprouve également des problèmes à s'approvisionner en alumine à la suite de ruptures du chemin de fer.

Le complexe Jonquière a perdu la station de pompage du pont Arnaud. La société prévoit une installation temporaire pour l'approvisionnement. Les travaux sont en cours.

La production continue aux usines d'Arvida, de Laterrière et de Grande-Baie.

Les représentants de la société soulignent le problème des installations des quais à La Baie qui ont été sévèrement endommagés, mais où des travaux importants sont en cours. Le réseau routier interne de la société et son réseau de chemin de fer Roberval-Saguenay sont arrêtés, puisqu'une série de ponts ont disparu et que les voies de chemin de fer ont été altérées. La société se lance dans un projet de remise en état de ses installations. Elle songe à redessiner son réseau ferroviaire où des dépenses de 50 à 55 M\$ pourraient être requises. On souligne divers problèmes pour relier le réseau à celui du CN. Le représentant du gouvernement canadien, qui participait à la rencontre, s'occupe de ces questions.

Les préoccupations majeures d'Alcan sont liées à la remise en état du réseau routier ; la société devra s'approvisionner par camion pendant qu'elle réparera ses infrastructures ferroviaires. Alcan n'a pas fait de mise à pied.

Elle offrira ses services à la municipalité de La Baie, afin de remettre en état les infrastructures de la municipalité le plus rapidement possible.

La société Alcan estime que des travaux de 100 à 125 M\$ seraient nécessaires pour remettre en état ses équipements.

Hydro-Québec

Quinze mille clients ont été affectés et il reste actuellement 1000 rebranchements à faire. Les dommages au réseau de distribution sont évalués à 2,5 M\$, et 2 M\$ seront nécessaires pour les réparations définitives. La société a perdu deux barrages sur la rivière Chicoutimi qui ne servaient plus à la production hydroélectrique. Elle doit réfléchir avec ses partenaires pour redéfinir ses besoins et voir si elle devra faire des travaux pour les remettre en opération. Dans ce cas, le coût de leur remise en état est estimé entre 15 et 30 M\$. Aucune décision n'a été prise à ce sujet par Hydro-Québec, qui doit procéder dès cette semaine à des évaluations.

PREMIÈRES MESURES GOUVERNEMENTALES

22 JUILLET 1996

Le 22 juillet les sous-ministres sont convoqués à Québec pour faire le point sur les mesures à prendre. Le même jour, le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, convoque une réunion spéciale du Conseil des ministres, et annonce la mise sur pied immédiate d'un **fonds spécial de 200 M\$** pour faire face aux interventions d'urgence rendues nécessaires par cette catastrophe naturelle (décret 933-96).

De plus, un **décret d'assistance financière**, sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique, permet le versement, à titre d'avance, d'un montant de 2 500 \$ par ménage pour les personnes dont la résidence principale a subi des dommages ayant entraîné leur évacuation (décret 932-96). Le premier ministre annonce la création d'un **Programme d'assistance financière spécial** pour indemniser les personnes touchées.

Le gouvernement a pris la décision d'activer un « Don de secours » qui canaliserait les contributions des particuliers et des entreprises souhaitant venir en aide à la population sinistrée. Ultérieurement, ce fonds sera sous la responsabilité de la Société canadienne de la Croix-Rouge. Enfin, il annonce la mise sur pied d'un Comité de coordination chargé d'assurer la reconstruction des zones sinistrées.

Le Conseil des ministres du 22 juillet a aussi adopté le décret 934-96 concernant les projets requis pour réparer ou prévenir les dommages causés par la crue qui a débuté le ou vers le 19 juillet 1996 sur le territoire des régions administratives de la Côte-Nord, de la Mauricie–Bois-Francs, de Québec et du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Le décret stipule que les projets n'auraient pas à se conformer à l'habituelle procédure d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux. On peut donc constater à quel point la situation était hors du commun.

24 JUILLET 1996

Le mercredi 24 juillet 1996, le Bureau du premier ministre rend public le décret 935-96 concernant la création d'un Programme d'assistance financière spécial. Ce décret devient la pièce maîtresse de l'assistance financière en permettant :

- l'indemnisation des personnes sinistrées ;
- le remboursement des dépenses des municipalités pour les mesures d'urgence ;
- le remboursement de 90 % des dépenses des municipalités pour la remise en état des infrastructures essentielles ;
- le remboursement des frais engagés par les organismes qui ont porté assistance aux sinistrés.

La même journée, le Conseil du trésor modifie, par le C.T. 189099, les normes applicables à la conclusion des contrats de certains ministères et organismes publics de façon à les assouplir pour permettre d'agir avec célérité, tout en sauvegardant les principes de transparence, d'équité et d'économie.

Comité ministériel de coordination pour la reconstruction et la relance du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Le mandat de ce comité est d'administrer le fonds spécial de 200 M\$, d'élaborer avec les intervenants locaux un plan de reconstruction et d'en assurer la mise en œuvre et, finalement, de coordonner les activités des ministères qui participent à la mise en œuvre de ce plan.

Présidé par le ministre des Transports et ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, M. Jacques Brassard, ce comité regroupe le ministre d'État aux Ressources naturelles, le ministre des Affaires municipales, le ministre de la Sécurité publique, le vice-premier ministre et ministre d'État, de l'Économie et des Finances, le président du Conseil du trésor, le ministre responsable de la région de Québec, le ministre responsable de la région de la Côte-Nord, le ministre responsable de la région Mauricie–Bois-Francs et le ministre de l'Environnement et de la Faune.

Le comité est soutenu par un secrétariat qui agira comme unité spéciale d'intervention. Ce secrétariat est placé sous la responsabilité de M. André Trudeau. De plus, des comités régionaux seront créés dans les zones sinistrées. Ces décisions sont adoptées par le décret 936-96 du 24 juillet 1996.

7 AOÛT 1996

Le 7 août 1996, trois décrets sont entérinés :

- le décret 973-96 concernant l'établissement d'un Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux entreprises lors des pluies des 19 et 20 juillet ;
- le décret 974-96 modifiant le décret 935-96 (assistance financière aux particuliers et aux municipalités) ;
- le décret 975-96 concernant la constitution d'un Bureau de reconstruction et de relance du Saguenay–Lac-Saint-Jean ;
- le décret 960-96, qui crée la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages.

STRUCTURES POLITIQUES ET ORGANISATIONNELLES

COMITÉ MINISTÉRIEL

Le Comité ministériel regroupe l'ensemble des ministres concernés par le sinistre de juillet 1996, soit : M. Paul Bégin, de la Justice, M. Guy Chevrette, des Ressources naturelles et du Développement des régions, M. David Cliche, de l'Environnement et de la Faune, M^{me} Rita Dionne-Marsolais, de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, M. Guy Julien, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Jacques Léonard, Administration, Fonction publique et Conseil du trésor, M. Robert Perreault, de la Sécurité publique, M. Jean Rochon, de la Santé et des Services sociaux, M. Rémy Trudel, des Affaires municipales. Le comité est présidé par M. Jacques Brassard, ministre des Transports et aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Le soutien au Comité ministériel est assuré par le Secrétariat à la coordination interministérielle qui relève du Conseil exécutif, et dont le mandat est de coordonner la reconstruction et la relance économique.

COMITÉ POLITIQUE RÉGIONAL

Dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, on met en place un comité politique régionale présidé par le ministre régional, M. Jacques Brassard. Il est composé de M. Lucien Bouchard, premier ministre et député de Jonquière, M. Gérard-Raymond Morin, député de Dubuc, M^{me} Jeanne Blackburn, députée de Chicoutimi, M. Benoît Laprise, député de Roberval, M. Gilbert Fillion, député fédéral de Chicoutimi, M. Ulric Blackburn, maire de Chicoutimi, M. Marcel Martel, maire de Jonquière, M. Claude Richard, maire de La Baie, M. Laurent-Yves Simard, maire de L'Anse-Saint-Jean, M. Léonard Côté, maire d'Hébertville, M. Alain Grandmont, directeur de l'usine Abitibi-Price à Kénogami, M. Pierre G. Côté, directeur de l'Usine Stone Consolidated à La Baie, M. Yvon D'Anjou, vice-président SÉCAL-Québec, M. Claude Munger, président du CRCD, M. Gervais Coulombe, président de l'Association touristique régionale et M. André Tremblay, président de la Chambre de commerce régionale.

Le Comité politique régional a comme mandat de déterminer les orientations prioritaires d'interventions et d'acheminer ses recommandations au Comité ministériel.

BUREAU DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE DU SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN

Les pluies diluviennes de juillet 1996 ont causé des dommages dans quatre régions du Québec. Toutefois, c'est au Saguenay–Lac Saint-Jean que les effets ont été les plus dévastateurs. Devant l'étendue des dégâts, le gouvernement du Québec a décidé de modifier sa façon habituelle de traiter les sinistres et de compléter les actions du ministère de la Sécurité publique par la mise en place du Bureau de reconstruction et de relance du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Afin de remplir son mandat, le Bureau de reconstruction, dont la direction est assurée par le sous-ministre adjoint au Secrétariat au développement des régions, a privilégié une approche collégiale entre tous les intervenants.

Son mandat consiste à :

- coordonner les diverses interventions de reconstruction et de relance du gouvernement ;
- faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de plans ou de projets de reconstruction retenus par le Comité ministériel ;
- faire des recommandations au Comité ministériel sur tous les projets urgents et prioritaires à réaliser et sur les conditions de leur exécution ;
- apporter, avec l'accord du Comité politique régional, un soutien d'expertise ou de gestion aux intervenants publics ou privés en vue de faciliter l'établissement et la mise en œuvre de plans de reconstruction ;

- élaborer des plans ou des projets en concertation avec les intervenants régionaux et faire, à cette fin, des recommandations au Comité politique régional ainsi qu'au Comité ministériel ;
- effectuer ou de faire effectuer toute étude ou recherche nécessaire à la réalisation de son mandat ;
- assumer tout autre mandat que le Comité ministériel ou le Secrétariat à la coordination peuvent lui confier.

Des comités ont été formés selon les besoins et les problèmes identifiés ; en voici quelques-uns :

- le Comité interministériel, composé des directeurs régionaux des ministères concernés par le sinistre, fait le suivi des décisions du Comité politique régional ;
- le Comité technique des gestionnaires des décrets, composé des représentants des professionnels des ministères en région et à Québec, qui, en plus de veiller à l'arrimage des interventions, à l'étude et au versement des indemnités, travaille à trouver des solutions ;
- les comités locaux multisectoriels, composés de professionnels du gouvernement, de municipalités, de firmes d'experts, de grandes entreprises et de citoyens, ont un mandat de conceptualisation, de planification et d'harmonisation des travaux ;
- les rencontres de consultation/information, qui regroupent les intervenants concernés et les comités de citoyens, ont un mandat d'information et de consultation en ce qui a trait aux propositions de travaux ou d'aménagement.

DÉCRETS ÉVOLUTIFS ET LÉGISLATIONS

L'ANNÉE 1996

Pour faire face aux nouveaux types de problèmes rencontrés sur l'ensemble du territoire affecté, le gouvernement a estimé opportun de confier la gestion de nouveaux décrets d'assistance à des clientèles inhabituelles à d'autres ministères, car le ministère de la Sécurité publique, habituellement responsable de la gestion des programmes d'assistance financière à la suite d'un sinistre, doit concentrer beaucoup de ses ressources à répondre aux besoins des ménages et des familles sinistrés.

Ainsi le décret 982-96 du **14 août** 1996, concernant l'établissement d'un *Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux infrastructures municipales*, confie au ministère des Affaires municipales la gestion de ce programme. Ce ministère se voit aussi confier la responsabilité du décret 990-96 concernant l'établissement d'un *Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlée*. Le décret 991-96 confie au ministre des Affaires municipales la responsabilité de conclure des ententes avec les municipalités régionales de comté pour l'application du décret 990-96.

Les décrets 1043-96 et 1044-96, adoptés le **21 août** 1996, concernent de nouvelles modifications aux décrets 935-96 (Programme d'assistance financière spécial) et 973-96 (Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux entreprises). On peut donc constater que le gouvernement prenait les mesures nécessaires pour s'ajuster aux situations au fur et à mesure que les besoins étaient mieux cernés, ou encore que de nouveaux problèmes surgissaient.

Cette adaptation a permis aux municipalités de L'Anse-Saint-Jean et Ferland-et-Boilleau, ainsi qu'aux villes de Chicoutimi, Jonquière, La Baie et Laterrière d'adopter des règlements d'emprunts qui ne seront pas soumis à l'approbation des personnes habilitées à voter (décret 1052-96 du **28 août** 1996).

Une autre série de décrets est adoptée à la séance du Conseil des ministres du **4 septembre** 1996 :

- le décret 1093-96 modifiant le décret 936-96 sur les comités régionaux ;
- le décret 1102-96 concernant la requête de la Corporation Stone Consolidated relativement à l'approbation des plans et devis d'un barrage sur la rivière Ha!Ha! dans la ville de La Baie ;
- le décret 1103-96 concernant la requête d'Abitibi-Price relativement à l'approbation des plans et devis d'un barrage sur la rivière aux Sables dans la ville de Jonquière.

C'est le **11 septembre** 1996, par le décret 1137-96, qu'on adopte un Programme d'assistance financière spécial pour les exploitations agricoles ayant subi des dommages lors des pluies. La gestion de ce décret est confiée au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

En ayant toujours comme préoccupation de s'adapter à l'évolution des situations, le gouvernement modifie, par le décret 1196-96, la date limite pour réparer certains ouvrages endommagés dans les zecs et les pourvoiries. Étant donné l'ampleur des travaux à réaliser et les difficultés d'accès aux sites, la date limite est donc reportée du 31 décembre 1996 au 30 septembre 1997.

Le **29 septembre** 1996, par le décret 1209-96, le Programme de soutien au démarrage d'entreprises, programme créé avant le sinistre et visant à favoriser le développement économique du Québec, est élargi de façon à permettre à la Société de développement industriel du Québec de soutenir financièrement les entreprises qui ont subi des dommages matériels et financiers en raison des inondations des 19 et 20 juillet 1996. Ce programme vient en quelque sorte compléter le programme déjà établi en vertu du décret 973-96. Il permet en effet à des entreprises non admissibles ou encore à des entreprises bénéficiaires de l'assistance financière, mais qui sont encore en situation précaire, de redémarrer et de rentabiliser leurs opérations en comptant sur un prêt garanti ou encore en recevant de l'aide financière supplémentaire.

Les dommages causés aux sentiers de motoneige et à leurs infrastructures, activité économique importante pour certaines régions sinistrées, font l'objet du décret 1245-96 du **2 octobre** 1996 pour permettre les travaux de réfection ou de reconstruction. Ce décret est sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales.

Ce même 2 octobre, le décret 1254-96 est digne de mention. En effet, il concerne l'établissement d'un Programme de stabilisation des berges et des lits des lacs, rivières et cours d'eau pour réparer des dommages causés par la crue des 19 et 20 juillet 1996 ou en prévenir de nouveaux. Ce programme, présenté conjointement par le ministre de l'Environnement et de la Faune et le ministre des Transports, prévoit que des travaux d'urgence seront exécutés sur 22 kilomètres des rivières Saint-Jean, Ha! Ha! et à-Mars par le ministère des Transports, alors que dans le cas des autres rivières et cours d'eau, la maîtrise d'œuvre sera confiée au ministère de l'Environnement et de la Faune en collaboration avec les municipalités.

Les décrets 1291-96 et 1292-96 du **9 octobre** 1996 viennent préciser certaines modalités d'assistance financière des décrets 935-96, 973-96 et 1137-96.

Le **16 octobre** 1996, le décret 1309-96 est adopté ; il concerne l'approbation des plans et devis de R.S.P. Hydro inc. pour un barrage en remblai sur la rivière Sault-aux-Cochons à Forestville. Ce décret est suivi, le **23 octobre**, par l'approbation des plans et devis concernant la réfection d'un barrage par la ville de Jonquière sur la rivière aux-Sables (décret 1338-96) et par l'approbation des plans et devis d'un barrage sur la rivière aux Sables par la société Abitibi-Price (1339-96).

Le sinistre ayant causé des dommages étendus à des propriétés situées dans des zones de villégiature, à des chemins municipaux et non municipaux, à des services d'aqueduc et d'égout, à des services collectifs, aux berges de lacs et de cours d'eau, le décret 1354-96 du **29 octobre** prévoit l'établissement d'un Programme de reconstruction locale, à titre d'expérience pilote, dans les municipalités affectées. La gestion de ce programme est confiée au ministre des Affaires municipales.

Il est important de rappeler les modalités de ce programme. Ainsi, une municipalité doit constituer un fonds de reconstruction locale : à cette fin, elle doit ouvrir un compte particulier lui permettant d'enregistrer et de recevoir une contribution du MAM équivalente à 15 % du coût des dommages et pertes identifiés de façon sommaire au rôle d'évaluation foncière, et une autre contribution du MAM de un dollar pour chaque dollar reçu par souscription populaire.

Deux autres décrets sont adoptés cette même journée : le décret 1356-96 concernant l'approbation des plans et devis d'un barrage par la Corporation Stone Consolidated sur la rivière Ha !Ha ! (en complément au décret déjà adopté le 4 septembre sous le numéro 1102-96) et l'approbation des plans et devis d'une digue par la même corporation du côté est du lac Ha!Ha! dans la municipalité de Ferland-et-Boilleau (décret 1357-96).

La Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages, créée par le décret 960-96 du 7 août 1996, reçoit l'autorisation de prolonger jusqu'au 15 janvier 1997 son mandat, de façon que l'analyse et l'interprétation des études des crues puissent être produites, que d'autres intervenants puissent transmettre leurs rapports et que le rapport de la table de concertation régionale sur les problématiques à dimension sociopolitique puisse être déposé. Le décret 1395-96 du **13 novembre** confirme cette prolongation.

Cette même journée, le décret 935-96 (Programme d'assistance financière spécial) est modifié par le décret 1407-96 permettant d'accorder une aide financière additionnelle au propriétaire occupant une résidence principale de faible valeur déclarée perte totale, pour l'inciter à se reconstruire dans sa municipalité et ainsi éviter l'exode des populations sinistrées.

Le **21 novembre**, la loi instituant le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées (L.Q., 1996, chapitre 45) est entrée en vigueur et a effet depuis le 19 juillet 1996. Le ministre désigné comme président du Comité ministériel de coordination pour la reconstruction et la relance économique est responsable de l'application de cette loi.

Ce Fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles supportées par un ministère ou un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 et qui ont affecté les régions reconnues sinistrées par le gouvernement. Le Fonds est également affecté au financement du programme de reconstruction et de relance économique de ces régions.

La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre des Finances. La comptabilité et l'enregistrement des engagements financiers et des contributions gouvernementales qui lui sont imputables sont tenus par le président du Conseil du trésor.

La contribution des gouvernements est comptabilisée dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées. Cette contribution, révisée périodiquement, fait l'objet d'une estimation qui repose sur les meilleurs renseignements disponibles à la date de préparation des états financiers. Cependant, à la suite de la vérification finale du gouvernement du Canada, certains ajustements pourraient s'avérer importants et nécessaires, mais il est difficile de prévoir l'ampleur de l'incertitude qui en découle. S'il y a lieu, les contributions fédérale et provinciale seront modifiées en conséquence dans l'année financière au cours de laquelle ces ajustements seront connus.

Le **27 novembre**, le Conseil des ministres adopte le décret 1481-96 visant à rendre admissibles 11 municipalités situées à l'extérieur des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord, de Charlevoix et de la Haute-Mauricie aux décrets 935-96, 973-96 (Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux entreprises) et à leurs modifications ; ces municipalités sont également admissibles aux décrets 1291-96 et 1292-96. Elles ont démontré qu'elles ou leurs citoyens avaient subi des dommages à la suite des pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996.

Le **4 décembre**, la Corporation Stone Consolidated soumet des plans et devis pour la reconstruction d'un barrage sur la rivière des Cèdres dans la municipalité de Ferland-et-Boilleau. Ces plans et devis sont adoptés par le décret 1504-96.

L'année 1996 se termine par l'adoption, le **18 décembre**, de trois décrets :

- le décret 1591-96 concerne des modifications aux décrets 982-96 (Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux infrastructures municipales), 990-96 (Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) et 1137-96 (Programme d'assistance financière spécial pour les exploitations agricoles) ;
- le décret 1592-96 concerne la déclaration de zones d'intervention spéciale sur le territoire de la ville de La Baie ; ce décret modifie la réglementation d'aménagement et d'urbanisme de la ville de façon à permettre la reconstruction domiciliaire dans des zones agricoles ;
- le décret 1613-96 concerne des modifications au Programme de soutien au démarrage d'entreprises et l'ajout de 11 municipalités situées hors des régions initialement considérées.

La nomenclature des 40 décrets relatifs aux pluies diluviennes de juillet 1996 nous permet de constater que, dans les cinq mois qui ont suivi l'événement, le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour répondre le plus adéquatement possible aux nombreux problèmes soulevés.

Fin décembre 1996, les travaux de reconstruction vont bon train et les activités de relance économique sont solidement amorcées. Il faut bien comprendre que les demandes sont nombreuses étant donné l'ampleur des besoins, et qu'il était urgent d'agir avant que l'hiver ne vienne ralentir la remise en état de certaines infrastructures.

À ce stade, le plus urgent a été fait : les infrastructures de transport ont été remises en état temporairement ou de façon définitive (routes, ponts, etc.), les services d'aqueduc et d'égout ont été réparés ou refaits, les citoyens réparent ou reconstruisent leur résidence, les zecs et les pourvoiries ont, pour la plupart, remis en état les infrastructures essentielles, les sentiers de motoneige sont opérationnels, la majorité des entreprises ont repris leurs activités, les entreprises agricoles ont reçu des compensations financières, les travaux de consolidation des berges des rivières Ha!Ha!, à-Mars et Saint-Jean se poursuivent.

La vie reprend graduellement son cours normal et la période des Fêtes pourra être un temps de repos. Il reste cependant beaucoup à faire et une autre série de décrets seront nécessaires tout au long de l'année 1997 et même en 1998.

L'ANNÉE 1997

Le premier décret de 1997 concerne l'approbation des plans et devis d'un barrage de la Corporation Stone Consolidated afin de reconstruire l'évacuateur de crue pour en augmenter la capacité d'évacuation et la fiabilité de fonctionnement, et pour assurer l'approvisionnement en eau de son usine de La Baie. Le décret 171-97 du **12 février** 1997 approuve ces plans et devis pour les aménagements sur la rivière Ha !Ha ! dans la municipalité de Ferland-et-Boilleau.

Le **5 mars** 1997, par le décret 288-97, le gouvernement confirme la liste des MRC et municipalités qui ont subi des dommages ; 16 MRC et 11 municipalités sont ainsi désignées.

Le décret 325-97 du **12 mars** précise certaines modalités concernant l'aide additionnelle à la reconstruction (modification du décret 1407-96).

La Corporation du Parc des Hautes-Gorges soumet les plans et devis pour la reconstruction d'un barrage à des fins récréatives et touristiques sur la rivière Malbaie. Ce projet est approuvé le **19 mars** par le décret 349-97.

Entente Canada–Québec : Programme de reconstruction économique temporaire (PRET)

Une entente Canada-Québec portant sur la reconstruction et la relance économique des régions sinistrées et l'aide financière à des entreprises, producteurs agricoles et organismes des régions sinistrées est entérinée par le décret 383-97 du **26 mars** 1997. Cette entente est connue sous le vocable PRET (Programme de reconstruction économique temporaire).

À la faveur d'une aide financière provenant des gouvernements, ce programme fédéral-provincial vise à permettre aux participants de réaliser des initiatives de relance de leur activité commerciale. Ce programme comporte sept volets :

- Volet I - Exploitations agricoles
- Volet II - Organismes à but non lucratif
- Volet III - Entreprises touristiques
- Volet IV - Pourvoiries et zones d'exploitation contrôlée
- Volet V - Sentiers de motoneige
- Volet VI - Entreprises manufacturières et commerciales
- Volet VII - Infrastructures industrielles liées à l'environnement.

Les ministres signataires de l'entente ont estimé les besoins à 42,8 M\$. Les deux gouvernements y contribuent à parts égales. Dans la mesure où il est essentiel à l'atteinte des objectifs de l'entente que le montant soit dépassé, toute nouvelle initiative devra faire l'objet de l'approbation des ministres responsables jusqu'à concurrence d'un montant maximal additionnel de 7,2 M\$ à parts égales.

Par ce programme, le gouvernement fédéral rend admissibles à l'aide financière fédérale les secteurs d'activités ou les organismes exclus du Programme d'aide financière en cas de catastrophe.

C'est ainsi que les décrets déjà adoptés concernant les exploitations agricoles, les infrastructures municipales, les pourvoiries et zecs, les sentiers de motoneige et le projet pilote de reconstruction locale sont modifiés pour les rendre conformes au programme PRET. De plus, deux autres décrets seront adoptés, comme nous le verrons, pour les entreprises touristiques et pour les entreprises manufacturières et commerciales.

Le décret 451-97 du **9 avril** permet de rendre admissibles au décret 982-96 les organismes à but non lucratif qui peuvent être aidés financièrement par une municipalité (Volet II du programme PRET). Le décret 453-97 de la même journée précise les modalités d'application du Programme d'assistance financière relatif aux dommages causés aux exploitations agricoles (Volet I du programme PRET). Finalement, le décret 461-97 concerne la requête de la Corporation Stone Consolidated pour la reconstruction d'une digue du côté ouest du lac Ha!Ha! dans la municipalité de Ferland-et-Boilleau.

Le décret 504-97 du **16 avril** 1997 constitue une des pièces majeures adoptées par le gouvernement en ce qui a trait au Programme de relance d'entreprises manufacturières et commerciales (Volet VI du programme PRET). Le ministre d'État de l'Économie et des Finances et le ministre délégué à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie se voient confier la gestion de ce programme. Une équipe spéciale du MICST est chargée de recevoir et d'analyser les demandes d'assistance financière des entreprises commerciales et manufacturières et de recommander au Comité de gestion de l'entente Canada-Québec, s'il y a lieu, les montants à verser.

Le décret 505-97, adopté la même journée, prévoit un Programme d'assistance financière spéciale relatif aux dommages économiques causés à des entreprises touristiques (Volet III du programme PRET). Ce programme a pour but de soutenir financièrement les régions et les entreprises touristiques qui ont des activités ou des attraits touristiques majeurs ayant subi des pertes de clientèle. Deux volets sont prévus à ce programme : aide à la commercialisation et relance des activités touristiques et des attraits majeurs.

Ces deux derniers décrets, on l'aura compris, viennent opérationnaliser le programme PRET du 26 mars 1997.

Autres décrets

Le **7 mai** 1997, le décret 602-97 vise à remplacer le Programme de reconstruction locale, à titre d'expérience pilote, dans les municipalités affectées (décret 1394-96) à cause des difficultés rencontrées dans son application. Le nouveau programme prévoit que le ministère des Affaires municipales versera à la municipalité ou à la MRC une aide financière pouvant atteindre 30 % du coût des travaux de reconstruction. Un montant total de 3,8 M\$ est prévu pour l'ensemble des demandes.

Un autre décret important est adopté le **13 mai** 1997 sous le numéro 639-97. Ce décret concerne l'établissement d'un Programme de stabilisation des berges et des lits relatif aux travaux à réaliser dans un lac ou un cours d'eau pour réparer les dommages causés par les pluies des 19 et 20 juillet 1996. Ce programme rappelle que le ministère des Transports et le MEF (ministère de l'Environnement et de la Faune) ont réalisé des travaux urgents d'enrochement, de consolidation, de stabilisation des berges et de dragage du lit de plus de 40 rivières et cours d'eau (décret 1254-96), et qu'il y a lieu de procéder à d'autres interventions pour assurer la sécurité des personnes et des biens et pour rétablir certaines fonctions écologiques et certaines fonctions d'usage des milieux aquatiques et riverains. Des crédits estimés à 31 M\$ sont requis pour le financement des dépenses. Le programme, qui est sous la responsabilité du MEF, se terminera le 31 mars 1999.

Le **11 juin** 1997, le Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (décret 990-96) est modifié par le décret 759-97. Ce programme tient compte des nouvelles pluies des 8, 9 et 10 novembre 1996

qui ont endommagé les infrastructures des pourvoiries et des zecs qui avaient été réparées totalement ou partiellement. Les crédits non dépensés sur les 10 M\$ alloués pour le premier programme rendent possible la remise en état de ces infrastructures.

La Corporation Abitibi-Consolidated obtient l'approbation de ses plans et devis relatifs à la construction d'un barrage en remplacement d'un autre barrage détruit sur la rivière Ha!Ha! dans la municipalité de La Baie, par le décret 915-97 du **9 juillet 1997**.

Les deux derniers décrets de l'année 1997 sont adoptés le **30 juillet**. Le décret 950-97 concerne la requête d'Hydro-Québec pour l'approbation des plans et devis d'un barrage en remplacement d'un barrage détruit sur la rivière Chicoutimi, afin d'approvisionner en eau la société Alcan, l'usine de filtration de la ville de Chicoutimi, ainsi que de remettre en fonction une voie ferroviaire de la société Alcan.

Enfin, le décret 961-97 modifie le décret 505-97 concernant les dommages économiques causés à des entreprises touristiques en modifiant le critère « clientèle visiteur ».

Durant l'année 1997, 16 nouveaux décrets ont donc été adoptés, soit pour de nouveaux programmes, soit pour modifier des programmes existants ou encore pour donner suite à des requêtes pour la reconstruction de barrages et de digues. Ainsi, depuis les événements de juillet 1996, 56 décrets ont été nécessaires pour faire face à la situation. Ils traduisent la volonté gouvernementale de permettre aux régions sinistrées de se rétablir entièrement.

LA LOI 152

À la suite des pluies diluviennes de juillet 1996 survenues dans plusieurs régions du Québec, le ministère de l'Environnement et de la Faune a reçu le mandat du gouvernement de participer à la reconstruction et à la relance économique des régions sinistrées par la mise en œuvre de travaux de stabilisation des berges et des lits des cours d'eau.

De tous les cours d'eau affectés par les crues exceptionnelles de juillet 1996, ce sont les rivières Saint-Jean, à-Mars et Ha!Ha! qui ont été les plus dévastées : elles occupaient de nouveaux lits sur de grandes distances, leurs plaines de débordement étaient très souvent beaucoup plus étendues, les pentes des cours d'eau étaient modifiées, etc. Ces nouvelles conditions affectaient considérablement les limites des propriétés et les droits qui y sont rattachés et menaçaient la sécurité même des personnes, des biens et des infrastructures qui avaient été épargnés.

Ainsi, les travaux de stabilisation des berges, de relocalisation et de redéfinition des lits ont été d'urgence réalisés sur des propriétés privées, avec l'accord des propriétaires. Toutefois, certains interdisaient déjà l'accès à leur terrain, ce qui rendait très difficile une planification globale des interventions dans certains secteurs.

On se rendit compte qu'entreprendre des travaux d'une aussi grande envergure, se heurtait déjà ou allait bientôt se heurter à une multitude de problèmes susceptibles de retarder la réalisation de ceux-ci et de compromettre même l'atteinte des objectifs visés. Les travaux devaient en effet être effectués, dans la majorité des cas, sur des terrains privés et plusieurs propriétaires refusaient systématiquement le droit de passage ou voulaient négocier ce droit. D'autre part, certains problèmes à caractère légal se posaient et compliquaient davantage la situation.

En effet, le déplacement du lit des rivières remettait en question le titre de propriété dans les nouveaux et les anciens lits, les droits de pêche pouvant y être associés, la perte et les gains de nouveaux terrains, ces considérations pouvant de plus faire l'objet de diverses interprétations, sur le plan juridique, selon l'appartenance du cours d'eau au domaine hydrique public ou privé.

Une autre difficulté provenait du fait que les ouvrages construits sur des terrains privés deviendraient propriété des résidents qui devraient également en assurer l'entretien. Dès lors, il devenait nécessaire de trouver un moyen de décharger les propriétaires de terrain sur lesquels se retrouvaient de tels ouvrages de toute responsabilité civile. De plus, après la leçon magistrale que la nature venait de donner quant à la présence d'habitations en plaine d'inondation, il fallait prendre les dispositions appropriées pour y interdire toute reconstruction.

De plus, malgré les travaux réalisés, la stabilité des lits et des berges demeurera encore précaire puisqu'il faudra plusieurs années pour que les sols et les enrochements se consolident. Il devenait préférable qu'aucune intervention ou construction n'y soit réalisée afin d'éviter de mettre en péril leur intégrité et d'éviter de nouveaux dommages aux infrastructures.

Dans ces conditions, il devenait impossible d'établir les droits de chacun ou d'attendre que ces questions puissent être clarifiées à l'intérieur de délais raisonnables avant d'entreprendre les travaux. C'est en fait pour toutes ces raisons que le projet de « Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean », fut adopté par l'Assemblée Nationale le 17 juin 1997 et sanctionné le 19 juin 1997.

La loi 152, c'est ainsi que nous la désignerons désormais pour les fins de la présente, permet ainsi au ministre des Transports d'acquérir de gré à gré ou par expropriation, pour le compte du gouvernement, les biens nécessaires à la reconstruction et au réaménagement des territoires affectés par les pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996. La loi prévoit également, pour l'exécution des travaux, un droit de passage exprès sur les propriétés privées sous réserve des réparations pour les préjudices subis par les propriétaires et permet à une municipalité d'exécuter des travaux de reconstruction et de réaménagement pour le compte du gouvernement ou d'un de ses ministères.

Cette loi prévoit enfin certaines exclusions quant à l'application de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de la Loi sur la protection du territoire agricole.

Tous les travaux destinés à replacer les rivières dans leur lit respectif ou à leur définir un nouveau lit et les travaux destinés à stabiliser les berges devaient être exécutés, pour la très grande majorité, dans la plaine inondable. C'est la raison pour laquelle la plaine d'inondation de récurrence cent (100) ans devint le critère à partir duquel l'acquisition des terrains fut effectuée. Il faut préciser que dans la « Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables, c'est la plaine inondable de récurrence cent (100) ans qui est effectivement utilisée comme critère en cette matière. Le choix de ce critère s'harmonisait donc au départ avec les dispositions contenues dans la Politique et fournissait aux divers intervenants gouvernementaux, l'espace requis pour réaliser les travaux de stabilisation.

Le choix des critères et des tracés des lits et des berges ainsi que l'exécution des travaux ont été confiés au ministère de l'Environnement.

L'administration de la loi 152 a été confiée au ministère des Transports qui a charge de mener les procédures d'expropriation et d'acquisition de terrains requis. Au terme des procédures prévues à la loi, le ministère est devenu à ce jour propriétaire de 210 lots qui se répartissent comme suit : 80 sur la rivière à-Mars, 77 sur la rivière des Ha!Ha! et 53 sur la rivière Saint-Jean.

L'ANNÉE 1998

Le décret 216-98 du **25 février** 1998 reconnaît que la rivière Nouvelle de la municipalité de Nouvelle, dans la MRC d'Avignon, a subi des dommages. Cette rivière pourra donc faire l'objet du Programme de stabilisation des berges et des lits.

Des travaux de reconstruction d'un pont de motoneige traversant la rivière Ha!Ha! n'ayant pu être terminés avant la date limite du 31 décembre 1996 tel que spécifié au décret 1245-96, le décret 340-98 du **25 mars** 1998 reporte la date limite au 31 décembre 1997.

Le décret 343-98 modifie certaines dispositions administratives du décret 602-97 concernant le Programme de reconstruction locale, à titre d'expérience pilote. Le décret 481-98 du **8 avril** 1998 apporte de nouvelles modifications au décret concernant les pourvoies et les zecs, en modifiant la date limite pour compléter les travaux et en prévoyant le remboursement de frais de gestion aux MRC qui ont géré ce programme.

Le ministère de la Sécurité publique présente un projet visant à rendre admissibles deux municipalités additionnelles, à rendre admissibles certaines dépenses additionnelles assumées par les municipalités, à apporter des modifications mineures afin d'accorder aux sinistrés une aide juste et équitable. Le projet propose également de remplacer par un seul décret l'ensemble des conditions du Programme d'assistance financière afin d'en faciliter l'application. Ce décret, le 658-98, est adopté le **13 mai** 1998.

ENJEUX SPÉCIFIQUES À LA RECONSTRUCTION

URGENCE AU MOMENT DU SINISTRE ET IMMÉDIATEMENT APRÈS

Au vu des décrets, on comprend que plusieurs problèmes devaient être traités de front, à savoir le sauvetage des personnes et leur relocalisation dans les meilleurs délais et dans des lieux sûrs, le rétablissement des communications téléphoniques et de la circulation routière, l'approvisionnement en eau potable et en électricité et, enfin, la surveillance de la solidité des ouvrages (digues, barrages, ponts, etc.).

Il était donc impératif d'arrimer l'ensemble des interventions – autant les plans des mesures d'urgence des municipalités que des ministères – de recourir à une expertise fiable et efficace, et d'informer la population des mesures et des programmes d'aide mis en place.

En plus de maintenir ses activités, l'organisation de la Sécurité civile du Québec a mis en place une structure régionale pour recevoir et traiter les demandes d'indemnisation. Le Bureau de reconstruction et de relance du Saguenay–Lac-Saint-Jean, pour sa part, amorçait l'analyse des constats des dommages et des besoins afin de planifier les actions de reconstruction.

URGENCE DES TRAVAUX AVANT L'HIVER

Le premier choc de l'événement étant passé, il restait à mesurer l'ampleur et la complexité des effets dévastateurs et à y faire face. L'indemnisation étant engagée pour les biens des particuliers, la volonté de relancer la vie économique et sociale de la population se faisait sentir de manière pressante. À l'approche de l'hiver, la population et les autorités municipales s'inquiétaient du temps disponible pour exécuter les multiples travaux urgents.

Il est vite apparu que la complexité des problèmes à résoudre dépassait le cadre habituel des sinistres connus, car, entre autres, la crue de certaines rivières avait non seulement détruit le milieu habité, mais également le lit de la rivière elle-même.

La consolidation des travaux effectués en première urgence et la poursuite d'expertise pour les zones inondables et à risques devenaient impérieuses. Vu la complexité des travaux en rivière, ceux-ci se faisaient parfois dans un cadre légal incertain, notamment en ce qui concernait les droits de propriété dans les lits des rivières dévastées.

Devant ces constats, le gouvernement reconnaissait que l'on disposait de peu de temps pour réaliser l'ensemble des travaux.

Les principaux enjeux consistaient donc dans la nécessité :

- d'agir rapidement et efficacement pour rétablir la sécurité et la vie économique et sociale de la population ;
- de prioriser des actions en fonction d'une vision intégrée de reconstruction et de développement en tenant compte des créneaux de développement touristique automnal et hivernal (et, bien sûr, de la sécurité des personnes).

Il fallait donc faciliter le rétablissement de réserves d'eau suffisantes pour l'alimentation en eau de Chicoutimi, de Jonquière et des grandes entreprises.

Il fallait également s'assurer de la reconstruction, avant l'hiver, de très nombreuses infrastructures indispensables à la poursuite de l'activité économique et du maintien des emplois. Pensons notamment au réseau balisé des circuits de motoneige permanents, des chemins d'accès aux zecs et aux pourvoiries.

Il a fallu bien sûr entreprendre le travail considérable d'inventaire, de constat des dommages et engager beaucoup de discussions afin de bâtir des consensus autour des options techniques, urbanistiques et de génie civil et environnemental.

La concertation et la collaboration entre les ministères, les municipalités, les firmes d'experts, les grandes entreprises et les citoyens ont été les mots d'ordre qui ont été maintenus tout au long de la démarche. La coordination des travaux, plus particulièrement en rivière, a permis de guider les interventions faites en amont et en aval.

Le principe gouvernemental de procéder à des décrets évolutifs a permis de mieux répondre aux besoins et aux problèmes rencontrés au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Il est aussi apparu nécessaire d'engager des discussions avec le gouvernement fédéral afin de répondre à l'étendue des situations exceptionnelles et urgentes.

Enfin, le gouvernement a créé un Fonds d'aide aux entreprises sinistrées pour mieux soutenir la reprise de leurs activités.

URGENCE AVANT LA CRUE PRINTANIÈRE

Le nombre de problèmes survenus en rivière, la recherche de solutions qui exigeaient, dans plusieurs cas, une expertise pointue, et enfin la gymnastique nécessaire pour réduire les normes et les procédures gouvernementales à suivre, ont demandé beaucoup d'énergie et un certain temps avant de procéder à l'exécution des travaux. Il a donc fallu, entre autres, réaliser la majeure partie des travaux en rivière en période de gel. De plus, compte tenu de l'ampleur des ravages, il était difficile de prévoir, à cette période, le comportement éventuel des rivières à la prochaine crue printanière. La population était nerveuse et vivait une telle anxiété que tout fait inhabituel devenait une urgence. Une concertation avec les autres ministères, particulièrement avec la Régie de la santé et des services sociaux, a facilité le soutien psychosocial approprié auprès des populations concernées.

La course contre la montre était commencée. Il fallait s'assurer que les travaux en rivière et sur les routes soient réalisés avant la crue printanière. Toutefois, on anticipait des problèmes et des situations potentielles d'embâcles et de stabilisation liés aux travaux exécutés en période hivernale.

Durant l'hiver 1996-1997, l'enjeu était de minimiser les risques de dommages supplémentaires et, parallèlement, de se préparer adéquatement en vue de la crue printanière et ainsi sécuriser la population.

On a donc mis en place un système permanent de télémétrie et d'interprétation des précipitations/débits des cours d'eau en lien direct avec la Sécurité civile. Une collaboration avec la Sécurité publique a permis de planifier une stratégie de communication auprès de la population et de procéder à la consolidation de plans de mesures d'urgence dans les municipalités.

Des mesures importantes ont dû être prises pour remettre en état le plus rapidement possible des infrastructures routières, des infrastructures d'utilité publique tels le réseau de distribution d'électricité, le réseau téléphonique, l'approvisionnement et la distribution en eau potable, les réseaux d'égouts, etc.

Des mesures importantes ont aussi été prises pour assurer la stabilisation des terrains et des berges. Des travaux de creusage, de dragage, de nettoyage, de remise dans le lit original ont été faits dans des rivières. Les indemnisations versées ont aussi permis la réparation ou la reconstruction des résidences et des commerces affectés par le sinistre. Des exploitations agricoles et des sites récréotouristiques ont pu redémarrer. Les grandes entreprises ont remis leurs installations en état de fonctionnement, en particulier les digues, les barrages et le réseau ferroviaire.

De plus, la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages avait, entre-temps, parcouru le territoire, observé les ouvrages de retenue, entendu la population et les intervenants en audiences publiques et demandé plusieurs rapports d'expertise.

En janvier 1997, quelque six mois après les événements, la Commission déposait un rapport qui fut de sitôt rendu public, publié par l'Éditeur officiel du Québec et déposé dans les hôtels de ville et les bibliothèques publiques des régions sinistrées.

**COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
SUR LA GESTION DES BARRAGES
MANDAT ET RECOMMANDATIONS
(Décret 960-96)**

LE MANDAT

Son mandat consistait à :

- analyser les actions prises par les gestionnaires des barrages privés et publics avant, pendant et après la crue des eaux du 19 au 21 juillet 1996 ;
- analyser les rapports des propriétaires de barrages privés et publics sur la gestion de leurs ouvrages ;
- recevoir les commentaires écrits, tenir des séances publiques afin d'entendre les personnes intéressées, d'échanger avec elles ; analyser les mémoires de toute personne soucieuse de faire valoir son point de vue sur la gestion des barrages situés dans les régions touchées ;
- élaborer, le cas échéant, des recommandations visant à améliorer la gestion des barrages au Québec. De plus, la Commission pourra faire toute recommandation pertinente ;
- soumettre au Conseil des ministres un rapport pour la fin novembre 1996.

L'échéancier prévu pour fin novembre 1996 fut reporté par les décrets 1175-96 du 18 septembre 1996 et 1253-96 du 2 octobre 1996. Le Rapport fut déposé le 15 janvier 1997.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations portent sur :

- le cadre juridique
- la sécurité des ouvrages de retenue
- les exigences de conception et de gestion des barrages
- le répertoire des ouvrages de retenue
- la gestion de la ressource hydrique : comités de bassin
- l'aménagement du territoire en zones inondables et à risques
- les bassins et ouvrages du territoire d'étude de la Commission.

(Pour les recommandations détaillées, voir le document intitulé *Recommandations de la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages*, disponible aux publications du Québec).

POSITION DU GOUVERNEMENT

POSITION DU GOUVERNEMENT SUR LE RAPPORT DE LA COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE SUR LA GESTION DES BARRAGES

**DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA
RECONSTRUCTION ET LA RELANCE DES RÉGIONS SINISTRÉES,
MONSIEUR JACQUES BRASSARD
(Québec, le 23 janvier 1997)**

Québec, le 23 janvier 1997. – Permettez-moi d'abord de vous souligner que c'est à titre de président du Comité interministériel sur la reconstruction et la relance des régions sinistrées que j'ai le plaisir de vous livrer les premières réactions du gouvernement du Québec sur le Rapport de la Commission technique et Scientifique (Commission Nicolet) créée en août 1996 et qui, je vous le rappelle, avait pour mandat de faire la lumière sur les pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996.

Vous ne m'en voudrez pas de prendre quelques minutes pour remercier mes collègues du Comité Interministériel pour leur magnifique collaboration et pour la diligence avec laquelle ils ont contribué à traiter ou à résoudre les différents problèmes qui nous ont été soumis. Je veux les remercier aussi pour la détermination et la constance avec lesquelles ils ont contribué et contribuent toujours à nos travaux. Je veux d'une manière toute particulière souligner l'acharnement et la conviction de mes collègues David Cliche, Robert Perreault et Rémy Trudel. Sans eux, et sans l'étroite collaboration de leurs cabinets et de leurs fonctionnaires, les différents bilans que nous avons régulièrement présentés aux populations touchées et à la presse auraient été tout autres.

J'enchaînerais avec une autre forme de remerciements, je dirais qu'il s'agit des remerciements d'un démocrate à l'égard des populations et des personnes des régions sinistrées qui ont collaboré à la bonne marche des travaux de la Commission Nicolet. Je pourrais en nommer, je revois leur visage, j'entends l'émotion et la franchise de leur témoignage ; très simplement et très sincèrement je leur rends hommage. Je veux aussi souligner la contribution immense d'un jeune organisme de la région soit, la Région laboratoire de développement durable. Ce groupe a relevé avec efficacité le défi de mettre en place une table conseil et de contribuer aux travaux de la Commission Nicolet en ce qui a trait plus particulièrement à la gestion des risques.

CONSTATATIONS GÉNÉRALES

Abordons maintenant le vif du sujet. Je dirai d'abord que le rapport de la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages, présidé par M. Roger Nicolet, constitue un document scientifique et technique de qualité. Bien étoffé et fort pertinent, il répond aussi bien aux attentes des populations des régions concernées que du gouvernement.

Plusieurs commentateurs l'ont souligné, ce rapport a deux qualités. D'abord, il ne cherche pas de coupable bien qu'il souligne les responsabilités de chacun sous l'angle de la sécurité des personnes. Deuxièmement, il a été réalisé dans un délai d'à peine cinq mois, ce qui est remarquable dans un contexte où les commissions de toutes sortes prennent des années et plusieurs millions de \$ pour assumer leur mandat.

LE PHÉNOMÈNE MÉTÉOROLOGIQUE

La Commission reconnaît à plusieurs endroits le caractère extrême du phénomène météorologique qui s'est produit sur ces régions, les 19 et 20 juillet dernier. Avec des précipitations de 150 mm en 48 heures, ces pluies sont les plus importantes (deux à trois fois la valeur des précipitations les plus fortes connues) jamais enregistrées à la station de Chicoutimi depuis 120 ans.

Ce fait reconnu, la Commission a reconstitué consciencieusement le fil des événements sur le terrain ces journées-là pour comprendre ce qui s'était passé et mieux clarifier les rôles et responsabilités des nombreux intervenants impliqués dans la gestion de ces bassins hydrographiques. Elle a même analysé des scénarios alternatifs et simulé leurs conséquences.

UNE ORIENTATION D'AVENIR

La grande qualité du Rapport est non seulement de faire une analyse rigoureuse des événements et du cadre légal qui s'applique, mais de s'être tourné carrément vers l'avenir et les correctifs qu'il convient d'apporter dans une perspective de sécurité des populations. La Commission le souligne, c'est l'ensemble du cadre de gestion et des pratiques de suivi tant du gouvernement que des exploitants de ces ouvrages qu'il faut revoir. Plusieurs décennies de gestion sans trop de problèmes graves ont souvent occulté les risques réels sous-jacents aux situations plus extrêmes que les événements majeurs de juillet dernier ont permis de mettre crûment en lumière.

L'IMPORTANCE DE L'EAU

Le Rapport met bien en relief l'importance de l'eau au Québec et son rôle déterminant dans le développement économique et industriel de plusieurs régions du Québec et pour le Québec tout entier. Cette importance, le gouvernement l'a déjà reconnue en confiant l'automne dernier, au Comité des priorités, en collaboration avec les ministères concernés, le mandat de mettre au point une Politique de gestion de l'eau au Québec. Cette politique vise à revoir dans un contexte moderne les différentes facettes de l'utilisation et de la gestion de l'eau chez nous. Il n'y a aucun doute que la contribution de la Commission Nicolet constituera un intrant majeur à l'élaboration de cette politique dans son volet de régularisation et de mise en profit de ses potentiels énergétiques et d'utilité en relation avec la sécurité des personnes et des biens.

LES COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

S'il fallait faire une ou deux remarques à la Commission sur ses recommandations, il faudrait faire d'abord souligner l'absence d'évaluation des coûts des mesures proposées tant pour le gouvernement que pour les partenaires concernés. J'ajouterais de plus que la Commission n'a pas cru bon d'identifier les mesures qu'il conviendrait de privilégier en priorité. En toute transparence, je tiens à préciser que tout ne pourra être fait en même temps. Le gouvernement, dans le contexte économique et budgétaire actuel se devra de bien apprécier le coût des mesures à mettre en œuvre sans pour autant mettre en question la sécurité des personnes et des biens.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a donc effectué un premier examen des recommandations de la Commission et est en mesure d'indiquer, dès maintenant, sa position. Il est peut être important de souligner que le rapport de la Commission compte environ soixante-dix recommandations. Certaines sont effectivement très techniques et nécessiteront des analyses et des évaluations plus approfondies. Cependant, la base même du rapport repose sur la sécurité des populations, sur les moyens d'associer les différents intervenants et sur les mesures à prendre pour atteindre nos objectifs. Dans l'ensemble le gouvernement du Québec accueille favorablement les recommandations et compte y donner suite. Je vous confirme donc ce matin, au nom du gouvernement du Québec, que nous agirons notamment dans les domaines suivants :

LA LOI SUR LE RÉGIME DES EAUX

Elle sera revue à la lumière des travaux de la Commission ainsi que de ceux qui ont déjà été entrepris au sein du gouvernement sur une politique de gestion de l'eau. Ces travaux de révision de la loi seront accélérés et viseront une modernisation de ce régime qui remonte, il ne faut pas l'oublier, à 1856. Mais il ne faut pas sous-estimer la difficulté de cette révision, compte tenu des nombreuses lois existantes qu'il faudra harmoniser.

LE RÉGIME JURIDIQUE

Le gouvernement souscrit au principe d'un régime juridique distinct sur la sécurité des ouvrages de retenue des eaux. Il est bien évident que les modalités de mise en œuvre devront tenir compte des coûts qui pourraient en découler, sans pour autant faire de concession sur la sécurité des citoyens.

Quant à la constitution d'une autorité responsable de la sécurité des barrages, le gouvernement se montre favorable à cette mesure. Il faudra néanmoins harmoniser cette proposition avec la responsabilité des propriétaires et exploitants des ouvrages de retenue. La question du financement devra également être approfondie ainsi que l'étendue des pouvoirs qui pourraient lui être confiés.

CONCEPTION ET GESTION DES OUVRAGES

À l'égard des exigences de conception et de gestion des ouvrages, le gouvernement entend resserrer l'encadrement de la conception et de l'exploitation des ouvrages de retenue tout en évaluant tant les avantages que les coûts des mesures retenues.

RÉPERTOIRE DES OUVRAGES DE RETENUE

Sur la constitution d'un répertoire des ouvrages de retenue des eaux pour le Québec, le gouvernement a demandé au ministre de l'Environnement et de la Faune, en collaboration avec son collègue des Affaires municipales, de compléter la confection d'un registre à l'échelle du Québec en sollicitant la coopération des MRC, des propriétaires et des exploitants d'ouvrages de retenue dans la réalisation de ce mandat.

GESTION DE L'EAU À L'ÉCHELLE DES BASSINS VERSANTS

Le gouvernement partage l'avis de la Commission sur l'importance d'une gestion de l'eau à l'échelle des bassins versants. À cette fin, il donne son accord de principe à la création, à titre expérimental, de comités de bassins dans les régions d'étude de la Commission.

Dans les semaines qui viennent, les représentants des populations seront mis à contribution pour définir le cadre dans lequel doivent s'exercer ces projets pilotes.

Quant à l'extension de la formule à l'ensemble du Québec et à la mise en place d'agences de l'eau, des analyses plus poussées devront être faites pour tenir compte des pouvoirs des MRC en matière d'aménagement et préciser les moyens juridiques, techniques et financiers à mettre de l'avant. Ces travaux vont requérir la collaboration de plusieurs intervenants.

GESTION DES ZONES INONDABLES ET DES ZONES À RISQUES

Le gouvernement accueille favorablement les recommandations relatives au resserrement de la gestion des zones inondables et des zones à risques.

Le gouvernement accepte de revoir le cadre et le partage des responsabilités à l'égard de la gestion des zones inondables. Quant aux zones à risques, il s'agit d'un élément qui ne fait pas l'objet actuellement d'une cartographie, il sera nécessaire d'en évaluer plus en profondeur la faisabilité.

Pour donner suite à ces recommandations, il conviendrait de mettre sur pied un groupe de travail composé de représentants du gouvernement (MEF – MSP – MAM) et du milieu municipal, afin de dégager à court terme les moyens de mise en œuvre.

SÉCURITÉ CIVILE

Le gouvernement souscrit aux recommandations de la Commission sur la sécurité civile. Le ministère de la Sécurité publique a déjà enclenché des mesures pour y remédier, notamment en ce qui a trait à la question de l'alerte et des communications (un plan d'action est en préparation) de même qu'en ce qui a trait à la présence renforcée de l'organisation de la sécurité civile en région.

Le gouvernement réaffirme la nécessité pour les municipalités et les MRC de se doter d'un plan de mesures d'urgence.

RÉALISATION DES TRAVAUX

Le Comité de coordination et le Bureau de reconstruction ont pris bonne note des recommandations de la Commission quant aux mesures qui s'imposent dans la réalisation des travaux. Une des recommandations concerne la révision de la problématique du réservoir Kénogami, de ses exutoires et de leur capacité à faire face à des situations extrêmes comme on a connu. La Commission souhaite confier au Comité de bassin de ce réservoir le soin d'entreprendre ces travaux. Compte tenu de l'importance de cette question et de la nécessité de ne pas attendre davantage pour avoir une meilleure compréhension des enjeux, le gouvernement a demandé à son Comité de coordination de lancer un appel d'offre dans les meilleurs délais pour réaliser cette étude technique qui sera déposée au Comité de bassin du réservoir Kénogami dès qu'il sera formé.

Dans une perspective d'assurer la sécurité tant des populations sinistrées que des travailleurs impliqués dans les travaux reliés aux événements de juillet dernier, un Plan de mesures préventives a été élaboré par le gouvernement qui tient compte

des recommandations de la Commission et qui va plus loin sur les mesures à prendre dans l'immédiat pour faire face à tout changement des conditions d'écoulement des eaux et notamment lors de la crue printanière. Ce plan permettra d'informer les populations concernées des mesures pour faire face à des situations problématiques qui pourraient éventuellement se présenter.

UNE DÉMARCHE CONJOINTE ET SOLIDAIRE

Le rapport de la Commission technique et scientifique nous pose à tous un véritable défi. Il interpelle les divers paliers de gouvernements, les citoyens et les citoyennes, les entreprises et le milieu socio-économique. Il faut aussi le voir comme un grand cri du cœur des populations qui ont vécu les difficiles événements de juillet. La position du gouvernement s'inspire de sagesse et je suis très à l'aise aujourd'hui de vous confirmer que cette même sagesse inspirera notre action.

En fait, le rapport de la Commission scientifique et technique nous fixe un rendez-vous ; celui de la responsabilisation commune. Il identifie clairement le malaise social et nous amène à tisser un nouveau lien de confiance, une conscience nouvelle de nos responsabilités. Il nous engage à en faire de façon réaliste le partage et tout cela en nous fixant un objectif à atteindre, celui de la gestion du risque. Il nous engage irrémédiablement vers le développement durable. Au nom du gouvernement et à titre de président du Comité interministériel, je vous convie tous à relever le défi. Je peux affirmer ce matin que le gouvernement du Québec s'engage dans cette voie et qu'il compte sur la participation de ses nombreux partenaires.

En terminant, le gouvernement remercie les membres de la Commission pour leur travail remarquable. Ce groupe de travail aura témoigné d'une grande capacité d'écoute des populations, d'une bonne compréhension des enjeux gouvernementaux tout en effectuant rapidement un travail scientifique, technique et social de haut niveau qui pourra, espérons-le, faire école.

BASSIN VERSANT DU LAC KÉNOGAMI POSITION DU GOUVERNEMENT

**COMMUNIQUÉ
POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
CNW CODE 01
HEBSAG**

Bassin versant du lac Kénogami : 170,2 millions de dollars pour compléter la mise en œuvre des recommandations du rapport Nicolet.

Chicoutimi, le 11 juin 2000. - Le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, et le ministre des Ressources naturelles, responsable de la reconstruction, M. Jacques Brassard, ont annoncé que le gouvernement du Québec mettait en branle le processus qui permettra d'aménager les infrastructures nécessaires pour assurer la sécurité des populations riveraines du lac Kénogami, de la rivière aux Sables et de la rivière Chicoutimi.

« Au-delà des chiffres et des échéanciers, ce que nous annonçons ce matin, c'est que nous mettons des dizaines de milliers de personnes, leurs biens, leur propriété et des centaines d'entreprises, grandes ou petites, et leurs travailleurs à l'abri de dommages aussi considérables qu'en 1996 », a mentionné le premier ministre et député de Jonquière.

Pour régulariser les crues du bassin versant, comme le recommandait la Commission Nicolet, le gouvernement a fixé son choix sur la construction d'un réservoir amont sur la rivière Pikauba, la consolidation et la modernisation des ouvrages existants sur le pourtour du lac Kénogami et l'aménagement d'un seuil sur la partie amont de la rivière aux Sables. Le mandat de procéder aux études d'avant-projet a été confié à Hydro-Québec et le coût de réalisation maximal du projet a été fixé à 170,2 millions de dollars. Il s'agit en quelque sorte d'un projet clés en main. La réalisation du projet entraînera des retombées évaluées à 55 millions de dollars en salaires et en revenus pour les entreprises régionales. Le suivi du dossier sera assuré par M. Jacques Brassard en sa qualité de ministre des Ressources naturelles et responsable d'Hydro-Québec.

La solution retenue permettra de respecter un niveau maximal de 166,67 mètres atteint par le lac Kénogami lors d'une crue de sécurité et de maintenir son niveau en période estivale à 163,9 mètres (plus ou moins 0,10 mètres). La totalité des sommes requises proviendra du fonds spécial créé pour les régions sinistrées lors des pluies diluviennes de juillet 1996. Le gouvernement du Québec entreprendra des démarches auprès du gouvernement fédéral pour obtenir sa participation. La réalisation des études d'avant-projet (techniques et environnementales) est

évaluée à 26 millions de dollars et sera complétée d'ici 2003. La construction des ouvrages et la modernisation des équipements existants s'échelonneront sur trois ans, le tout sera opérationnel en 2005. Le projet fera l'objet d'une évaluation des impacts sur l'environnement. La population et les intervenants concernés seront consultés dans le cadre d'audiences publiques tenues par le BAPE.

« Dans un avenir relativement court, ce grand chantier permettra aux Saguenayens et aux Jeannois de dire fièrement : *mission accomplie*. Toutes les étapes menant à la reconstruction de la région se sont faites ouvertement à partir de consensus et avec la participation, à travers différents comités, de tous les intéressés. Les objectifs sont clairs, connus et ils n'ont pas changé. Je souhaite que nous maintenions le cap pour cette autre étape majeure de la reconstruction », a déclaré M. Bouchard.

Le ministre des Ressources naturelles a pour sa part indiqué que la solution retenue permet d'atteindre plusieurs objectifs. « Avec l'annonce de ce matin, nous venons de boucler une opération colossale », de dire M. Brassard. Plusieurs scénarios ont été étudiés, allant de la simple reconstruction des ouvrages existants, en passant par la construction d'ouvrages en amont sur deux rivières ou encore l'ajout de centrales hydro-électriques. « La solution retenue s'imposait. D'abord parce qu'elle s'avère la plus efficace pour garantir la sécurité des populations et qu'elle règle la question du niveau estival souhaitable tout en conciliant les vocations multiples du lac-réservoir Kénogami. Ensuite parce qu'elle se distingue par son caractère raisonnable », a précisé M. Brassard. Selon lui, nous sommes devant un excellent rapport qualité/prix. La formule clés en main oblige une gestion serrée, les coûts ne pourraient que baisser. La nature des ouvrages à construire et à moderniser respectera les milieux naturels et les activités qu'on y pratique. De plus, le maître-d'œuvre a prouvé depuis longtemps sa capacité à livrer la marchandise. « C'est avec la satisfaction du travail bien fait que j'ai expédié une pochette d'information au président et aux membres de la Commission Nicolet ce matin », a conclu le ministre.

- 30 -

Sources : Nancy Lavoie
Conseillère régionale
Cabinet du premier ministre
(418) 695-8416

Louise B. Accolas
Attachée de presse
Cabinet du ministre des
Ressources naturelles
(418) 643-7295

Notes pour une allocution du ministre des Ressources naturelles,
M. Jacques Brassard,
**lors de l'annonce des infrastructures visant à assurer la gestion
sécuritaire des crues du bassin versant du lac Kénogami**

SALUTATIONS D'USAGE

Votre présence ici ce matin témoigne bien que les populations, implantées tout au long de l'immense bassin versant du lac Kénogami, veulent savoir comment le gouvernement entend agir pour garantir une reconstruction sécuritaire de ce bassin. Je vous rassure tout de suite, un tirage à la courte paille a favorisé le premier ministre et c'est lui qui a l'agréable tâche de mettre fin aux rumeurs qui circulent concernant la dernière réunion du Conseil des ministres.

Plus sérieusement vous me permettrez tout de même de prendre quelques minutes, histoire de rappeler des faits, des données et des réalités incontournables.

Ai-je besoin de rappeler les dommages causés aux municipalités de Laterrière, Chicoutimi, Jonquière, Lac Kénogami, Hébertville pour faire saisir toute la problématique liée à cet immense bassin versant.

À peine un mois après les pluies diluviennes de juillet 1996, le gouvernement mettait en place une Commission technique et scientifique présidée par M. Roger Nicolet. Nous voulions tous, et je dirais à juste titre, savoir ce qui c'était passé. Nous voulions

aussi savoir quoi faire pour assurer la sécurité des populations et éviter des dommages aussi considérables. Je l'ai dit plusieurs fois et vous me permettrez de le répéter ce matin, il est impossible de conjurer le destin, mais il est possible de tout mettre en œuvre pour éviter un bilan aussi lourd.

En ce sens, le rapport Nicolet est riche en enseignement de tout ordre. Concernant le bassin du lac Kénogami, les Commissaires nous signalaient :

**la vulnérabilité du territoire situé en aval du lac-réservoir Kénogami lors de crues importantes ;
les risques encourus pour la sécurité de la population et des infrastructures publiques industrielles et privées vivant sur le bord du lac ou en aval.**

Plusieurs des recommandations de la Commission ont déjà été mises en œuvre. Pensons au répertoire des barrages, à la mise en place de Comités de Bassin et à la Loi sur la sécurité des barrages qui vient tout juste d'être votée à l'Assemblée nationale.

Dans l'ensemble, nous pouvons affirmer que la reconstruction est à peu près complétée. Nous avons encore quelques cas à régler, mais je crois que l'on peut dire que l'opération a été menée rondement.

Restait donc la pièce maîtresse, les ouvrages du Bassin versant du lac Kénogami. La marge de manœuvre du gouvernement dans de telles circonstances est assez mince. Il n'y a pas de droit à l'erreur et je dirais que nous n'avons pas pris de chance. Nous avons pris toutes les précautions pour minimiser ce risque

d'erreur. Je peux dire ce matin que nous avons agi avec prudence et sagesse plutôt qu'avec témérité et rapidité.

C'est ainsi que d'autres experts ont été mis à profit dans différents ministères et dans le secteur privé. D'autres études ont été menées. Hydro-Québec a aussi été associée à notre réflexion pour son expertise et son savoir-faire. Une ligne de fond se dégage de toutes ces consultations. Le Rapport du Consortium Génivel-BPR Tecsalt, pour ne citer que celui-là, confirme les dires des ingénieurs et des membres de la Commission Nicolet : *« seule l'option de réservoirs amonts satisfait pleinement le critère de sécurité »*. Cette seule prémisse indique la voie à suivre.

Le premier ministre vous indiquera dans quelques minutes ce que nous comptons faire. Je crois cependant important de rappeler ici les recommandations de la Commission concernant précisément le bassin versant du lac Kénogami :

le Comité de Bassin du réservoir lac Kénogami, Chicoutimi et Rivière-aux-Sables est en place depuis 1997;

le gouvernement a financé toutes les études requises pour garantir la reconstruction sécuritaire du bassin;

la réévaluation de la nouvelle CMP (Crue Maximale Probable) en tenant compte de la crue de juillet 1996 aura nécessité deux années de travail;

en 1997, nous avons aussi vérifié le potentiel du ruisseau Jean-Deschêne et celui de la Belle-Rivière comme exutoire d'urgence. Les résultats confirment qu'il est impossible de travailler cette hypothèse.

Avec l'annonce d'aujourd'hui, nous entreprenons le dernier droit. La solution retenue s'avère la plus efficace pour garantir la sécurité des populations. Elle règle la question du niveau estival souhaitable tout en conciliant les vocations multiples du lac-réservoir Kénogami. Elle se distingue par son caractère raisonnable. Nous sommes devant un excellent rapport qualité/prix. La formule clés en main oblige une gestion serrée, les coûts ne pourront que baisser. La nature des ouvrages à construire et à moderniser respectera les milieux naturels et les activités qu'on y pratique. Le maître-d'œuvre a prouvé depuis longtemps sa capacité à livrer la marchandise. C'est avec la satisfaction du travail bien fait que j'ai expédié une pochette d'information au président et aux membres de la Commission Nicolet ce matin.

Alors, M. le premier ministre, je vous laisse maintenant mettre fin à toutes les rumeurs.

Notes pour une allocution du premier ministre du Québec,
M. Lucien Bouchard,

**lors de l'annonce des infrastructures visant à assurer la gestion
sécuritaire des crues du bassin versant du lac Kénogami**

Salutations d'usage,

Le 11 juin 2000 est une date importante pour toute la région. Nous célébrons aujourd'hui le jour anniversaire du Saguenay. Il y a déjà là matière à réjouissance et je crois sincèrement que l'annonce de ce matin est une belle manière de commencer nos célébrations qui culmineront ce soir avec l'inauguration de la Pyramide du millénaire à la ville de La Baie.

Tout au long de son histoire, le visage de la région a changé, mais il ne s'est jamais défait et refait aussi vite que depuis ce fameux mois de juillet 1996. Ai-je besoin de répéter ici que c'est avec solidarité, détermination et compétence que nous avons, tous ensemble, attaqué le chantier de la reconstruction? Une fois de plus, je voudrais remercier les hommes et les femmes qui, participant à ce grand chantier, ont mis leurs bras, leur tête et leur cœur au service de la région pendant des centaines d'heures. J'éprouve une grande fierté à les connaître et à les côtoyer.

Si j'avais à qualifier l'approche et la manière de faire du gouvernement, je dirais sans fausse modestie qu'elle a le mérite d'être diligente, innovatrice et qu'elle est le reflet du courage exprimé par les gens sur le terrain. À peine quatre ans plus tard, la vie a repris un cours normal. Certes il y a encore des

cicatrices, des images difficiles à oublier, mais, pour l'essentiel, nos gens ont repris confiance en la vie. Nos paysages et les rives de nos rivières expriment à nouveau leur beauté.

Pour achever cet immense chantier, il nous reste un projet majeur à réaliser : garantir la reconstruction sécuritaire du bassin du lac Kénogami, comme le recommandait la Commission Nicolet, et nous le ferons.

Sur recommandation du ministre responsable de la reconstruction et ministre des Ressources naturelles, M. Jacques Brassard, le Conseil des ministres a mandaté Hydro-Québec pour qu'elle procède à toutes les études techniques et environnementales nécessaires à l'avant-projet qui permettra de :

- 4 construire un réservoir amont sur la rivière Pikauba;
- 4 consolider et moderniser les ouvrages existants sur le pourtour du lac-réservoir Kénogami;
- 4 d'aménager un seuil sur la partie amont de la rivière aux Sables permettant de respecter un niveau maximum de 166,67 mètres atteint par le lac Kénogami lors d'une crue de sécurité et de maintenir son niveau en période estivale à 163,9 mètres (plus ou moins 0,10 mètre).

Hydro-Québec nous livrera un projet *clés en main* d'un peu plus de 170 millions de dollars et le rapport d'avant-projet nous sera remis au plus tard en juillet 2003.

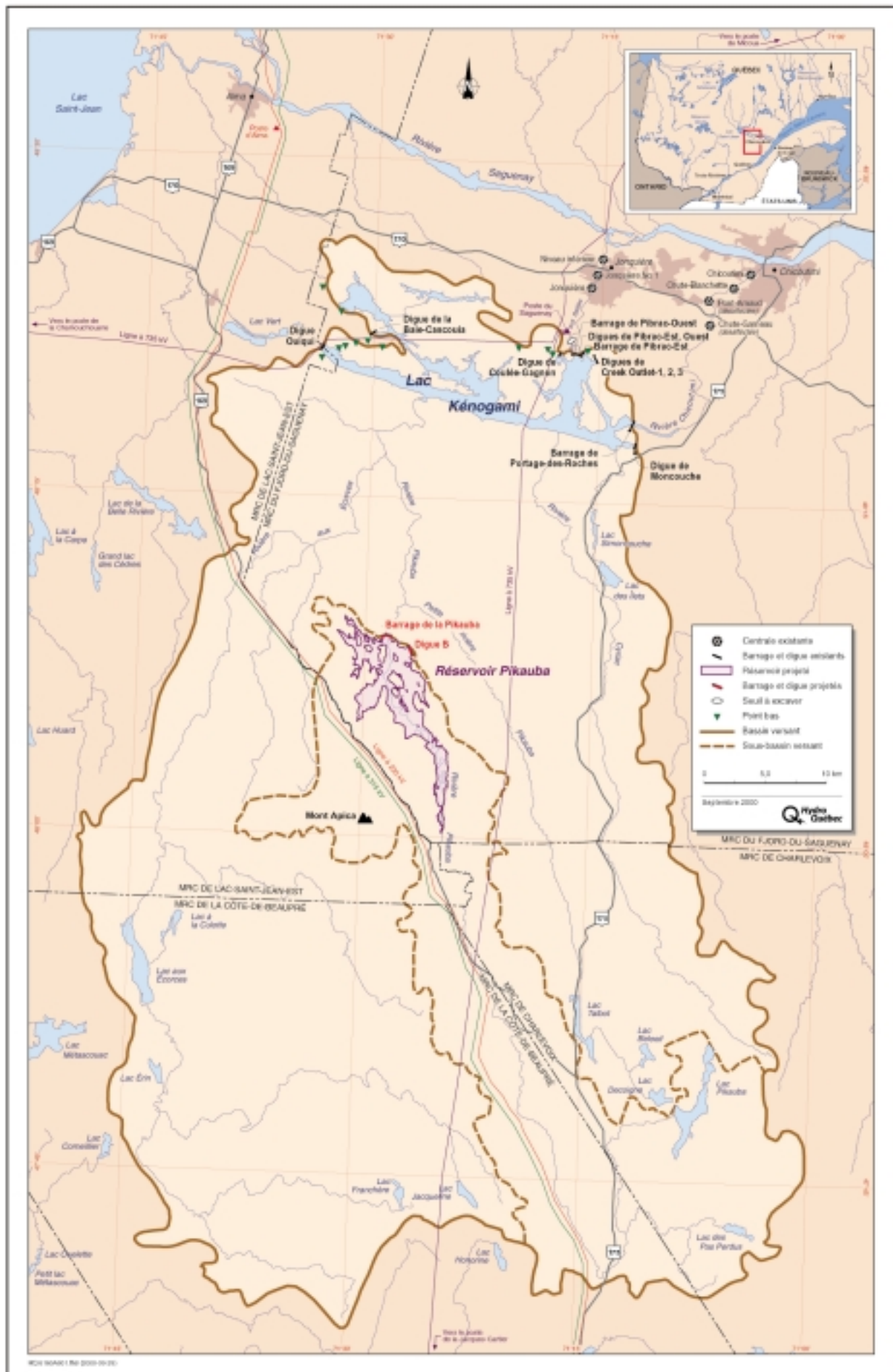
La phase de construction et de modernisation des ouvrages s'échelonnera sur trois ans et le tout sera opérationnel à la fin de 2005. Le projet fera l'objet d'une évaluation des impacts sur l'environnement. La population et les intervenants concernés seront consultés dans le cadre d'audiences publiques tenues par le BAPE.

La totalité des sommes requises proviendra du fonds spécial créé pour les régions sinistrées lors des pluies diluviennes de juillet 1996. De plus, le Québec entreprendra des démarches auprès du gouvernement fédéral pour obtenir sa participation à la réalisation du projet.

Voilà pour l'essentiel. Rapidement les choses vont se mettre en branle et se préciser. Le mandat d'Hydro-Québec est plus clair : sécuriser le bassin versant du lac-réservoir Kénogami. L'hypothèse de construire un ouvrage hydroélectrique dans la Réserve faunique des Laurentides est définitivement écartée. Il fallait évaluer cette avenue; elle aurait pu représenter une valeur ajoutée pour toute la région. Cependant, un tel projet n'aurait pas atteint sa rentabilité. La sagesse et la raison ont donc guidé nos décisions.

Comme le rappelait Jacques tout à l'heure, et comme le savent les membres du Comité provisoire du lac-réservoir Kénogami et des rivières Chicoutimi et aux Sables dirigé par M. Paul Ruel, plusieurs solutions ont été mises de l'avant. Chaque hypothèse a été formulée et reformulée plusieurs fois. De nombreuses études ont été réalisées, questionnées et requestionnées. Il nous fallait être certains de faire un choix éclairé, un choix qui s'inscrive

dans notre devoir d'État : celui de tout mettre en œuvre pour protéger les populations riveraines et celles qui vivent en aval du lac Kénogami. L'idée au fond, c'est d'adopter la solution qui nous évitera le pire des scénarios. Jamais nous n'arrêterons Dame Nature, nous pouvons cependant lui indiquer le meilleur chemin à suivre si l'idée lui venait encore de sévir chez nous. La reconstruction sécuritaire du bassin versant du lac Kénogami était le dernier pas à franchir.



Régulation des crues du bassin versant du lac Kénogami

CHAPITRE 2

LES COÛTS DE LA RECONSTRUCTION

INTRODUCTION

Les événements des 19 et 20 juillet 1996 ont eu un impact important sur la vie économique et sociale dans toutes les régions affectées par les pluies diluviennes.

Dans cette partie, nous avons voulu, à partir des données que nous avons recueillies, en collaboration avec différents ministères du gouvernement du Québec, du gouvernement fédéral, des grandes entreprises, du Bureau des assurances du Canada (BAC), présenter une évaluation réaliste des coûts reliés aux pluies diluviennes dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans les autres régions affectées par ces événements.

En second lieu, nous avons fait une ventilation par programme, par ministère, par région, par MRC et par municipalité. Puis, nous décrivons le partage des coûts entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Pour terminer, une synthèse des sommes d'argent et dons de toutes sortes recueillis auprès de la population du Québec et autres, et redistribués par des organismes communautaires et sociaux. Le Programme d'investissement Québec (SDI), décret 1209-96, dédié au redémarrage d'entreprises complète cette partie.

**COÛTS DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES
PLUIES DILUVIENNES
DES 19 ET 20 JUILLET 1996
AU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN
ET DANS
D'AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC**

**COÛTS DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES
PLUIES DILUVIENNES DES 19 ET 20 JUILLET 1996
AU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN ET DANS
D'AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC**

	Montant
Coûts de la remise en état pour les particuliers, les municipalités, les PME et les OBNL¹	
Décrets et programmes gouvernementaux relatifs à la reconstruction (déjà réalisés) (Voir Tableau 1)	373 556 503
Prévisions des dépenses (1999 à 2001) (Voir Tableau 2)	91 165 574
Projets et activités assumés à même les enveloppes des programmes fédéraux réguliers (Voir Tableau 3)	9 470 701
Total partiel	474 192 778
Coûts de la remise en état des grandes entreprises (pertes matérielles)	
Alcan	86 000 00
Abitibi-Consolidated	70 000 000
Bell Canada	9 000 000
Cascades	13 000 000
Hydro-Québec (réseau de distribution)	10 000 000
Total partiel	188 000 000
	⁽¹⁾ (41 969 000)
Total partiel	146 031 000

¹ Organismes à but non lucratif

COÛTS DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES PLUIES DILUVIENNES DES 19 ET 20 JUILLET 1996 AU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN ET DANS D'AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC (suite)	
Coûts pour les assureurs (BAC)	Montant
Indemnisation aux biens des particuliers ⁽²⁾	12 457 000
Indemnisation aux grandes entreprises pour pertes de production	111 000 000
Indemnisation aux grandes entreprises pour pertes de d'infrastructure	41 969 000
Pertes de production pour les PME (Voir notes en bas de page)	
Total partiel	165 246 000
Coûts pour les organismes sociaux et communautaires	
Gestion par la croix-Rouge du «Don de la solidarité» (Voir Tableau 4)	29 796 452
Société Saint-Vincent-de-Paul (voir Tableau 5)	15 300 000
Fonds de relance aux entreprises sinistrées (Voir Tableau 6)	5 083 042
Total partiel	50 179 494
Gestion des crues du bassin	170 200 000
TOTAL	1 005 849 272
<p>(1) De la somme de 188 M\$, 41 969 000 M\$ ont déjà fait l'objet d'une indemnité aux grandes entreprises pour des pertes d'infrastructure qui étaient incluses dans le total.</p> <p>(2) Cette somme ne comprend pas les déductibles assumés par les assurés, ni les dommages non assurés ou non assurables.</p> <p>Notes particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les pertes de production des PME n'ont pas fait l'objet d'une évaluation en raison des difficultés à les inventorier. • Les dépenses des Forces armées canadiennes (Base de Bagotville) ne sont pas comptabilisées, compte tenu que la plupart de ces dépenses ont été faites sur le budget des opérations régulières. • Le temps des employés réguliers du gouvernement du Québec n'a pas été comptabilisé, seuls les employés embauchés temporairement, pour des fonctions précises, ont fait l'objet du cumul des dépenses de fonctionnement. 	

TABLEAU 1

DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX POUR LE SAGUENAY – LAC SAINT-JEAN ET LES AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (58 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (57 zecs et pourvoiries) Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (695 résidences secondaires) Dommmages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (16 établissements) 		73 230 536 2 236 274 1 006 454 1 369 000 77 842 264 Total partiel
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		2 002 683
Comité ministériel Le soutien du Comité ministériel est assuré par le Secrétariat à la coordination interministérielle qui relève du Conseil exécutif et dont le mandat est de coordonner la reconstruction et la relance économique. La direction du Bureau de reconstruction en région est assurée par le sous-ministre adjoint au ministre des Régions. <ul style="list-style-type: none"> Frais de fonctionnement, salaires, équipements, transport 		846 602
Conseil du trésor, Secrétariat du <ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées Intérêts sur emprunts 		528 493 10 029 021 10 557 514 Total partiel
Ministère de la Culture et des Communications et Communication-Québec <ul style="list-style-type: none"> Frais de fonctionnement Subvention - Corporation du moulin à eau de la rivière aux saumons (La Doré) 		29 071 10 000 39 071 Total partiel

TABLEAU 1 (suite)

DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX POUR LE SAGUENAY – LAC SAINT-JEAN ET LES AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC		MONTANT
Ministère de l'Éducation		
➤ Réparation de 25 écoles touchées par les pluies diluviennes		1 735 668
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité		
➤ Intervention pour la main-d'œuvre et le maintien de l'emploi en entreprise		586 455
Ministère de l'Environnement		
➤ Programme de stabilisation des lits et de 64 lacs et cours d'eau		42 011 512
➤ Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages		6 169 100
➤ Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale		7 035 400
	Total partiel	55 216 012
Ministère des Finances		
➤ Normalisation et recherche, activités de vérification et de contrôle		63 255
Ministère des Ressources naturelles		
➤ Cartographie, photographie, conception infographique sur CD-ROM		222 249
Ministère de la Santé et des Services sociaux		
➤ Frais liés aux mesures d'urgence des centres hospitaliers, des CLSC ainsi que des centres d'action communautaire (23 centres hospitaliers et CLSC)		1 121 330
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (1758 ménages)		4 553 446

TABLEAU 1 (suite)

DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX POUR LE SAGUENAY – LAC SAINT-JEAN ET LES AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC			MONTANT
> Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (3224 particuliers) > Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (231 terrains) > Immeubles locatifs occupés par le propriétaire (17 immeubles) > Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (287 immeubles) > Dommages aux biens «Entreprises» (154 entreprises) > Dommages aux biens «Organismes» (4 organismes) > Mesures d'urgence «Municipalités» (61 municipalités) > Mesures d'urgence «MRC» (6 MRC) > Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération)			58 126 143
			82 346
			820 553
			8 138 530
			5 724 422
			1 876 687
			39 737 453
			1 223 776
			7 134 776
		Total partiel	127 417 774
Tourisme Québec			
> Programme d'aide pour activités de promotion dans les régions affectées par les pluies diluviennes			500 000
Ministère des Transports			
> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000			54 605 634
> Programme de stabilisation des berges et des cours d'eau (rivières HalHal, Saint-Jean et à-Mars).			7 971 105
> Loi 152 : 210 expropriations de titres fonciers sur les rivières HalHal, Saint-Jean et à-Mars			1 335 702
		Total partiel	63 912 441
Société d'habitation du Québec			
> Coût de reconstruction et de réparation de 80 logements			4 987 185
Sûreté du Québec			
> Frais de mesures d'urgence (fonctionnement, approvisionnement, communication et transport)			1 541 362

TABLEAU 1 (suite)

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – TOUTES LES RÉGIONS		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
➤ Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (dans 29 municipalités)		884 320
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
➤ Reconstruction et remise en état des biens de 16 organismes à but non lucratif (OBNL)		5 915 424
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 37 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		3 881 243
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
➤ Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans 78 zones d'exploitation contrôlées (ZEC) et pourvoiries		6 192 238
VOLET V – Ministère des Affaires municipales		
➤ Assistance financière relative à la remise en état des sentiers de motoneige et de leurs infrastructures (14 clubs et associations de motoneigistes)		740 848
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
➤ Soutien financier au redémarrage de 147 entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance qui contribuent au maintien et à la création d'emplois		6 131 273
VOLET VII – Ministère de l'Environnement		
➤ Réseau hydrométrique, réseau météorologique d'alerte et de sécurité		1 219 300
TOTAL PROGRAMME PRET		24 964 638
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		373 556 503

TABLEAU 2

PRÉVISIONS DES DÉPENSES – 1999 à 2001					
NOM DU PROJET	PRÉVISIONS DES DÉPENSES	PAIEMENT PARTIEL	SOMMES PROMISES	COÛTS POUR L'ENTREPRISE	
Pont Arnaud, Chicoutimi	23 200 000	12 212 050	2 907 950	8 080 000	
Vieille Pulperie, Chicoutimi	3 092 707		3 092 707		
Bassin de Chicoutimi	3 365 521		3 365 521		
Chute Garneau, Jonquière	14 900 000	5 389 999	1 450 001	8 060 000	
Réservoir Hocquart, Jonquière	2 800 000	164 700	1 968 463	666 837	
Ministère des Transports	12 675 118		12 675 118		
Ministère de l'Environnement	10 849 400		10 849 400		
Ministère de la Sécurité publique	3 450 000		3 450 000		
Autres dossiers	4 599 577		4 599 577		
Intérêts sur emprunts	40 000 000	10 000 000		30 000 000	
TOTAL	118 932 323	27 766 749	44 358 737	46 806 837	
TOTAL PRÉVISIONS DES DÉPENSES (sommes promises + coûts pour l'entreprise)			91 165 574		

TABLEAU 3

PROJETS ET ACTIVITÉS ASSUMÉS À MÊME LES ENVELOPPES DES PROGRAMMES FÉDÉRAUX RÉGULIERS		Montant
Bureau fédéral de développement régional		
S.A.D.C. (Société d'aide au développement des collectivités) relance économique		118 750
Association touristique régionale (A.T.R.) du Saguenay – Lac-Saint-Jean : « <i>Étude sur les impacts des inondations sur l'industrie touristique régionale</i> »		20 000
A.T.R. du Saguenay – Lac-Saint-Jean : mise en valeur de la région auprès des acheteurs étrangers dans le cadre de la Bourse Ontario Québec		40 000
A.T.R. de Charlevoix et Manicouagan : campagne de promotion touristique		75 000
Association régionale des clubs de motoneigistes de la Côte-Nord inc. : réalisation d'une stratégie de promotion du tourisme d'hiver sur la Côte-Nord		95 438
A.T.R. du Saguenay – Lac-Saint-Jean : campagne de promotion du tourisme d'hiver		25 300
I.D.É. – PME (Innovation, développement de l'entrepreneuriat et exportation destinés aux PME) : subvention accordée aux associations touristiques du Saguenay – Lac-Saint-Jean, de Charlevoix et de la Haute-Mauricie, pour redorer l'image de leur région sur les marchés touristiques		2 250 000
Développement des Ressources humaines Canada		
Embauche par les municipalités de 66 prestataires de l'Assurance-emploi participant aux travaux de reconstruction		185 429
Organismes à but non lucratif : embauche de 38 prestataires de l'Assurance-emploi, la plupart dans le secteur touristique		230 039

TABLEAU 3 (suite)

PROJETS ET ACTIVITÉS ASSUMÉS À MÊME LES ENVELOPPES DES PROGRAMMES FÉDÉRAUX RÉGULIERS	
	Montant
Aide au travail indépendant : redémarrage d'entreprises (18 entrepreneurs)	344 216
Comités d'adaptation de la main-d'œuvre : élaboration de stratégies d'emploi pour l'Anse-Saint-Jean, Ferland-et-Boilleau et La Baie	60 000
Environnement Canada Comité pour la mise en place d'un plan d'action fédéral (1997 – 2001) sur les aspects environnementaux liés aux inondations du Saguenay	3 300 000
Ressources naturelles Canada Télétection, photos multispectrales haute révolution, traitement de photos, service de cartographie numérique	62 000
Analyse des impacts géomorphologiques et développement d'outils d'aide à la gestion des zones à risque	1 600 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement Programme d'assurance prêt assoupli : les droits de demande de 235 \$ n'ont pas été facturés et la prime d'assurance a été réduite.	6 875
Projet de recherche à une équipe de professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) : l'expérience d'une redéfinition de l'habitat	20 000
TOTAL	9 470 701

TABLEAU 4

LA CROIX-ROUGE	
	Montant
Gestion par la Croix-Rouge du «Don de la solidarité»	29 796 452
Phase 1 : évacuation	4 055 666
Phase 2 : logement temporaire et soutien	2 627 674
Phase 3 : remplacement des biens matériels	6 618 921
Phase 3-A : hébergement	570 533
Phase 4 : reconstruction	7 357 161
Phase 4-A : prévention à l'intention des jeunes	297 603
Phase 5 : entreprises	2 496 719
Phase 6 : résidences secondaires	605 385
Accueil Bonneau et inondations au Manitoba	1 583 798
Total partiel	26 213 460
Taxes	2 750 000
Prévisions des dépenses à venir	985 019
TOTAL	29 948 479

TABLEAU 5

LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL	
	Montant
Distribution de vêtements	6 000 000
Distribution de meubles	5 250 000
Distribution de jouets et d'articles scolaires	50 000
Distribution de matériaux de construction	800 000
Distribution de nourriture	300 000
Distribution de produits d'hygiène	100 000
Transporteurs et chauffeurs	750 000
Location d'entrepôts	500 000
Accessoires de travail	50 000
Instances de la Saint-Vincent-de-Paul	100 000
Estimation du temps des bénévoles	1 400 000
TOTAL	15 300 000

TABLEAU 6

FONDS DE RELANCE AUX ENTREPRISES SINISTRÉES	
	Montant
Donateurs et sommes reçues en argent	
Société canadienne de la Croix-Rouge	2 500 000
Abitibi Consolidated	1 500 000
Gouvernement fédéral (Développement économique Canada)	750 000
PME et particuliers régionaux et de l'extérieur	13 120
Revenus d'intérêts	44 808 042
Total partiel	4 808 042
Sommes reçues sous forme de publicité ou de plan de relance	
Fédération des caisses populaires du Saguenay – Lac-Saint-Jean	120 000
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre	55 000
Maison de la Presse	100 000
Total partiel	275 000
TOTAL DES SOMMES REÇUES	5 083 042

TABLEAU 6 (suite)

FONDS DE RELANCE AUX ENTREPRISES SINISTRÉES	
Aide accordée aux entreprises de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean	4 818 030
Aide accordée aux entreprises de la Côte-Nord, de la Haute-Mauricie et de Charlevoix	265 012
TOTAL DE L'AIDE ACCORDÉE	5 083 042
Le gouvernement du Québec a payé les salaires de trois employés à plein temps sur une période de deux ans. Il a fourni les équipements et les locaux nécessaires au fonctionnement du Fonds de relance aux entreprises sinistrées.	

PARTAGE DES COÛTS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Selon le programme fédéral d'aide financière en cas de catastrophe, le partage des coûts entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec prévoit des rôles et des responsabilités clairs pour les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral.

L'entente Canada-Québec du 26 mars 1997 (décret 383-97), mieux connue sous le nom de programme PRET, porte sur la reconstruction et la relance économique des régions sinistrées, et est partagée à part égale (50 – 50) par les deux paliers de gouvernement.

Note : La différence entre les résultats du ministère du Conseil du trésor et le présent bilan tient au fait que le dernier bilan financier vérifié du Ministère se termine le 31 mars 1999. Nous avons donc comptabilisé des données jusqu'en juillet 1999 pour certains programmes. Une autre différence se situe dans le calcul des intérêts sur les emprunts qui sont calculés jusqu'en août 1999.

TABLEAU 7

PARTAGE DES COÛTS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 1996-1999 ANNÉE FINANCIÈRE 1996 ET 1997 DÉPENSES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES			
Programme de base : partage 90 - 10	Fédéral	Québec	Total
Première tranche	18 465 000	18 465 000	36 930 000
Tranche additionnelle	133 665 806	14 851 756	148 517 562
			185 447 562
Programme Pret : partage 50-50	2 387 362	2 387 362	4 774 724
Aucun remboursement	---	2 949 631	2 949 631
Remboursements incertains	186 889	186 889	373 778
TOTAL	154 705 056	38 840 638	193 545 694
CE QUI REPRÉSENTE EN %	80 %	20 %	100 %

TABLEAU 7 (suite)

PARTAGE DES COÛTS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC				
ANNÉE FINANCIÈRE 1997 ET 1998				
DÉPENSES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES				
	Fédéral	Québec	Total	
Programme de base : partage 90 – 10	71 995 428	7 999 492	79 994 920	
Programme Prêt : partage 50-50	6 810 085	6 810 085	13 638 718	
Aucun remboursement	---	2 638 718	2 638 718	
Écriture du rapport de la Commission scientifique	603 000	603 000	---	
TOTAL	79 408 513	16 845 295	96 253 808	
CE QUI REPRÉSENTE EN %	82,5 %	17,5 %	100 %	

TABLEAU 7 (suite)

PARTAGE DES COÛTS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			
ANNÉE FINANCIÈRE 1998 ET 1999			
DÉPENSES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES			
	Fédéral	Québec	Total
Programme de base : partage 90 - 10	40 186 138	4 465 126	44 651 264
Programme Pret : partage 50-50	3 526 040	3 526 040	7 052 080
Aucun remboursement	---	9 470 725	9 470 725
TOTAL	43 712 178	17 461 891	61 174 069
Ce qui représente en %	71,5 %	28 5 %	100 %
TOTAL GÉNÉRAL DES 3 ANNÉES FINANCIÈRES	277 825 747	73 147 824	350 973 571
Ce qui représente en % pour les 3 années financières	78 %	22 %	
Note : Au 20 août 1999, la contribution fédérale s'élevait à 170 M\$; il reste donc un compte à recevoir de 107 825 747 M\$			

BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
SAGUENAY

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES SAGUENAY		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (19 municipalités) > Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (13 zecs et pourvoies) > Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (590 résidences secondaires) > Dommages dans 2 établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) 	Total partiel	68 614 918 588 239 906 117 234 000 70 343 274
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		832 787
Comité ministériel Le soutien du Comité ministériel est assuré par le Secrétariat à la coordination interministérielle qui relève du Conseil exécutif et dont le mandat est de coordonner la reconstruction et la relance économique. La direction du Bureau de reconstruction en région est assurée par le sous-ministre adjoint au ministère des Régions. <ul style="list-style-type: none"> > Frais de fonctionnement, salaires, équipements, transport 		846 602
Conseil du trésor, Secrétariat du <ul style="list-style-type: none"> > Dépenses de fonctionnement du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées > Intérêts sur emprunts 	Total partiel	528 493 10 029 021 10 557 514
Ministère de la Culture et des Communications et Communication-Québec <ul style="list-style-type: none"> > Frais de fonctionnement 		29 071
Ministère de l'Éducation <ul style="list-style-type: none"> > Réparation de 17 écoles touchées par les pluies diluviennes 		1 559 115
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité <ul style="list-style-type: none"> > Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		487 675

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES SAGUENAY		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère de l'Environnement <ul style="list-style-type: none"> > Programme de stabilisation des lits et des berges de 37 lacs et cours d'eau > Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, répertoire des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques > Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	37 040 961 5 552 190 6 674 258 49 267 409
Ministère des Ressources naturelles <ul style="list-style-type: none"> > Cartographie, photographie, conception infographique sur CD-ROM 		167 093
Ministère de la Santé et des Services sociaux <ul style="list-style-type: none"> > Frais liés aux mesures d'urgence des centres hospitaliers, des CLSC ainsi que des centres d'action communautaire (14 centres hospitaliers et CLSC) 		797 689
Ministère de la Sécurité publique <ul style="list-style-type: none"> > Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (1702 ménages) > Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (2986 particuliers) > Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (187 terrains) > Immeubles locatifs occupés par le propriétaire (17 immeubles) > Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (261 immeubles) > Dommages aux biens «Entreprises» (115 entreprises) > Dommages aux biens «Organismes» (4 organismes) > Mesures d'urgence «Municipalités» (20 municipalités) > Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC) > Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération : administration de programmes) 	Total partiel	4 430 490 55 223 396 57 844 820 553 7 876 167 5 261 845 1 876 687 35 452 327 875 879 5 351 082 117 226 270

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES SAGUENAY		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Tourisme Québec		
> Programme d'aide pour activités de promotion dans les régions affectées par les pluies diluviennes		300 000
Ministère des Transports		
> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000		40 665 004
> Programme de stabilisation des berges et des cours d'eau (rivières HalHal, Saint-Jean et à-Mars)		7 971 105
> Loi 152 : 210 expropriations de titres fonciers sur les rivières HalHal, Saint-Jean et à-Mars		1 335 702
		Total partiel
		49 971 811
Société d'habitation du Québec		
> Coût de reconstruction et de réparation de 80 logements		4 987 185
Sûreté du Québec		
> Frais de mesures d'urgence (fonctionnement, approvisionnement, communication et transport)		1 241 732

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – SAGUENAY		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (dans 11 municipalités) 		644 520
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
<ul style="list-style-type: none"> Reconstruction et remise en état des biens de 9 organismes à but non lucratif (OBNL) 		4 535 402
VOLET III – Tourisme Québec		
<ul style="list-style-type: none"> Soutien financier au maintien de 12 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées 		1 593 890
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (13 pourvoiries) 		2 668 858
VOLET V – Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Assistance financière relative à la remise en état des sentiers de motoneige et de leurs infrastructures (12 clubs et associations de motoneigistes) 		657 687
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
<ul style="list-style-type: none"> Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (128 entreprises) 		5 607 797
VOLET VII – Ministère de l'Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> Réseau hydrométrique, réseau météorologique d'alerte et de sécurité 		1 219 300
TOTAL PROGRAMME PRET		16 927 454
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		325 542 681

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES (PARIM)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre de municipalités	Montant	
Bégin		5 417	
Chicoutimi		21 350 511	
Ferland-et-Boilleau		102 682	
Jonquière		19 586 134	
L'Anse-Saint-Jean		2 236 043	
La Baie		22 884 891	
Lac-Kénogami		24 046	
Larouche		308 391	
Laterrière		853 489	
Petit-Saguenay		512 487	
Rivière-Éternité		42 080	
Saint-Ambroise		6 752	
Saint-Charles-de-Bourget		23 054	
Saint-Félix-d'Otis		144 032	
Saint-Fulgence		38 772	
Saint-Honoré		5 546	
Sainte-Rose-du-Nord		300 130	
Shipshaw		69 615	
Tremblay (Canton)		120 846	
TOTAL	19	68 614 918	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES FONDS DE RECONSTRUCTION ZONES D'EXPLOITATION CONTRÔLÉES (ZECs ET POURVOIRES)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant
Zec de l'Anse-Saint-Jean Pourvoirie Expédition Honfleur Zec de Lac Brébeuf Zec de la Boiteuse Pourvoirie Pamouscachiou Parc régional des Monts Valin Pourvoirie Club des Hauteurs Les Rivières Saint-Jean-du-Saguenay Pourvoirie du Lac Dégelis Pourvoirie Québec nature Zec Nordique Pourvoirie Domaine du lac Ha!Ha! Pourvoirie Bras d'Olaf		34 209 3 764 191 763 2 228 186 219 15 683 17 622 5 643 20 295 8 405 21 513 31 915 48 980
TOTAL	13	588 239

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES RÉSIDENCES SECONDAIRES			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre de résidences secondaires	Montant	
L'Anse-Saint-Jean	53	39 656	
Rivière-Eternité	3	15 707	
Ferland-et-Boilleau	10	16 552	
Saint-Félix-d'Otis	32	16 994	
Saint-Fulgence	9	5 851	
La Baie	73	4 046	
Laterrière	163	276 468	
Chicoutimi	18	27 298	
Saint-Honoré	3	2 351	
Shipshaw	9	9 032	
Jonquière	5	7 500	
Lac-Kénogami	103	208 734	
Larouche	60	111 866	
Saint-David-de-Falardeau	4	1 663	
Le Fjord-du-Saguenay (T.N.O.) ¹	45	58 778	
Frais de gestion MRC		103 621	
TOTAL	590	906 117	

¹ Territoires non organisés (T.N.O.)

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DOMMAGES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA SÉPAQ			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'établissements	Montant	
Réserve faunique des Laurentides Centre touristique du Lac-Kénogami		163 000 71 000	
TOTAL	2	234 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC EXPLOITATIONS AGRICOLES – DÉCRET 1137-96		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Chicoutimi		62 033
Jonquières		48 544
La Baie		437 377
L'Anse-Saint-Jean		18 102
Larouche		16 241
Laterrière		90 433
Petit-Saguenay		10 432
Saint-Ambroise		2 252
Saint-Fulgence		29 445
Saint-Honoré		7 319
Shipshaw		16 398
Tremblay (Canton)		3 406
Total partiel		741 982
Frais du système de comptabilité gouvernemental (Sygbec)		
TOTAL		832 787

COMITÉ MINISTÉRIEL FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Frais de fonctionnement		846 602
	TOTAL	846 602

CONSEIL DU TRÉSOR	
FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET INTÉRÊTS	
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay	
	Montant
Frais de fonctionnement	528 493
Frais d'intérêts sur emprunts	10 029 021
TOTAL	10 557 514

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET COMMUNICATION – QUÉBEC FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Frais de fonctionnement		29 071
	TOTAL	29 071

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION RÉPARATION DES ÉCOLES			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'écoles et de centres administratifs	Montant	
JONQUIÈRE École Sainte-Bernadette	1	52 782	
CHICOUTIMI Centre administratif Transport scolaire École Dominique Racine École l'Horizon École Sainte-Thérèse École Saint-Joseph		96 802 25 638 52 470 16 173 9 160 45 440	
Total partiel	6	245 683	
LA BAIE Centre administratif École Durocher Polyvalente La Baie École Sainte-Cécile École Saint-Joseph École Sainte-Thérèse		1 100 000 7 000 57 000 3 000 50 400 5 000	
Total partiel	6	1 222 400	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION RÉPARATION DES ÉCOLES (suite)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'écoles et de centres administratifs	Montant	
RIVIÈRE-ÉTERNITÉ			
École Marie Médiatrice	1	750	
FERLAND-ET-BOILLEAU			
École Saint-Gabriel	1	2 500	
L'ANSE-SAINT-JEAN			
École Saint-Jean		25 500	
Polyvalente Fréchette		10 000	
Total partiel	2	35 000	
TOTAL	17	1 559 115	

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ (SQDM) ¹ INSERTION ET MAINTIEN À L'EMPLOI – ENTREPRISES			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre de participants	Montant	
Jonquière	1	7 500	
Chicoutimi	52	28 100	
La Baie	18	147 600	
Ferland-et-Boilleau	5	83 350	
L'Anse-Saint-Jean	27	86 400	
Petit-Saguenay	1	7 500	
Rivière-Éternité	1	1 850	
Laterrière	2	19 100	
Fonds de relance aux entreprises sinistrées	49	70 000	
Total partiel	156	451 400	
FRAIS DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE DÉPLACEMENT			
Chicoutimi		11 045	
Jonquière		16 284	
La Baie		8 946	
Total partiel		36 275	
TOTAL		487 675	

¹ Société québécoise du développement de la main-d'œuvre (SQDM)

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant
L'ANSE-SAINT-JEAN Rivière Saint-Jean Ruisseau Venin, Murailles Marina		3 040 310 297 484 160 072
Total partiel	3	3 497 866
CANTON TREMBLAY Rivières aux Vases et Caribou	1	254 586
CHICOUTIMI Rivière Chicoutimi Rivière du Moulin Rivière aux Rats		1 371 707 1 030 897 22 962
Total partiel	3	2 425 566
FERLAND-ET-BOILLEAU Rivière Ha!Ha! Bras d'Hamel		2 642 465 39 872
Total partiel	2	2 682 337
JONQUIÈRE Ruisseau Jean-Deschênes Ruisseau Lahoud Rivière aux Sables		152 124 175 960 1 529 467
Total partiel	3	1 857 551

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU (suite)		
SAGUENAY MRC – Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant
LA BAIE Rivière-à-Mars Ruisseau Bagot Rivière HalHa! Ruisseau de la Commission Ruisseau Bergeron Ruisseau Dufour Ruisseau Bras-droit Ruisseau Roy Ruisseau Benjamin Ruisseau Mathieu Lac Bergeron Baie des HalHa! Ruisseau Beauchemin		5 334 803 1 477 292 7 760 633 127 557 237 336 810 904 2 321 459 744 088 2 294 284 24 270 15 947 111 665 2 207 857
Total partiel	13	23 468 095
LAC-KÉNOGAMI		
Lac-Kénogami	1	338 526
LAROUCHE		
Rivière Dorval	1	168 948
LATERRIÈRE		
Rivière Chicoutimi Rivière du Moulin		516 849 83 250
Total partiel	2	600 099

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU (suite)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant	
PETIT-SAGUENAY			
Rivière Petit-Saguenay	1	477 998	
SHIPSHAW			
Rivière Shipshaw	1	27 223	
SAINT-AMBROISE			
Rivière des Aulnaies	1	10 357	
SAINT-ANDRÉ			
Ruisseaux Prudent, à la Carpe et Brassard	1	93 290	
SAINT-CHARLES			
Ruisseaux Duclos et Gauthier	1	6 212	
SAINT-FULGENCE			
Rivière aux Foins	1	174 124	
T.N.O.	1	330 712	
SAINT-ROSE-DU-NORD			
Descente des Femmes	1	57 960	
RIVIÈRE SAINTE-MARGUERITE			
Rivière Sainte-Marguerite	1	569 511	
TOTAL	37	37 040 961	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay	
	Montant
Commission scientifique et technique	5 552 190
Évaluation de la qualité de l'eau	6 674 258
TOTAL	12 226 448

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES PHOTOGRAPHIES, CARTOGRAPHIE DES ZONES SINISTRÉES CONCEPTION INFOGRAPHIQUE SUR CD-ROM		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Photographies, cartographie des zones sinistrées, conception infographique sur CD-ROM		167 093
TOTAL		167 093

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MESURES D'URGENCE – ORGANISMES LIÉS À LA SANTÉ		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'établissements	Montant
CHICOUTIMI CHSLD de Chicoutimi Service ambulancier Bérubé Centre Action communautaire santé bénévolé CR Saguenay Complexe hospitalier de la Sagamie Centre jeunesse du Saguenay Régie régionale Saguenay Lac-Saint-Jean CLSC Grand Chicoutimi		1 715 12 024 8 000 9 299 85 705 14 013 99 562 135 350 365 668
Total partiel	8	
JONQUIÈRE Centre hospitalier de Jonquière CLSC Jonquière CTAQM (Ambulances)		48 189 97 365 9 807 155 361
Total partiel	3	
LA BAIE CHSLD de La Baie des Ha!Ha! CLSC du Fjord:		72 721 202 387 275 108
Total partiel	2	
L'ANSE-SAINT-JEAN Comité de citoyens sinistrés de l'Anse-Saint-Jean	1	1 552
TOTAL	14	797 689

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay	
	Montant
Frais d'hébergement (1702 ménages)	4 430 490
Dommmages aux biens des particuliers (Reconstruction résidence principale – 2986)	55 223 396
Dommmages aux biens des particuliers (Perte partielle de terrain – 187)	57 844
Immeubles locatifs occupés par le propriétaire (17)	820 553
Immeubles locatifs qui ne sont pas le principal revenu du propriétaire (261)	7 876 167
Dommmages aux biens (Entreprises - 115)	5 261 845
Dommmages aux biens (Organismes – 4)	1 876 687
Mesures d'urgence (20 municipalités)	35 452 327
Mesures d'urgence (1 MRC)	875 879
Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération : administration des programmes)	5 351 082
TOTAL	117 226 270

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500 \$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - DÉCRET 932-96		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de ménages	Montant
Chicoutimi	284	740 870
Ferland-et-Boilleau	213	533 500
Jonquière	269	689 155
La Baie	547	1 457 795
Lac-Kénogami	30	84 835
L'Anse-Saint-Jean	56	143 690
Larouche	29	75 890
Laterrière	264	676 675
Petit-Saguenay	3	200
Saint-David-de-Falardeau	2	5 315
Saint-Félix-d'Otis	2	8 360
Saint-Fulgence	3	8 040
Shipshaw	2	6 165
TOTAL	1 702	4 430 490

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCES PRINCIPALES - Décret 935-96)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre par municipalités	Montant
Chicoutimi	411	6 728 288
Ferland-et-Boilleau	150	2 043 948
Jonquière	460	3 897 215
Lac-Kénogami	203	3 202 831
L'Anse-Saint-Jean	157	2 088 694
Larouche	163	1 748 912
Laterrière	480	16 664 261
Petit-Saguenay	56	418 762
Rivière-Éternité	39	140 988
Sagard	8	29 732
Saint-Ambroise	5	13 877
Saint-Charles-de-Bourget	3	7 625
Saint-David-de-Falardeau	6	16 433
Saint-Félix-d'Otis	40	113 892
Saint-Fulgence	17	89 308
Saint-Honoré	1	4 183
Shipshaw	14	84 323
Tremblay (Canton)	3	7 693
La Baie	170	17 922 430
TOTAL	2 986	55 223 396

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (TERRAINS - DÉCRET 935-96)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de terrains	Montant
Chicoutimi	28	21 105
Ferland-et-Boilleau	12	600
Jonquière	16	1 652
L'Anse-Saint-Jean	22	3 0100
La Baie	34	11 992
Lac-Kénogami	21	538
Larouche	3	48
Laterrière	37	17 208
Petit-Saguenay	5	27
Rivière-Éternité	2	457
Saint-Charles-de-Bourget	2	110
Saint-David-de-Falardeau	1	--
Saint-Fulgence	2	539
Shishaw	1	270
Tremblay (Canton)	1	286
TOTAL	187	57 844

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (IMMEUBLES LOCATIFS OCCUPÉS PAR LE PROPRIÉTAIRE – DÉCRET 973-96)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'immeubles	Montant
Chicoutimi	9	617 913
Ferland-et-Boilleau	2	4 850
Jonquière	1	1 681
La Baie	5	196 109
TOTAL	17	820 553

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (IMMEUBLES LOCATIFS QUI NE SONT PAS LE PRINCIPAL REVENU DU PROPRIÉTAIRE - DÉCRET 973-96)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'immeubles	Montant
Chicoutimi	71	3 113 934
Ferland-et-Boilleau	2	77 354
Jonquière	29	489 598
La Baie	85	2 926 567
Lac-Kénogami	21	307 895
L'Anse-Saint-Jean	8	89 816
Larouche	4	49 594
Laterrière	28	787 810
Petit-Saguenay	8	12 474
Saint-Fulgence	2	8 063
Tremblay (Canton)	3	13 062
TOTAL	261	7 876 167

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
Chicoutimi	37	1 830 691
Ferland-et-Boilleau	3	102 471
Jonquière	9	306 968
La Baie	34	2 281 056
Lac-Kénogami	3	38 129
L'Anse-Saint-Jean	11	377 801
Larouche	2	20 309
Laterrière	13	277 398
Petit-Saguenay	2	19 937
Saint-Fulgence	1	7 085
TOTAL	115	5 261 845

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre D'entreprises	Montant
CHICOUTIMI Ateliers Archéos inc. (Les) 9020-0205 Québec inc. 9011-9603 Québec inc. Restaurant Cartier Gilberte Laberge Alain Paré Centre Marcel Boivin inc. Charcuterie Staner enr. Les Loisirs de la Paroisse Sacré-Coeur de Chicoutimi inc. Robert Fortin Ados et la Vie de Quartier (Les) Club de Tennis des Policiers du Saguenay – Lac-Saint-Jean inc. 2638-4750 Qc inc. Café Mont-Royal enr. Brocante (La) Industrie Creton Tremblay – Saguenay Domaine de la Rivière Boutique M. Tremblay enr. Club de Yacht de Chicoutimi Chenil de la Réserve Auberge Centre-Ville Chicoutimi (1989) inc. Plomberies Jacques Morin inc. (Les) Fabienne Gravel, pharmacienne Pharm-O-Chic inc. J. Oscar Gaudreault Itée 9015-4337 Québec inc. Mobilis XXI inc. Jean Roger Brodeur, avocat		41 347 4 347 27 358 6 675 144 874 4 969 661 218 818 915 109 041 3 470 22 339 40 609 5 280 1 421 48 323 1 579 75 813 1 724 21 465 75 553 57 415 8 014 1 493

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
CHICOUTIMI Groupe Scout et Guide de Chicoutimi inc. Potvin débosselage enr. Sylvain Potvin Centre d'Outilsage Martial Morissette inc. Linda Couture A.F.E.A.S. Sacré-Cœur Chicoutimi Coffret d'Alibaba École de Conduite B.L.P. Saguenay inc. Pros du Volant Émile Tremblay Fleuriste Solution Publicité inc. Électronique P.L.S. inc. Démolition et Excavation Demex inc. Tifo inc.		10 574 10 102 11 628 7 705 1 979 1 790 6 756 17 307 23 632 13 764 126 560 646 19 472
Total partiel	37	1 830 691
FERLAND-ET-BOILLEAU Yolande et Jean-Claude Tremblay Roger Côté Marlen Design		28 022 69 361 5 088
Total partiel	3	102 471

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
JONQUIÈRE Garage André Dallaire Coopérative de Commerce J.A. Vachon & Fils CEPAL Aline Guérin et Monique Boucher Club Saguenay Arvida inc. Atelier de Musique de Jonquièrre inc. La Maison Louis Boucher enr. Bar Ailleurs enr. (Le) Jean-Yves Perron		71 257 123 801 68 909 6 387 13 186 12 407 6 720 4 301
Total partiel	9	306 968

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
LA BAIE St-Gelais Robotique enr. Jardin de mon Père enr. (Au) Centre de Bénévolat Soif de Vivre de La Baie Fabrique St-Alexis Construction Serge Lavoie inc. Club Lions de La Baie Nord Clinique de Physiothérapie de La Baie inc. Alimentation Métro (2864-2650 Qc inc.) Ébénisterie Guy Dufour enr. Place de La Baie enr. (La) Pavillon Léonel Gagnon enr. Ferronnex inc. Plaisirs d'Eros enr. (Les) (Chocolaterie) 2756-5332 Québec inc. Restaurant Bar l'Envol enr. Coordonnerie Desbiens enr. Entreprises De-Ni inc. (Les) Pêche Blanche du Fjord 2635-9679 Québec inc. 9036-5404 Québec inc. Garage Réal Larouche Escadron 657 Saguenay Ligue des Cadets de l'Air du Canada Scierie Arthur Gauthier Itée Laiterie de La Baie Itée Camping du Curé Boily		5 299 121 761 31 386 276 197 147 871 11 466 8 459 382 519 4 615 108 737 136 116 79 825 25 089 36 068 3 224 437 075 31 961 1 790 63 105 16 796 46 003 10 344 26 343

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'entreprises	Montant	
LA BAIE Cactus Rock Café 3092-0573 Québec inc. Aventuriers du Lac (Les) Alcooliques Anonymes Palais du Billard 9028-6931 Québec inc. Transport F.G.T. enr. 9016-9186 Québec inc. Polichic enr. Garage Jos Gagné enr. et Serge Gagné Gravel et Lévesque inc. Groupe Scout et Guide de La Baie inc. Club de Patinage Artistique Anneaux bleus de La Baie inc.		156 896 33 005 467 1 605 4 053 2 908 37 183 18 691 4 315 9 884	
Total partiel	34	2 281 056	
LAC-KÉNOGAMI École de Langues Anglian inc. Église de la Paroisse Saint-Cyriac La Marina du Capitaine enr.		9 251 16 634 12 244	
Total partiel	3	38 129	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
L'ANSE-SAINT-JEAN 9008-5929 Québec inc. (Épiciers Jean & Lavoie inc.) Sylvain Dallaire Corp. Gestion Rivière-Saint-Jean Saguenay inc. Pâtisserie Louise Coordonnerie de l'Anse Autobus de l'Anse-Saint-Jean ltée Association Chasse et Pêche Anse-Saint-Jean inc. Club Nautique de l'Anse-Saint-Jean inc. Entreprises J.L. Bérubé ltée (Les) Médic-Anse inc. Gagnon, André Lauréat Gagné inc.		156 317 9 101 6 750 1 379 300 47 638 102 150 943 37 066 6 877 4 589 4 691
Total partiel	11	377 801
LAROUCHE Techmec 96 Sablage J.B.A. inc.		189 20 120
Total partiel	2	20 309

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		
DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
LATERRIÈRE Usagers du Réseau d'Aqueduc des Deux Ponts Musique Avant Tout enr. Services Techniques Roger Brisson inc. Camping des Gitans Association Notre-Dame Distribution WOP'S Purolab International inc. Groupe Concept enr. Artic-Pub enr. Construction Pro-Chic inc. Maison des Jeunes de Laterrière Corporation du Baseball Régional Laterrière Base Plein-Air du Portage inc.		45 768 30 716 69 278 36 845 10 912 7 130 28 853 2 702 2 387 2 581 6 536 3 141 30 549
Total partiel	13	277 398
PETIT-SAGUENAY Ronaldo Gaudreault Magasins D.D.M.T. enr. (Les) 2643-0330 Québec inc.		10 628 9 309
Total partiel	2	19 937

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES (suite)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'entreprises	Montant	
SAINT-FULGENCE Québec Hors Circuits	1	7 085	
TOTAL	115	5 261 845	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ORGANISMES		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'organismes	Montant
CHICOUTIMI Société de Saint-Vincent-de-Paul Radio Amateur du Québec inc. Société canadienne de la Croix-Rouge		111 471 1 469 1 760 729
Total partiel	3	1 873 669
JONQUIÈRE Ambulance Saint-Jean	1	3 018
TOTAL	4	1 876 687

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS DÉCRET 935-96		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de municipalités	Montant
Bégin Chicoutimi Ferland-et-Boilleau Jonquière La Baie Lac-Kénogami L'Anse-Saint-Jean Larouche Laterrière Petit-Saguenay Rivière-Éternité Saint-Ambroise Saint-Charles-de-Bourget Saint-David-de-Falardeau Saint-Félix-d'Otis Saint-Fulgence Saint-Honoré Sainte-Rose-du-Nord Shipshaw Tremblay (Canton)		12 902 7 767 571 1 625 724 6 886 291 12 007 343 290 030 3 578 508 455 817 941 890 291 727 514 749 27 958 23 678 16 157 259 653 235 374 8 421 43 781 367 246 97 507
TOTAL	20	35 452 327

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MRC DÉCRET 935-96			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
		Nombre de MRC	Montant
Mesures d'urgence			875 879
	TOTAL	1	875 879

<p>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES</p>	
<p>SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay</p>	
	Montant
<p>Dépenses de rémunération et de fonctionnement pour l'administration des programmes Bureaux du MSP : Jonquière (environ 90 %) – Québec (environ 10 %)</p>	5 351 082
TOTAL	5 351 082

TOURISME QUÉBEC ACTIVITÉS DE PROMOTION POUR AIDER LES RÉGIONS AFFECTÉES (Direction de la promotion - CT 189231)	
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay	
	Montant
Activités de promotion	300 000
TOTAL	300 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES SAGUENAY – MRC LE FJORD-DU-SAGUENAY		
		MONTANT
L'ANSE-SAINT-JEAN		6 473 361
CHICOUTIMI		4 955 486
CHAMPIGNY		127 010
FERLAND-ET-BOILLEAU		1 815 164
JONQUIÈRE		1 151 740
LA BAIE		22 704 082
LAC KÉNOGAMI		7 923
LAROUCHE		6 723
LATERRIÈRE		191 112
PETIT-SAGUENAY		1 481 706
RIVIÈRE-ÉTERNITÉ		80 399
SHIPSHAW		172 685
SAINT-CHARLES-DE-BOURGET		49 670
SAINT-DAVID-DE-FALARDEAU		139 900
SAINT-HONORÉ		38 661
SAINT-FÉLIX-D'OTIS		89 741
SAINTE-ROSE-DU-NORD		4 227
T.N.O. LE FJORD-DU-SAGUENAY		1 172 821
TREMBLAY (CANTON)		2 593
	TOTAL	40 665 004

SÛRETÉ DU QUÉBEC		
FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Mesures d'urgence		
Frais de fonctionnement, d'approvisionnement, communication, transport		1 241 732
TOTAL		1 241 732

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC RÉPARATION DE LOGEMENTS			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre de logements	Montant	
JONQUIÈRE	65	4 937 216	
CHICOUTIMI			
Gardiennage et réparations mineures	2	906	
LA BAIE	6	21 119	
LAROUCHE			
Remise en état de logements	4	12 545	
LATERRIÈRE	3	15 399	
TOTAL	80	4 987 185	

SÛRETÉ DU QUÉBEC		
FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Mesures d'urgence		
Frais de fonctionnement, d'approvisionnement, communication, transport		1 241 732
TOTAL		1 241 732

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Volet I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (exploitations agricoles) (11 municipalités)		644 520
Volet II – Ministère des Affaires municipales (organismes à but non lucratif) (9)		4 535 402
Volet III – Tourisme Québec (entreprises et associations touristiques) (12)		1 593 890
Volet IV – Ministère des Affaires municipales (pourovoirs et zones d'exploitation contrôlées) (13)		2 668 858
Volet V – Ministère des Affaires municipales (sentiers de motoneige) (12)		657 687
Volet VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (entreprises manufacturières et commerciales) (128)		5 607 797
Volet VII – Ministère de l'Environnement (réseau hydrométrique, réseau météorologique)		1 219 300
	TOTAL	16 927 454

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION VOLET I : EXPLOITATIONS AGRICOLES SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de municipalités	Montant
Chicoutimi Jonquière La Baie L'Anse-Saint-Jean Laterrière Saint-Ambroise Saint-Honoré Sainte-Rose-du-Nord Saint-Charles-de-Bourget Bégin Tremblay (Canton)		54 544 19 292 447 040 10 257 65 366 1 317 5 255 1 643 12 207 936 2 619
Total partiel	11	620 476
Frais du système de comptabilité gouvernemental (Sygbec)		24 044
TOTAL	11	644 520

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET II : ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'organismes	Montant
Cépale Jonquière Club nautique L'Anse-Saint-Jean École Saint-Philippe – Jonquière Infrastructures du Mont Fortin – Jonquière Centre Plein Air Bec Scie – La Baie Centre sportif J.C. Tremblay – La Baie Passe migratoire de saumon (près du barrage Roméo Tremblay) Centre de loisir Sacré-Cœur – Chicoutimi Site Robe noire – Saint-Félix-d'Otis		313 416 108 016 1 600 000 70 045 977 836 278 357 244 998 872 780 69 954
TOTAL	9	4 535 402

TOURISME QUÉBEC VOLET IIII : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES DÉCRET 961-97			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'entreprises touristiques	Montant	
CHICOUTIMI Ensemble folklorique des Farandoles Village de la sécurité		6 790 4 774	
	2	11 564	
L'ANSE-SAINT-JEAN Croisières 2001 inc.	1	28 470	
SHIPSHAW Logistik 22/Québec issime	1	9 950	
LA BAIE La Fabuleuse histoire d'un royaume et le Tour du monde de Jos Maquillon			
	2	616 244	

TOURISME QUÉBEC			
VOLET III : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES			
DÉCRET 505-97 (suite)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'entreprises touristiques	Montant	
CHICOUTIMI			
Association touristique régionale Saguenay – Lac-Saint-Jean		700 000	
Site de la Pulperte		95 600	
Croisière Marjolaine inc.		98 982	
	3	894 582	
FERLAND-ET-BOILLEAU			
Domaine du Lac Ha!Ha!	1	7 792	
RIVIÈRE-ÉTERNITÉ			
Croisières du Cap Trinité inc.	1	9 680	
SAINT-FÉLIX-D'OTIS			
Société touristique de l'Anse-à-la-Croix	1	15 608	
	12	1 593 890	
TOTAL			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET IV : ZECs ET POURVOIRES		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant
Pourvoirie Club des Hauteurs Pourvoirie Club Épinette Rouge Pourvoirie Du Lac Laflamme Pourvoirie L'Aventurier Pourvoirie Poulin de Courval Zec Lac Brébeuf Zec Chauvin Pourvoirie de la Boiteuse Pourvoirie de l'Anse-Saint-Jean Pourvoirie Mars-Moulin Pourvoirie Martin-Valin Pourvoirie Nordique Pourvoirie Onatchiway		7 604 2 424 26 690 19 808 40 670 982 600 104 348 71 032 210 432 518 232 135 104 11 152 538 762
TOTAL	13	2 668 858

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET V : SENTIERS DE MOTONEIGE		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'associations	Montant
CLUBS DE MOTONEIGE		
Les Rôdeurs		20 576
Bouveau Blanc		8 051
Explorateurs		5 788
Bourane		9 018
Nord Neige		23 021
Les Hauts Sommets		8 946
Bolides de Ragueneau		10 735
ASSOCIATION DE MOTONEIGISTES		
Manicouagan		17 892
Harfang des Neiges		16 273
Du Saguenay		414 804
Caribou de Saint-Honoré		29 064
Club motoneige du Fjord		93 519
TOTAL	12	657 687

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
CHICOUTIMI Le Groupe ID Hôtel Picardi Experts en bâtiments Auberge Centre ville Chicoutimi Beauté canine Centre d'outillage Martial Morrissette inc. Centre Super Forme inc. Claveau, Gauthier, Bouchard Clinique familiale Montcalm Club nautique de Chicoutimi Démolition excavation Demex inc. École BLP Saguenay inc. Électronique PLS inc. Estampes Michaud inc. J. Émile Fleuriste J.X. Tremblay chaussures Itée La Brocante Les Ateliers Archéos inc. Les Plomberies Jacques Morin inc. Manoir du Bassin enr. Marché aux Puces Mobilis XXI inc.		13 940 17 394 4 682 23 198 3 680 18 244 79 000 12 383 11 760 11 934 3 400 720 3 290 1 654 3 544 30 310 5 022 36 942 2 808 37 256 2 398 2 606

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
CHICOUTIMI Pharmo-o-Chic inc. Pièces Asbestos Saguenay ltée Plomberie J. Oscar Gaudreault ltée Poly Livre tout Régis Vachon optométriste Résidence le 54 inc. Restaurant Entrami enr. Robert Fortin denturologiste Rosaire Bouchard & fils ltée Imm. Rosaire Girard et Marché Price inc. Servi-soir Service de Pneus Potvin Solution Publicité inc. Centre Marcel Boivin Bar Le Bassin (J.-Paul Lavoie)		9 120 188 050 51 900 556 7 024 13 820 1 766 6 758 29 964 35 220 1 546 19 836 27 270 20 000 53 990
Total partiel	37	783 085

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
FERLAND-ET-BOILLEAU Atelier Couture J.-Claude et Yolande Coop Forestière Ferland Boilleau Domaine du Cervidé Domaine du Lac Ha!Ha! Entreprises forestières Michel Simard inc. Léo Simard forestier Les Forestiers F.A.J. inc. Marlen Design enr.		33 838 158 704 61 450 168 548 81 170 5 492 59 320 2 154
Total partiel	8	570 676
JONQUIÈRE Construction B.G. enr. Bar Ailleurs J.A. Vachon & Fils Denis Bordeleau Hélène Arsenault Garage André Dallaire Service Comptable Fantin enr. Super Sagami du Roy Georges		45 780 3 594 1 388 1 336 1 280 4 762 1 080
Total partiel	7	69 220

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
L'ANSE-SAINT-JEAN Épicerie Jean et Lavoie inc. Autobus de l'Anse Garage Pelletier Itée Camping 4 Chemins Coop. des Travailleurs en Loisirs du Bas Saguenay Cordonnerie de l'Anse Distribution Sylvain Dallaire Ébénisterie J.E.C.Y.C.A. enr. L'Angennoise Lauréat Gagné inc. Les Gîtes du Fjord (92) inc. Fleuriste Joie d'Offrir Maison des Lauriers Octave Bergeron Phar-Anse inc. Poterie de l'Anse Salon de Coiffure Lise enr. Suzanne Rioux		23 638 29 730 40 375 6 705 634 1 426 3 678 456 49 460 83 628 2 352 4 054 11 934 700 2 464 6 052 3 208
Total partiel	18	270 494

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI: ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
LA BAIE Le Vieux Théâtre inc. Restaurant Bar l'Envol inc. Entreprises Michel Lahaye inc. Gauthier, Lévesque inc. Cactus Rock Café inc. Salon de Quilles du Boulevard inc. Le Palais du Billard inc. 9029-9181 Québec inc. Accommodation des 21 Albéric Potvin Au Jardin de Mon Père Boulangerie Simard Itée Boutique de Sport Sag.-Lac inc. Camping Curé Boly Centre de l'Électronique enr. Clinique de Physiothérapie L. Baie Ébénisterie Guy Dufour Entreprises G.E. Boly enr. Famille d'accueil Denis Tremblay Garage Jos Gagné enr. Gravel et Lévesque inc. Jean-Nil Simard Camionneurs		61 512 5 502 249 372 11 680 12 670 31 806 900 4 034 69 968 948 162 690 296 042 20 682 44 208 31 226 668 300 906 42 314 9 888 55 770 16 442

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
LA BAIE Jos Yvan inc. La Korrigan Les Aventures Jack Castors Les entreprises De-Ni inc. Monique Champoux, denturologue Musée du Fjord Pavillon Léon Gagnon Pêche Blanche du Fjord Place de La Baie Polichic Restaurant Lucerne Place 150 ^e Salon de Quilles du Fjord inc. Scierie Arthur Gauthier Itée Scieries Saguenay Itée St-Gelais Robotique Touverre inc. Transport F.G.T enr. Vidéo du Fjord		4 316 4 778 4 776 230 440 17 040 210 242 10 596 163 486 8 996 2 571 18 914 1 116 346 121 914 553 944 5 980 37 134 6 698 1 236
Total partiel	40	3 658 935

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
	Nombre d'entreprises	Montant
LATERRIÈRE Genico 2001 inc. Boriva inc. Camping des Gitans enr. Construction Pro-Chic inc. Groupe Concept enr. Les Pétroles R.L. inc. Purulab International inc. Service Technique Roger Brisson inc.		11 886 6 550 14 460 22 960 3 548 11 080 11 282 47 960
Total partiel	8	129 726
LAC-KÉNOGAMI Bar La Truite enr. École de Langue Angliane inc. La Marina du Capitaine		26 155 2 780 1 900
Total partiel	3	30 835

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES (suite)			
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay			
	Nombre d'entreprises	Montant	
SAINT-FÉLIX-D'OTIS Vacances Actives	1	2 234	
SAINT-FULGENCE La Cage aux Puces Renald Maltais		3 126 6 742	
Total partiel	2	9 868	
LAROUCHE Les Débusqueuses J.B.F. inc. Sablage J.B.A. inc.		5 898 16 000	
Total partiel	2	21 898	
LE FJORD-DU-SAGUENAY (T.N.O.) Pourvoirie Aventure Pipmuacan inc.	1	666	
SHIPSHAW Domaine de la Truite Mouchetée inc.	1	60 160	
TOTAL	128	5 607 797	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT VOLET VII : RÉSEAU HYDROMÉTRIQUE ET MÉTÉOROLOGIQUE		
SAGUENAY – MRC Le Fjord-du-Saguenay		
		Montant
Réseau hydrométrique et réseau météorologique		1 219 300
	TOTAL	1 219 300

BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
LAC-SAINT-JEAN

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (13 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (2 zecs et pourvoiries) Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (38 résidences secondaires) Domages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (3 établissements) 	Total partiel	2 413 449 10 126 71 318 253 000 2 747 893
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		1 037 961
Ministère de la Culture et des Communications et Communication-Québec <ul style="list-style-type: none"> Frais de fonctionnement Subvention - Corporation du moulin à eau de la Rivière-aux-saumons (La Doré) 		10 000
Ministère de l'Éducation <ul style="list-style-type: none"> Réparation d'une école touchée par les pluies diluviennes 		17 442
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité <ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		15 157
Ministère de l'Environnement <ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 10 lacs et cours d'eau Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques 		2 016 034 124 212

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX (suite)		MONTANT
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	135 842
Ministère des Ressources naturelles		2 276 088
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cartographie, photographie, conception infographique sur CD-ROM 		27 578
Ministère de la Santé et des Services sociaux		296 371
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aide aux centres hospitaliers, aux CLSC ainsi qu'à des centres d'action communautaire (7 centres hospitaliers et CLSC) 		
Ministère de la Sécurité publique		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (40 ménages) ➤ Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (175 particuliers) ➤ Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (9 terrains) ➤ Immeubles locatifs occupés par le propriétaire ➤ Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (12 immeubles) ➤ Dommages aux biens «Entreprises» (4 entreprises) ➤ Dommages aux biens «Organismes» ➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (15 municipalités) ➤ Mesures d'urgence «MRC» ➤ Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération) 	Total partiel	102 155 2 211 733 1 234 – 160 173 150 859 – 2 252 234 27 552 – 4 905 940
Ministère des Transports		1 982 179
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000 		

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – LAC-SAINT-JEAN		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation > Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (14 municipalités)		189 751
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL) > Reconstruction et remise en état des biens de 2 organismes à but non lucratif (OBNL)		1 171 368
VOLET III – Tourisme Québec > Soutien financier au maintien de 7 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		423 038
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales > Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (3 zecs et pourvoiries)		575 138
VOLET V – Ministère des Affaires municipales > Assistance financière relative à la remise en état des sentiers de motoneige et de leurs infrastructures (2 associations de motoneigistes)		61 728
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie > Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (9 entreprises)		271 184
TOTAL PROGRAMME PRET		2 692 207
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		16 008 817

BILAN DES ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DES DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LE DOMAINE-DU-ROY		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (4 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (zecs et pourvoiries) (1 zec) Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (32 résidences secondaires) Domages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (2 établissements) 		693 812 7 495 41 458 85 000 827 765
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		225 545
Ministère de la Culture et des Communications et Communication-Québec		
<ul style="list-style-type: none"> Subvention - Corporation du moulin à eau de la rivière aux saumons (La Doré) 		10 000
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité		
<ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		326
Ministère de l'Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 5 lacs et cours d'eau 		517 043
Ministère de la Santé et des Services sociaux		
<ul style="list-style-type: none"> Frais liés aux mesures d'urgence des centres hospitaliers, des CLSC ainsi que des centres d'action communautaire (4 centres hospitaliers et CLSC) 		91 933
Total partiel		91 933

BILAN DES ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DES DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LE DOMAINE-DU-ROY (suite)		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (16 ménages) ➤ Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (106 particuliers) ➤ Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (9 terrains) ➤ Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (6 immeubles) ➤ Dommages aux biens «Entreprises» (4 entreprises) ➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (5 municipalités) ➤ Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC) 		40 225 894 965 1 234 23 816 14 563 460 575 10 846 1 446 224
Total partiel		
Ministère des Transports		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000 		502 997

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC LE DOMAINE-DU-ROY		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (3 municipalités) 		7 776
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
<ul style="list-style-type: none"> Reconstruction et remise en état des biens d'un organisme à but non lucratif (OBNL) 		524 992
VOLET III – Tourisme Québec		
<ul style="list-style-type: none"> Soutien financier au maintien de 3 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées 		295 868
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (1 zec) 		246 092
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
<ul style="list-style-type: none"> Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (2 entreprises) 		110 754
TOTAL PROGRAMME PRET		1 185 482
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		4 807 315

BILAN DES ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DES DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN			
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LAC-SAINT-JEAN-EST			MONTANT
Ministère des Affaires municipales			
➤ Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (8 municipalités)			1 667 706
➤ Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (6 résidences secondaires)			29 860
➤ Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement)			168 000
	Total partiel		1 865 566
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation			
➤ Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance			638 243
Ministère de l'Éducation			
➤ Réparation d'une école touchée par les pluies diluviennes			17 442
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité			
➤ Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise			1 231
Ministère de l'Environnement			
➤ Programme de stabilisation des lits et des berges de 3 lacs et cours d'eau			1 029 392
➤ Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques			124 212
➤ Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale			135 842
	Total partiel		1 289 446
Ministère de la Santé et des Services sociaux			
➤ Frais liés aux mesures d'urgence des centres hospitaliers, des CLSC ainsi que des centres d'action communautaire (3 centres hospitaliers et CLSC)			204 438

BILAN DES ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DES DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LAC-SAINT-JEAN-EST (suite)		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (24 ménages)		61 930
➤ Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (59 particuliers)		1 239 583
➤ Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (6 immeubles)		136 357
➤ Dommages aux biens «Entreprises» (2 entreprises)		136 296
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (9 municipalités)		1 788 012
➤ Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC)		16 706
	Total partiel	3 378 886
Ministère des Transports		
➤ Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000		1 459 362

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC LAC-SAINT-JEAN-EST		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
➤ Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (8 municipalités)		170 625
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
➤ Reconstruction et remise en état des biens d'un organisme à but non lucratif (OBNL)		646 376
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 3 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		44 090
VOLET V – Ministère des Affaires municipales		
➤ Assistance financière relative à la remise en état des sentiers de motoneige et de leurs infrastructures (2 associations de motoneigistes)		61 728
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
➤ Soutien financier au redémarrage de 7 entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois		160 430
TOTAL PROGRAMME PRET		1 083 249
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		10 028 668

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES LAC-SAINT-JEAN		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC MARIA-CHAPDELAINÉ		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (1 municipalité) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (zecs et pourvoiries) (1 zec) 	Total partiel	51 931 2 631 54 562
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		83 368
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité <ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		13 600
Ministère de l'Environnement <ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 2 lacs et cours d'eau 		469 600
Ministère des Ressources naturelles <ul style="list-style-type: none"> Cartographie, photographie, conception infographique sur CD-ROM 		27 578
Ministère de la Sécurité publique <ul style="list-style-type: none"> Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (10 particuliers) Mesures d'urgence «Municipalités» (1 municipalité) 	Total partiel	77 183 3 647 80 830
Ministère des Transports <ul style="list-style-type: none"> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000 		19 820

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC MARIA-CHAPDELAINE		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
➤ Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (3 municipalités)		11 350
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 2 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		83 080
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
➤ Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoires et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (2 zecs et pourvoires)		329 046
TOTAL PROGRAMME PRET		427 476
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		1 172 834

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES (PARIM)			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Lac-Saint-Jean-Est Delisle Desbiens L'Ascension-de-Notre-Seigneur Labrecque Métabetchouan – Lac-à-la-Croix Saint-Bruno Saint-Gédéon Hébertville		22 263 314 003 32 362 3 540 593 054 61 234 22 500 618 750	
Total partiel	8	1 667 706	
MRC Le Domaine-du-Roy Chambord Saint-André-du-Lac-Saint-Jean Saint-François-de-Sales Roberval		73 840 328 026 258 535 33 411	
Total partiel	4	693 812	
MRC Maria-Chapdelaine Saint-Eugène	1	51 931	
TOTAL	13	2 413 449	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES FONDS DE RECONSTRUCTION ZONES D'EXPLOITATION CONTRÔLÉES (ZECs ET POURVOIRIES)			
LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre de zecs et de pourvoiries	Montant
MRC Le Domaine-du-Roy Pourvoirie des Laurentides		1	7 495
MRC Maria-Chapdelaine Zec des Passes (Sacerf des Passes)		1	2 631
	TOTAL	2	10 126

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES RÉSIDENCES SECONDAIRES			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de résidences secondaires	Montant	
MRC Domaine-du-Roy Lac-Bouchette Saint-André-du-Lac-Saint-Jean Saint-François-de-Sales et Le Domaine-du-Roy (T.N.O.) Frais de gestion MRC	11 2 19	11 508 5 035 11 590 6 482 6 843	41 458
Total partiel	32		
MRC Lac-Saint-Jean-Est Hébertville Lac-Saint-Jean-Est (T.N.O.) Frais de gestion MRC	5 1	15 018 13 274 1 568	
Total partiel	6		29 860
TOTAL	38		71 318

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DOMMAGES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA SÉPAQ			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre d'établissements	Montant	
MRC Lac-Saint-Jean-Est Réserve faunique des Laurentides	1	168 000	
MRC Le Domaine-du-Roy Réserve faunique Ashuapmushuan Village historique de Val-Jalbert		10 000 75 000	
Total partiel	2	85 000	
TOTAL	3	253 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION EXPLOITATIONS AGRICOLES - Décret 1137-96 LAC-SAINT-JEAN		
		Montant
MRC Maria-Chapdelaine		
Albanel		11 702
Girardville		32 189
Mistassini		4 172
Normandin		20 638
Saint-Edmond		2 613
Saint-Eugène		7 647
Saint-Stanislas		4 407
	Total partiel	83 368
MRC Le Domaine-du-Roy		
Chambord		13 015
La Doré		7 984
Lac-Bouchette		64 130
Roberval		43 237
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean		5019
Saint-Félicien		16 081
Saint-François-de-Sales		7 948
Saint-Méthode		2 893
Saint-Prime		65 238
	Total partiel	225 545

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION EXPLOITATIONS AGRICOLES - Décret 1137-96 (suite)	
LAC-SAINT-JEAN	
	Montant
MRC Lac-Saint-Jean-Est Alma Delisle Hébertville Hébertville Station L'Ascension-de-Notre-Seigneur Lac-à-la-Croix Métabetchouan Saint-Bruno Saint-Gédéon Saint-Nazaire	30 384 33 138 196 532 17 003 1 242 80 163 92 302 165 380 14 647 7 452
Total partiel	638 243
Total partiel	947 156
Frais du système de comptabilité gouvernemental (Sygbec)	90 805
TOTAL	1 037 961

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET COMMUNICATION – QUÉBEC SUBVENTIONS		
LAC-SAINT-JEAN		
		Montant
MRC Le Domaine-du-Roy LA DORÉ Corporation du moulin à eau de la Rivière-aux-saumons		10 000
TOTAL		10 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION RÉPARATION DES ÉCOLES			
LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre d'écoles	Montant
Mrc Lac-Saint-Jean-Est HÉBERTVILLE École Curé-Hébert		1	17 442
	TOTAL	1	17 442

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ (SQDM) INSERTION ET MAINTIEN À L'EMPLOI – ENTREPRISES		
LAC-SAINT-JEAN		
		Montant
MRC Maria-Chapdelaine Dolbeau		13 600
MRC Lac-Saint-Jean-Est Alma		1 231
MRC Le Domaine-du-Roy Roberval		326
	TOTAL	15 157

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant	
MRC Lac-Saint-Jean-Est HÉBERTVILLE Belle-Rivière		200 306	
LAC-A-LA-CROIX Rivière Couchepaganiche		26 608	
MÉTABETCHOUAN Rivière Couchepaganiche		802 478	
Total MRC Lac-Saint-Jean-Est	3	1 029 392	
MRC Le Domaine-du-Roy CHAMBORD Ruisseau Grignon		38 725	
LAC-BOUCHETTE Lac-Bouchette Rivière-qui-mène-du-train		49 671 334 952	
Total partiel	2	384 623	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU (suite)			
LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre de rivières et cours d'eau	Montant
MRC Le Domaine-du-Roy			
Rivière-à-l'Ours		1	47 484
SAINT-PRIME			
Rivière-aux-Iroquois			46 211
	Total MRC Le Domaine-du-Roy	5	517 043
MRC Maria-Chapdelaine			
DOLBEAU-MISTASSINI			
Rivière Mistassini			459 820
NORMANDIN			
Rivière Ticouapé			9 779
	Total MRC Maria-Chapdelaine	2	469 599
	TOTAL DES 3 MRC	10	2 016 034

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	
LAC-SAINT-JEAN – MRC Lac-Saint-Jean-Est	
	Montant
Commission scientifique et technique	124 212
Évaluation de la qualité de l'eau	135 842
TOTAL	260 054

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES PHOTOGRAPHIES, CARTOGRAPHIE DES ZONES SINISTRÉES CONCEPTION INFOGRAPHIQUE SUR CD-ROM	
LAC-SAINT-JEAN	
	Montant
Photographies, cartographie des zones sinistrées, conception infographique sur CD-ROM	27 578
TOTAL	27 578

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MESURES D'URGENCE – ORGANISMES LIÉS À LA SANTÉ			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre d'établissements	Montant	
MRC Lac-Saint-Jean-Est			
ALMA		2 910	
Centre de Jeannois		193 578	
CLSC Le Norois	2	196 488	
Total partiel			
MÉTABETCHOUAN			
CHSD Lac-Saint-Jean-Est	1	7 950	
Total MRC Lac-Saint-Jean-Est	3	204 438	
MRC Le Domaine-du-Roy			
ROBERVAL			
CRPDI		3 184	
Hôtel Vieux Roberval		14 572	
Total partiel	2	17 756	
MISTASSINI			
CLSC des Chutes	1	28 097	
SAINT-FÉLICIEN			
CLSC des Prés-Bleus	1	46 080	
Total MRC Le Domaine-du-Roy	4	91 933	
TOTAL MRC LAC-SAINT-JEAN-EST ET LE DOMAINE-DU-ROY	7	296 371	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500\$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - DÉCRET 932-96			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de ménages	Montant	
MRC Le Domaine-du-Roy			
Lac-Bouchette	10	25 225	
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	1	2 500	
Saint-François-de-Sales	5	12 500	
Total partiel	16	40 225	
MRC Lac-Saint-Jean-Est			
Métabetchouan	2	5 000	
Saint-Bruno		60	
Hébertville	22	56 870	
Total partiel	24	61 930	
TOTAL	40	102 155	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCES PRINCIPALES - Décret 935-96)			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de résidences principales	Montant	
MRC Le Domaine-du-Roy			
Chambord	11	10 758	
Lac-Bouchette	62	534 935	
Roberval	4	53 441	
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	11	54 821	
Sainte-Hedwidge	2	16 677	
Saint-François-de-Sales	16	224 333	
Total partiel	106	894 965	
MRC Lac-Saint-Jean-Est			
Hébertville	39	1 117 944	
Hébertville Station	3	4 167	
Lac-à-la-Croix	4	5 824	
Métabetchouan	10	109 788	
Saint-Bruno	3	1 862	
Total partiel	59	1 239 585	
MRC Maria-Chapdelaine			
Saint-Stanislas	10	77 183	
TOTAL	175	2 211 733	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (TERRAINS - Décret 935-96)			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de terrains	Montant	
MRC Le Domaine-du-Roy			
Chambord	2	783	
Roberval	1	119	
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	4	41	
Lac-Bouchette	2	290	
TOTAL	9	1 234	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (IMMEUBLES LOCATIFS QUI NE SONT PAS LE PRINCIPAL REVENU DU PROPRIÉTAIRE - DÉCRET 973-96)			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre d'immeubles	Montant	
MRC Lac-Saint-Jean-Est			
Hébertville	2	97 818	
Métabetchouan	2	32 325	
Saint-Bruno	1	3 302	
Lac-à-la-Croix	1	2 912	
Total partiel	6	136 357	
MRC Le Domaine-du-Roy			
Lac-Bouchette	6	23 816	
TOTAL	12	160 173	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES ENTREPRISES LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre d'entreprises	Montant
MRC Lac-Saint-Jean-Est HÉBERTVILLE Société d'énergie Belle-Rivière inc. Artisan du Tour 1991 enr.		1 1	98 020 38 276
	Total partiel	2	136 296
MRC Le Domaine-du-Roy LAC-BOUCHETTE Centre Vacances Nature de Lac Bouchette inc. SAINTE-EDWIDGE Matériaux J.P.C. inc.		1 1	10 057 4 506
	Total partiel	2	14 563
	TOTAL	4	150 859

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS - DÉCRET 935-96 LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Lac-Saint-Jean-Est Alma Delisle Desbiens Hébertville Hébertville Station Lac-à-la-Croix Métabetchouan Sant-Gédéon Saint-Bruno			12 736 6 852 148 444 542 110 1 665 23 123 987 603 973 64 506
Total partiel	9		1 788 012
MRC Le Domaine-du-Roy Chambord Lac-Bouchette Sant-André-du-Lac-Saint-Jean Sainte-Hedwidge Saint-François-de-Sales			27 353 327 469 55 554 1 715 48 484
Total partiel	5		460 575
MRC Maria-Chapelaine Saint-Thomas-Didyme		1	3 647
TOTAL	15		2 252 234

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MRC – Décret 935-96			
LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre de MRC	Montant
MRC Le Domaine-du-Roy		1	10 846
MRC Lac-Saint-Jean-Est		1	16 706
TOTAL		2	27 552

MINISTÈRE DES TRANSPORTS RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES		
LAC-SAINT-JEAN		
		MONTANT
MRC Lac-Saint-Jean-Est Alma Hébertville + 5000 engagements 1999-2000 Lac-à-la-Croix Saint-Bruno Saint-Nazaire		631 121 312 380 12 733 500 172 2 956
	Total partiel	1 459 362
MRC Le Domaine-du-Roy Chambord Lac-Bouchette Roberval Saint-André-du-Lac-Saint-Jean		42 107 12 079 110 107 338 704
	Total partiel	502 997
MRC Maria-Chapdelaine Normandin		19 820
	TOTAL	1 982 179

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET)		
LAC-SAINT-JEAN		
		Montant
Volet I - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (exploitations agricoles) (14 municipalités)		189 751
Volet II - Ministère des Affaires municipales (organismes à but non lucratif) (2)		1 171 368
Volet III - Tourisme Québec (entreprises et associations touristiques) (7)		423 038
Volet IV - Ministère des Affaires municipales (pourvoirs et zones d'exploitation contrôlées) (3)		575 138
Volet V - Ministère des Affaires municipales (sentiers de motoneige) (2)		61 728
Volet VI - Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (entreprises manufacturières et commerciales) (9)		271 184
	TOTAL	2 692 207

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION VOLET I : EXPLOITATIONS AGRICOLES			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Maria-Chapdelaine			
Mistassini		2 840	
Saint-Eugène		5 966	
Saint-Stanislas		2 544	
Total partiel	3	11 350	
MRC Le Domaine-du-Roy			
Chambord		1 499	
Roberval		1 323	
Saint-Prime		4 954	
Total partiel	3	7 776	
MRC Lac-Saint-Jean-Est			
Alma		12 025	
Delisle		15 165	
Hébertville		36 179	
Lac-à-la-Croix		22 375	
Métabetchouan		39 096	
Saint-Bruno		13 909	
Saint-Gédéon		6 921	
Saint-Nazaire		911	
Total partiel	8	146 581	
TOTAL		165 707	
Frais du système de comptabilité gouvernemental (Sygbec)		24 044	
TOTAL	14	189 751	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET II : ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre d'établissements touristiques	Montant	
MRC Le Domaine-du-Roy Moulin des pionniers (La Doré)	1	524 992	
MRC Lac-Saint-Jean-Est Site touristique Le Trou de la Fée - Desbiens	1	646 376	
TOTAL	2	1 171 368	

TOURISME QUÉBEC			
VOLET III : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre d'entreprises touristiques	Montant	
(Décret 961-97) MRC Le Domaine-du-Roy SAINT-PRIME Corporation de la Vieille fromagerie Saint-Prime LA DORÉ Moulin des pionniers La Doré	1	3 958	
MRC Lac-Saint-Jean-Est DESBIENS Le Trou de la Fée	1	72 628	
(Décret 505-97) MRC Le Domaine-du-Roy SAINT-FÉLICIEN Société zoologique Saint-Félicien inc.	1	13 532	
MRC Lac-Saint-Jean-Est ALMA Complexe touristique Dam-en-Terre inc.	1	219 282	
MRC Maria-Chapdelaine NORMANDIN Grands jardins de Normandin	1	30 558	
(Décret 1689-97) MRC Maria-Chapdelaine DOLBEAU Festival de Dolbeau	1	36 836	
TOTAL	7	423 038	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET IV : ZECs ET POURVOIRES			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant	
MRC Le Domaine-du-Roy Zec La Lièvre	1	246 092	
MRC Maria-Chapelaine Zec Rivière-aux-rats Zec des Passes	1 1	96 970 232 076	
Total partiel	2	329 046	
TOTAL	3	575 138	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET V : SENTIERS DE MOTONEIGE			
LAC-SAINT-JEAN			
	Nombre d'associations de motoneigistes	Montant	
MRC Lac-Saint-Jean-Est Union des motoneigistes Lac Saint-Jean inc. Association des motoneigistes Boules de neige	1 1	50 098 11 630	
TOTAL	2	61 728	

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES			
LAC-SAINT-JEAN			
		Nombre d'entreprises	Montant
MRC Lac-Saint-Jean-Est			
ALMA			
Chantiers conjoints inc.		1	90 610
HÉBERTVILLE			
Auberge Presbytère Mont Lac Vert			4 830
Coop. Travailleurs Mont Lac Vert			18 370
Entreprises Pierrette Hudon inc.			21 908
Total partiel		3	45 108
MÉTABETCHOUAN			
Les entreprises Didyme Néron & Fils inc.		1	9 768
SAINT-BRUNO			
Les Artisans du Tour 1991 enr.			7 254
La Belle Prise enr.			7 690
Total partiel		2	14 944
MRC Le Domaine-du-Roy			
ROBERVAL			
Domaine de l'Anse de Val Jalbert		1	9 490
SAINT-FÉLICIEN			
Autodrome Saint-Félicien		1	101 264
TOTAL		9	271 184

BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
CHARLEVOIX – QUÉBEC

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (5 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (5 zecs et pourvoiries) Dommages dans 5 établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) 	Total partiel	466 505 190 195 671 000 1 327 700
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		26 244
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité		
<ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		50 000
Ministère de l'Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 6 lacs et cours d'eau Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	1 189 835 139 680 126 700 1 456 215
Ministère des Finances		
<ul style="list-style-type: none"> Normalisation et recherche, activités de vérification et de contrôle 		63 255
Ministère de la Sécurité publique		
<ul style="list-style-type: none"> Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (2 ménages) Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (21 particuliers) Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (7 terrains) 		370 45 114 2 917

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC (suite)		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
> Dommages aux biens «Entreprises» (6 entreprises)		214 686
> Mesures d'urgence «Municipalités» (6 municipalités)		425 929
> Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC)		70 974
> Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération : administration de programmes)		1 783 694
	Total partiel	2 543 684
Tourisme Québec		
> Programme d'aide pour activités de promotion dans les régions affectées par les pluies diluviennes		100 000
Ministère des Transports		
> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000		7 945 214
Sûreté du Québec		
> Frais de mesures d'urgence (fonctionnement, approvisionnement, communication et transport)		64 465

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) CHARLEVOIX – QUÉBEC		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
➤ Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (1 municipalité)		4 956
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
➤ Reconstruction et remise en état des biens d'un organisme à but non lucratif (OBNL)		52 697
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 7 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		647 739
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
➤ Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (14 zecs et pourvoiries)		269 604
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
➤ Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et contribuent au maintien et à la création d'emplois (3 entreprises)		79 778
TOTAL PROGRAMME PRET		1 054 774
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		14 631 551

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC			
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC CHARLEVOIX-EST			MONTANT
Ministère des Affaires municipales			
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (5 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (4 zecs et pourvoiries) 		Total partiel	466 505 37 559 504 064
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation			
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 			6 000
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité			
<ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 			50 000
Ministère de l'Environnement			
<ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lils et des berges de 6 lacs et cours d'eau 			299 120
Ministère des Finances			
<ul style="list-style-type: none"> Normalisation et recherche, activités de vérification et de contrôle 			63 255
Ministère de la Sécurité publique			
<ul style="list-style-type: none"> Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (2 ménages) Domages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (21 particuliers) Domages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (7 terrains) Domages aux biens «Entreprises» (6 entreprises) Mesures d'urgence «Municipalités» (6 municipalités) Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC) Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération) 		Total partiel	370 45 114 2 917 214 686 425 929 70 974 1 783 694 2 543 684

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
CHARLEVOIX – QUÉBEC (suite)		
	DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC CHARLEVOIX-EST	MONTANT
Tourisme Québec		
➤	Programme d'aide pour activités de communication dans les régions affectées par les pluies diluviennes	100 000
Ministère des Transports		
➤	Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000	7 945 214

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC CHARLEVOIX-EST		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (1 municipalité) 		4 956
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
<ul style="list-style-type: none"> Reconstruction et remise en état des biens d'un organisme à but non lucratif (OBNL) 		52 697
VOLET III – Tourisme Québec		
<ul style="list-style-type: none"> Soutien financier au maintien de 5 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées 		565 589
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoies et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (10 zecs et pourvoies) 		149 858
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la technologie		
<ul style="list-style-type: none"> Soutien financier au redémarrage de 3 entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois 		79 778
TOTAL PROGRAMME PRET		852 878
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		12 364 215

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC CHARLEVOIX		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (zecs et pourvoirs) (1 zec) > Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement) 	Total partiel	152 636 171 000 323 636
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		20 244
Ministère de l'Environnement <ul style="list-style-type: none"> > Programme de stabilisation des lits et des berges de 4 lacs et cours d'eau > Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques > Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	890 715 139 680 126 700 1 157 095
Sûreté du Québec <ul style="list-style-type: none"> > Frais de fonctionnement, d'approvisionnement, de communication et de transport 		64 465

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC CHARLEVOIX		MONTANT
VOLET III – Tourisme Québec		
> Soutien financier au maintien de 2 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		82 150
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
> Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoies et les zones d'ex-ploitation contrôlées (ZEC) (2 zecs et pourvoies)		41 576
TOTAL PROGRAMME PRET		123 726
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		1 689 166

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC PORTNEUF		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Dommmages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement) 		184 000
PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET)		
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'ex-ploitation contrôlées (ZEC) (2 zecs et pourvoiries) 		78 170
TOTAL PROGRAMME PRET		78 170
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		262 170

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
➤ Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (2 établissements)		295 000
TOTAL		295 000

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHARLEVOIX – QUÉBEC		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LA JACQUES-CARTIER		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
> Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement)		21 000
	TOTAL	21 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION (PARIM)			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Charlevoix-Est Notre-Dame-des-Monts Rivière-Malbaie Saint-Fidèle Saint-Siméon T.N.O. Charlevoix-Est		5 056 224 470 8 638 194 471 33 870	
TOTAL	5	466 505	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES FONDS DE RECONSTRUCTION ZONES D'EXPLOITATION CONTRÔLÉES (ZECs ET POURVOIRIES)			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre de zecs et de pourvoiries	Montant	
MRC Charlevoix-Est Zec Buteux-Bas Saguenay Pourvoirie P. Gaudia Foster Pourvoirie Raoul Lavoie Pourvoirie Ça Mord Lac Fontaine		273 5 792 1 299 30 195	
Total partiel	4	37 559	
MRC Charlevoix Pourvoirie Lac Moreau	1	152 636	
TOTAL	5	190 195	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DOMMAGES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA SÉPAQ			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre d'établissements	Montant	
MRC La Jacques-Cartier Réserve faunique des Laurentides	1	21 000	
MRC La Côte-de-Beaupré Réserve faunique des Laurentides Parc des Chutes Montmorency		290 000 5 000	
Total partiel	2	295 000	
MRC Portneuf Réserve faunique de Portneuf	1	184 000	
MRC Charlevoix Réserve faunique des Laurentides	1	171 000	
TOTAL	5	671 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION EXPLOITATIONS AGRICOLES - Décret 1137-96			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Charlevoix Baie-Saint-Paul	1	20 244	
MRC Charlevoix-Est Saint-Siméon	1	6 000	
TOTAL	2	26 244	

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ (SQDM) INSERTION ET MAINTIEN À L'EMPLOI - ENTREPRISES			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Charlevoix-Est La Malbaie Pointe-au-Pic		1	50 000
	TOTAL	1	50 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant	
MRC Charlevoix			
BAIE-SAINT-PAUL Rivière du-Gouffre	1	463 398	
PETITE-RIVIÈRE-SAINT-FRANÇOIS			
Rivière du-Sot	1	189 938	
SAINT-URBAIN			
Rivière du-Gouffre Rivière du-Gros-bras		192 449 44 930	
Total partiel	2	237 379	
MRC Charlevoix-Est			
CLERMONT Rivière-Malbaie	1	177 465	
RIVIÈRE-MALBAIE			
Rivière-Malbaie	1	121 655	
TOTAL	6	1 189 835	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	
CHARLEVOIX – QUÉBEC – MRC Charlevoix	
	Montant
Commission scientifique et technique	139 680
Évaluation de la qualité de l'eau	126 700
TOTAL	266 380

MINISTÈRE DES FINANCES NORMALISATION ET RECHERCHE	
CHARLEVOIX – QUÉBEC	
	Montant
Québec Normalisation et recherche, activités de vérification et de contrôle	63 255
TOTAL	63 255

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
CHARLEVOIX – QUÉBEC	
	Montant
Frais d'hébergement (2)	370
Dommmages aux biens des particuliers (21)	45 114
Dommmages aux biens des particuliers (terrains) (7)	2 917
Dommmages aux biens – (Entreprises) (6)	214 686
Mesures d'urgence – (Municipalités) (6)	425 929
Mesures d'urgence (MRC) (1)	70 974
Fonds d'assistance financière (dépenses de fonctionnement et de rémunération)	1 783 694
TOTAL	2 543 684

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500 \$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - Décret 932-96			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Charlevoix-Est Clermont Rivière-Malbaie		80 290	
TOTAL	2	370	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS RÉSIDENCES PRINCIPALES - Décret 935-96		
CHARLEVOIX – QUÉBEC		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC Charlevoix-Est		
Rivière-Malbaie	13	36 556
Saint-Aimé-des-Lacs	1	186
Saint-Fidèle-de-Mont-Murray	2	1 732
Saint-Siméon	4	4 717
La Malbaie Pointe-au-Pic	1	1 923
TOTAL	21	45 114

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS TERRAINS - DÉCRET 935-96			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
		Nombre de terrains	Montant
MRC Charlevoix-Est La Malbaie Pointe-au-Pic Rivière-Malbaie Saint-Aimé-des-Lacs		1 5 1	2 732 185
TOTAL		7	2 917

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES		
CHARLEVOIX – QUÉBEC		
	Nombre d'entreprises	Montant
MRC Charlevoix-Est		
CLERMONT		
Jos Lapointe & Fils ltée	1	66 667
RIVIÈRE-MALBAIE		
Rémy Bergeron & Fils inc.	1	5 910
SAINT-AIMÉ-DES-LACS		
Corporation du Parc-des-Hautes-Gorges		390
Découvreurs Québec Amérique		12 704
Total partiel	2	13 094
SAINT-FIDÈLE-DE-MONT-MURRAY		
Centre Écologique de Port-au-Saumon	1	123 744
SAINT-SIMÉON		
Oasis-du-Port	1	5 271
TOTAL	6	214 686

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS - Décret 935-96		
CHARLEVOIX – QUÉBEC		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC Charlevoix-Est Baie-Sainte-Catherine Clermont La Malbaie Pointe-au-Pic Rivière-Malbaie Saint-Fidèle-de-Mont-Murray Saint-Siméon		47 305 8 987 4 977 329 061 7 464 28 135
TOTAL	6	425 929

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
MESURES D'URGENCE - MRC	
CHARLEVOIX - QUÉBEC	
MRC Charlevoix-Est	Montant
	70 974
TOTAL	70 974

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES	
	Montant
Québec	
Dépenses de rémunération et de fonctionnement	1 783 694
TOTAL	1 783 694

TOURISME QUÉBEC ACTIVITÉS DE PROMOTION POUR AIDER LES RÉGIONS AFFECTÉES PAR LES PLUIES DILUVIENNES - Direction de la promotion CT-189231		
CHARLEVOIX – QUÉBEC		
		Montant
MRC Charlevoix-Est		100 000
TOTAL		100 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Charlevoix-Est Saint-Fidèle Rivière-Malbaie + 5053 engagements 1999-2000 Baie-Sainte-Catherine Saint-Siméon T.N.O. Charlevoix-Est		6 162 470 435 671 667 134 462 674 217 265	
TOTAL	5	7 945 214	

SÛRETÉ DU QUÉBEC		
FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES		
CHARLEVOIX - QUÉBEC		
		Montant
MRC Charlevoix		
La Malbaie Pointe-au-Pic		
Frais de fonctionnement, d'approvisionnement, communication, transport		64 465
	TOTAL	64 465

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET II : ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Charlevoix-Est Hautes-Gorges		1	52 697
	TOTAL	1	52 697

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION VOLET / : EXPLOITATIONS AGRICOLES			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Charlevoix-Est Saint-Siméon		1	4 956
	TOTAL	1	4 956

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET II : ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Charlevoix-Est Hautes-Gorges		1	52 697
	TOTAL	1	52 697

TOURISME QUÉBEC			
VOLET III : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES			
CHARLEVOIX - QUÉBEC			
	Nombre d'entreprises	Montant	
(Décret 505-97) MRC Charlevoix LA BALEINE-ÎLE-AUX-COUDRES Goélette Marie-Clarisse inc.	1	76 444	
SAINT-LOUIS-DE-L'ÎLE-AUX-COUDRES Moulin de l'Île-Aux-Coudres	1	5 706	
MRC Charlevoix-Est LA MALBAIE POINTE-AU-PIC Association touristique régionale de Charlevoix	1	500 000	
SAINT-AIMÉ-DES-LACS Corporation du Parc des Hautes-Gorges	1	12 065	
SAINT-IRÉNÉE Domaine Forget de Charlevoix inc.	1	21 658	
(Décret 961-97) MRC Charlevoix-Est BAIE-SAINT-CATHERINE Sentinelles du Saint-Laurent/Groupe AML inc.	1	13 560	
LA MALBAIE POINTE-AU-PIC Croisières Hautes-Gorges inc.	1	18 306	
TOTAL	7	647 739	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET IV : ZECs ET POURVOIRIES			
CHARLEVOIX – QUÉBEC			
	Nombre de zecs et de pourvoiries	Montant	
MRC Charlevoix Pourvoirie du Lac Moreau Zec des Martres		33 612 7 964	
Total partiel	2	41 576	
MRC Charlevoix-Est Pourvoirie Ça mord et Lac Fontaine Pourvoirie Club Bataram Pourvoirie Club des Basques Club des Hauteurs Pourvoirie du Lac Croche Pourvoirie du Lac de la Chute Pourvoirie Villa St-Louis et Lac Brouillon Zec Buteau Bas Saguenay Association Plein Air des Martes Zec Lac-aux-Sables		4 050 6 362 12 162 18 296 25 650 4 500 4 496 28 852 37 560 7 930	
Total partiel	10	149 858	
MRC Portneuf Zec Batiscan Nelson Zec de la Rivière Blanche		33 486 44 684	
Total partiel	2	78 170	
TOTAL	14	269 604	

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES			
CHARLEVOIX – QUÉBEC –			
		Nombre d'entreprises	Montant
MRC Charlevoix-Est RIVIÈRE-MALBAIE Les Amusements Populaires Charlevoix inc. Les Investissements MO-PEL inc. Les Découvreurs Québec Amérique			6 936 68 040 4 802
	TOTAL	3	79 778

**BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
CÔTE-NORD**

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (14 municipalités) > Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (zecs et pourvoiries) (25 zecs et pourvoiries) > Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (7 résidences secondaires) > Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (2 établissements) 	Total partiel	1 297 634 1 278 840 3 150 163 000 2 742 624
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		89 001
Ministère de l'Éducation <ul style="list-style-type: none"> > Réparation de 2 écoles touchées par les pluies diluviennes 		120 538
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité <ul style="list-style-type: none"> > Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		33 623
Ministère de l'Environnement <ul style="list-style-type: none"> > Programme de stabilisation des lits et des berges de 8 lacs et cours d'eau > Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques > Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	403 313 220 648 70 900 694 861

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère des Ressources naturelles		
> Cartographie, photographie, conception infographique sur CD-ROM		27 578
Ministère de la Sécurité publique		
> Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (7 ménages)		11 811
> Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (94 particuliers)		422 069
> Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (25 terrains)		19 295
> Immeubles localisés n'étant pas le principal revenu du propriétaire (6 immeubles)		33 716
> Dommages aux biens «Entreprises» (5 entreprises)		64 797
> Mesures d'urgence «Municipalités» (16 municipalités)		504 776
> Mesures d'urgence «MRC»		14 403
Total partiel		1 070 867
Tourisme Québec		
> Programme d'aide pour activités de promotion dans les régions affectées par les pluies diluviennes		100 000
Ministère des Transports		
> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000		3 495 499
Sûreté du Québec		
> Frais de mesures d'urgence (fonctionnement, approvisionnement, communication et transport)		235 165

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – CÔTE-NORD		
		MONTANT
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
> Reconstruction ou remise en état des biens de 3 organismes à but non lucratif (OBNL)		128 683
VOLET III – Tourisme Québec		
> Soutien financier au maintien de 16 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		1 166 576
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
> Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (26 zecs et pourvoiries).		1 474 356
VOLET V – Ministère des Affaires municipales		
> Assistance financière relative à la remise en état des sentiers de motoneige et de leurs infrastructures (1 club de motoneige)		21 403
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
> Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (7 entreprises)		106 186
TOTAL PROGRAMME PRET		2 897 204
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		11 506 970

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LA HAUTE-CÔTE-NORD		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (7 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (zecs et pourvoiries) (17 zecs et pourvoiries) Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (7 résidences secondaires) 	589 375 1 182 454 3 150 Total partiel	589 375 1 182 454 3 150 1 774 979
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		89 001
Ministère de l'Éducation		
<ul style="list-style-type: none"> Réparation d'une école touchée par les pluies diluviennes 		3 988
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité		
<ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		29 494
Ministère de l'Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 3 lacs et cours d'eau Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	254 987 220 648 70 900 Total partiel	254 987 220 648 70 900 546 535
Ministère des Ressources naturelles		
<ul style="list-style-type: none"> Cartographie, photographie, conception infographique sur CD-ROM 		27 578

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LA HAUTE-CÔTE-NORD		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (3 ménages)		1 811
➤ Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (14 particuliers)		47 495
➤ Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (7 terrains)		1 839
➤ Dommages aux biens «Entreprises» (3 entreprises)		30 686
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (8 municipalités)		176 222
	Total partiel	258 053
Ministère des transports		
➤ Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000		1 055 267

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC LA HAUTE-CÔTE-NORD			MONTANT
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)			
➤	Reconstruction ou remise en état des biens de 3 organismes à but non lucratif (OBNL)		128 683
VOLET III – Tourisme Québec			
➤	Soutien financier au maintien de 10 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		439 512
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales			
➤	Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (22 zecs et pourvoiries)		1 049 768
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la technologie			
➤	Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (5 entreprises)		49 138
TOTAL PROGRAMME PRET			1 667 101
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES			5 451 996

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC MANICOUAGAN		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (5 municipalités) Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (8 zecs et pourvoiries) 	Total partiel	633 739 96 386 730 125
Ministère de l'Éducation		116 550
<ul style="list-style-type: none"> Réparation d'une école touchée par les pluies diluviennes 		
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité		4 129
<ul style="list-style-type: none"> Intervention auprès de la main-d'œuvre et maintien de l'emploi en entreprise 		
Ministère de l'Environnement		148 326
<ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 5 lacs et cours d'eau 		
Ministère de la Sécurité publique		
<ul style="list-style-type: none"> Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (4 ménages) Dommmages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (79 particuliers) Dommmages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (18 terrains) Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (5 immeubles) Dommmages aux biens «Entreprises» (1 entreprise) Mesures d'urgence «Municipalités» (5 municipalités) Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC) 	Total partiel	10 000 339 578 17 456 30 357 1 611 298 702 14 403 712 107
Tourisme Québec		50 000
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide pour activités de promotion dans les régions affectées par les pluies diluviennes 		
Ministère des Transports		1 368 917
<ul style="list-style-type: none"> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000 		
Sûreté du Québec		137 426
<ul style="list-style-type: none"> Frais de mesures d'urgence (fonctionnement, approvisionnement, communication et transport) 		

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC MANICOUAGAN		
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 2 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		383 684
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
➤ Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (3 zecs)		418 636
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
➤ Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (2 entreprises)		57 048
TOTAL PROGRAMME PRET		859 368
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		4 126 948

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC SEPT-RIVIÈRES		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
➤ Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (2 municipalités)		74 520
➤ Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement)		27 000
	Total partiel	101 520
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (1 particulier)		34 996
➤ Immeubles locaux n'étant pas le principal revenu du propriétaire (1 immeuble)		3 359
➤ Dommages aux biens «Entreprises» (1 entreprise)		32 500
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (2 municipalités)		22 480
	Total partiel	93 335
Tourisme Québec		
➤ Programme d'aide pour activités de promotion dans les régions affectées par les pluies diluviennes (1 entreprise touristique)		50 000
Ministère des Transports		
➤ Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements pour 1999-2000		1 071 315
Sûreté du Québec		
➤ Frais de mesures d'urgence (fonctionnement, approvisionnement, communication et transport)		97 739

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC SEPT-RIVIÈRES		MONTANT
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 3 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		319 964
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
➤ Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (1 zec)		5 952
VOLET V – Ministère des Affaires municipales		
➤ Assistance financière relative à la remise en état des sentiers de motoneige et de leurs infrastructures (1 club de motoneige)		21 403
TOTAL PROGRAMME PRET		347 319
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		1 761 228

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CÔTE-NORD		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC MINGANIE		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
➤ Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement)		136 000
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (1 municipalité)		7 372
PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET)		
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien de 2 entreprises touristiques constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		23 416
TOTAL PROGRAMME PRET		23 416
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		166 788

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES (PARIM)			
CÔTE-NORD			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord			
Bergeronnes			57 164
Colombier			12 322
Forestville			235 043
Les Escoumins			211 568
Saint-Paul-du-Nord			11 588
Sacré-Cœur			11 550
Tadoussac			50 140
	Total partiel	7	589 375
MRC Manicouagan			
Baie-Comeau			500 000
Baie-Trinité			114 289
Franquelin			4 199
Ragueneau			8 911
Pointe-Aux-Outardes			6 340
	Total partiel	5	633 739
MRC Sept-Rivières			
Galix			12 276
Rivière-Pentecôte			62 244
	Total partiel	2	74 520
	TOTAL	14	1 297 634

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES FONDS DE RECONSTRUCTION ZONES D'EXPLOITATION CONTRÔLÉES (ZECs ET POURVOIRIES)		
CÔTE-NORD		
	Nombre de zecs et de pourvoiries	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord Ass. Sauvegarde du chemin de la Rivière Portneuf Pourvoirie Club Paradis Sauvage Zec de la Rivière-Escoumins Pourvoirie Bouleaux Blancs Pourvoirie Lac-à-Jimmy Pourvoirie SO-NOR Pourvoirie Club chasse pêche Tadoussac Zec Nordique Pourvoirie Des Lacs Jumeaux Pourvoirie de la Rivière-aux-Lacs Pourvoirie Grand Lac-du-Nord Pourvoirie La rocheuse Pourvoirie lacs des Sables et Paradis Pourvoirie Domaine du Bois Rond Pourvoirie Domaine du Shamrock Zec Forestville Zec de la Rivière Sainte-Marguerite		883 308 37 009 51 600 2 475 37 710 2 673 6 435 6 435 6 930 3 902 44 095 41 415 25 824 1 004 25 568 2 710 3 361
Total partiel	17	1 182 454

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES FONDS DE RECONSTRUCTION ZONES D'EXPLOITATION CONTRÔLÉES (ZECs ET POURVOIRIES) (suite)		
CÔTE-NORD		
	Nombre de zecs et de pourvoiries	Montant
MRC Manicouagan Pourvoirie Domaine Banc Blanc Zec Trinité de la Rivière-Trinité Pourvoirie Manicouagan Pourvoirie du Lac Cyprien Pourvoirie Domaine de La Manic Pourvoirie du Lac Miquelon Pourvoirie du Lac Dionne Pourvoirie des Quatre-Outardes		49 154 13 959 5 697 2 589 8 282 4 594 7 333 4 778
Total partiel	8	96 386
TOTAL	25	1 278 840

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES RÉSIDENCES SECONDAIRES			
CÔTE-NORD			
	Nombre de résidences secondaires	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord Colombier T.N.O. La Haute-Côte-Nord	3 4	1 598 1 552	
TOTAL	7	3 150	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DOMMAGES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA SÉPAQ			
CÔTE-NORD			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Sept-Rivières Réserve faunique Sept-Îles – Port-Cartier		1	27 000
MRC Minganie SÉPAQ Anticosti		1	136 000
	TOTAL	2	163 000

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC EXPLOITATIONS AGRICOLES - Décret 1137-96			
CÔTE-NORD			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord Sacré-Cœur	1	89 001	
TOTAL	1	89 001	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION RÉPARATION DES ÉCOLES			
CÔTE-NORD			
	Nombre d'écoles	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord BERSIMIS École Forêt d'enseignement Bersimis	1	3 988	
MRC Manicouagan BAIE-COMEAU Cégep de Baie-Comeau	1	116 550	
TOTAL	2	120 548	

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ (SQDM) INSERTION ET MAINTIEN À L'EMPLOI - ENTREPRISES			
CÔTE-NORD			
	Nombre de participants	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord			
Tadoussac	6	5 462	
Sacré-Cœur	6	9 585	
Grandes-Bergeronnes	4	7 211	
Les Escoumins	3	5 120	
Saint-Paul-du-Nord	1	1 327	
Forestville	1	789	
Total partiel	21	29 494	
MRC Manicouagan			
Bate-Comeau	3	4 129	
TOTAL	24	33 623	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU CÔTE-NORD			
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord			
SAULT-AU-MOUTON			
Rivière Sault-au-Mouton	1	66 249	
SAINTE-ANNE-DE-PORTENEUF			
Lac Bacagnol, Morin, Dow	1	175 165	
TADOUSSAC			
Rivière Moulin-à-Baude	1	13 573	
FORESTVILLE			
Ruisseau Jean Raymond		27 435	
Rivière Laval		30 284	
	2	57 719	
Total partiel	5	312 706	
MRC Manicouagan			
BAIE-TRINITÉ			
Rivière-Trinité et Petite-Trinité	1	29 142	
GODBOUT			
Petite Rivière-Godbout	1	50 650	
Total partiel	2	79 792	
MRC Sept-Rivières			
RIVIÈRE-PENTECÔTE			
Ruisseau Pointe-aux-Anglais	2	10 815	
Total partiel	3	10 815	
TOTAL	8	403 313	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	
CÔTE-NORD – MRC La Haute-Côte-Nord	
	Montant
Commission scientifique et technique	220 648
Évaluation de la qualité de l'eau	70 900
TOTAL	291 548

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES PHOTOGRAPHIES, CARTOGRAPHIE DES ZONES SINISTRÉES CONCEPTION INFOGRAPHIQUE SUR CD-ROM	
CÔTE-NORD – MRC La Haute-Côte-Nord	
	Montant
Photographies, cartographie des zones sinistrées, conception infographique sur CD-ROM	27 578
TOTAL	27 578

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		
CÔTE-NORD		
	Montant	
Frais d'hébergement (7 ménages)	11 811	
Dommmages aux biens des particuliers (Reconstruction) (94)	422 069	
Dommmages aux biens des particuliers (Perte partielle de terrains) (25)	19 295	
Immeubles locatifs qui ne sont pas le principal revenu du propriétaire (6)	33 716	
Dommmages aux biens (Entreprises) (5)	64 797	
Mesures d'urgence (Municipalités) (16)	504 776	
Mesures d'urgence (MRC) (1)	14 403	
TOTAL	1 070 867	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500 \$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - Décret 932-96			
CÔTE-NORD			
		Nombre de ménages	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord Forestville Sacré-Cœur Sault-au-Mouton			320 90 1 401
	Total partiel	3	1 811
MRC Manicouagan Pointe-aux-Outardes		4	10 000
	TOTAL	7	11 811

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCES PRINCIPALES- DÉCRET 935-96)		
CÔTE-NORD		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord Bergeronnes Colombier Saint-Paul-du-Nord Sault-au-Mouton Tadoussac Sacré-Cœur Les Escoumins	1 4 1 2 1 2 3	736 9 365 5 065 27 387 2 440 874 1 628
Total partiel	14	47 495
MRC Manicouagan Baie-Comeau Baie-Trinité Chute-aux-Outardes Godbout Pointe-aux-Outardes Pointe-Lebel Raguenaud	12 5 14 1 22 11 14	71 055 18 507 44 894 5 299 122 302 13 095 64 426
Total partiel	79	339 578
MRC Sept-Rivières Rivière-Pentecôte	1	34 996
TOTAL	94	422 069

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500 \$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - Décret 932-96			
CÔTE-NORD			
	Nombre de ménages	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord			
Forestville		320	
Sacré-Cœur		90	
Sault-au-Mouton		1 401	
Total partiel	3	1 811	
MRC Manicouagan			
Pointe-aux-Outardes	4	10 000	
TOTAL	7	11 811	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS QUI NE SONT PAS LE PRINCIPAL REVENU DU PROPRIÉTAIRE			
CÔTE-NORD			
	Nombre d'immeubles	Montant	
MRC Manicouagan			
Baie-Comeau	1	4 849	
Chute-aux-Outardes	1	825	
Pointe-aux-Outardes	2	15 104	
Ragueneau	1	9 579	
Total partiel	5	30 357	
MRC Sept-Rivières			
Rivière-Pentecôte	1	3 359	
TOTAL	6	33 716	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS - ENTREPRISES		
CÔTE-NORD		
	Nombre d'entreprises	Montant
MRC Manicouagan BAIE-COMEAU Garage A. Blouin inc.	1	1 611
MRC La Haute-Côte-Nord LES ESCOUMINS 167082 Canada inc. SACRÉ-CŒUR Pavillon Ste-Marguerite inc. TADOUSSAC Corporation de développement touristique de Tadoussac inc.		10 955 18 485 1 246
Total partiel	3	30 686
MRC Sept-Rivières Tourbières des îles inc.	1	32 500
TOTAL	5	64 797

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS - Décret 935-96		
CÔTE-NORD		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord Bergeronnes Colombier Forestville Grandes-Bergeronnes Les Escoumins Sacré-Cœur Sainte-Anne-de-Portneuf Sault-au-Mouton		33 644 6 581 28 225 775 2 509 87 733 8 574 8 176
Total partiel	8	176 222
MRC Manicouagan Baie-Comeau Baie-trinité Chute-aux-Outardes Pointe-aux-Outardes Ragueneau		59 368 50 070 15 183 154 734 19 347
Total partiel	5	298 702
MRC Sept-Rivières Port-Cartier Rivière-Pentecôte		2 814 19 665
Total partiel	2	22 480
MRC Minganie Havre-Saint-Pierre	1	7 372
TOTAL	16	504 776

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE PROGRAMME – MESURES D'URGENCE (MRC)		
CÔTE-NORD		
		Montant
MRC Manicouagan		14 403
	TOTAL	14 403

TOURISME QUÉBEC		
ACTIVITÉS DE PROMOTION POUR AIDER LES RÉGIONS AFFECTÉES		
CÔTE-NORD		
		Montant
MRC Manicouagan		50 000
MRC Sept-Rivières		50 000
	TOTAL	100 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES	
CÔTE-NORD	
	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord T.N.O. La Haute-Côte-Nord Sacré-Cœur Tadoussac Autres municipalités	863 080 13 331 89 678 89 178
Total partiel	1 055 267
MRC Manicouagan Betsiamites T.N.O. Manicouagan	1 197 099 171 818
Total partiel	1 368 917
MRC Sept-Rivières Pointe-aux-Anglais	1 071 315
TOTAL	3 495 499

SÛRETÉ DU QUÉBEC FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES	
CÔTE-NORD	
	Montant
MRC Manicouagan BAIE-COMEAU (mesures d'urgence) Frais de fonctionnement, d'approvisionnement, communication, transport	137 426
MRC Sept-Rivières SEPT-ÎLES (mesures d'urgence) Frais de fonctionnement, d'approvisionnement, communication, transport	97 739
TOTAL	235 165

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET)		
CÔTE-NORD		
Volet II – Ministère des Affaires municipales (organismes à but non lucratif) (3)		128 683
Volet III – Tourisme Québec (entreprises et associations touristiques) (16)		1 166 576
Volet IV – Ministère des Affaires municipales (pourvoiries et zones d'exploitations contrôlées) (26)		1 474 356
Volet V – Ministère des Affaires municipales (sentiers de motoneige) (1)		21 403
Volet VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (entreprises manufacturières et commerciales) (7)		106 186
TOTAL		2 897 204

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET II : ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF			
CÔTE-NORD			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord Bergeronnes Sainte-Anne-de-Portneuf Rivière Sainte-Marguerite – Bradville			12 638 17 177 98 868
	TOTAL	3	128 683

TOURISME QUÉBEC VOLET III : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES DÉCRET 505-97			
CÔTE-NORD			
	Nombre d'organismes	Montant	
MRC La Haute-Côte-Nord GRANDES-BERGERONNES Corporation touristique de Bergeronnes inc.	1	10 110	
LES ESCOUMINS Croisières T.G.B. inc. Centre des loisirs marins des Escoumins		12 199 1 782	
Total partiel	2	13 981	
TADOUSSAC Compagnie de la Baie de Tadoussac inc. Croisières Express enr. Société d'interp. milieu marin La Haute-Côte-Nord Croisières à la baleine et au Saguenay inc. Otis Excursions inc. Corp. Inst. Muséales de Tadoussac Investissements Navimex (Groupe AML)		21 572 12 216 7 819 84 802 8 080 5 868 275 064	
Total partiel	7	415 421	
MRC Manicouagan BAIE-COMEAU Association touristique régionale Manicouagan	1	370 000	
POINTE-AUX-OUTARDES Parc régional de Pointe-aux-Outardes	1	13 684	

TOURISME QUÉBEC VOLET III : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES DÉCRET 505-97 (suite)			
CÔTE-NORD			
	Nombre d'organismes	Montant	
MRC Minganie HAVRE-SAINT-PIERRE Sterne des îles Tournée des îles inc.		9 642 13 774	
Total partiel	2	23 416	
MRC Sept-Rivières SEPT-ÎLES Association touristique régionale de Duplessis	1	315 000	
RIVIÈRE-PENTECÔTE Pneumatique Transport inc.	1	4 964	
TOTAL	16	1 166 576	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET IV : ZECs ET POURVOIRES		
CÔTE-NORD		
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant
MRC La Haute-Côte-Nord Pourvoirie Club Chasse Pêche Tadoussac Pourvoirie Club Claire Pourvoirie Club Chasse Pêche Sainte-Anne-Portneuf Pourvoirie Club Kergus Pourvoirie Club Lac des Baies Pourvoirie De la Truite Rouge Pourvoirie Des Grands Ducs Pourvoirie Des Lacs Jumeaux Pourvoirie Domaine du Canyon Pourvoirie Domaine du Lac Bernier Pourvoirie Domaine Orégnac Pourvoirie Du Pont Flottant Pourvoirie Lac des Perches Pourvoirie Chenail du Nord Pourvoirie Le Domaine du Lac des Cœurs Pourvoirie Le Domaine sportif du lac Loup Pourvoirie So-Nor Zec Chauvin Zec Forestville Zec Iberville Zec Labrieville Zec Nordique		3 334 11 296 91 610 5 532 8 168 12 510 24 826 6 850 9 492 122 426 4 212 554 13 362 20 184 44 314 59 840 2 388 24 026 191 420 111 280 56 208 195 936
Total partiel	22	1 049 768

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES VOLET IV : ZECs ET POURVOIRES (suite)			
CÔTE-NORD			
	Nombre de zecs et de pourvoies	Montant	
MRC Les Sept-Rivières			
Zec Matimek	1	5 952	
MRC Manicouagan			
Zec Godbout et Mistassini		60 030	
Zec Trinité de la Rivière-Trinité		324 810	
Zec Varin		33 796	
Total partiel	3	418 636	
TOTAL	26	1 474 356	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES		
VOLET V : SENTIERS MOTONEIGE		
CÔTE-NORD		
		Montant
MRC Sept-Rivières		21 403
Club motoneige Odonak		
	TOTAL	21 403

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES			
CÔTE-NORD			
	Nombre d'entreprises	Montant	
MRC Manicouagan			
BAIE-COMEAU			
Min-golf Onyx.	1	4 520	
POINTE-AUX-OUTARDES			
Camping Parc de La Rive	1	52 528	
MRC La Haute-Côte-Nord			
SAINTE-ANNE-DE-PORTNEUF			
Club Paradis Sauvage		402	
Club Chasse Pêche Sainte-Anne-de-Portneuf		34 546	
	2	34 948	
Total partiel			
SACRÉ-CŒUR			
J.C.S. Traineau à chien	1	2 470	
FORESTVILLE			
Camping Forestville		9 330	
Gestion Hemifor inc.		2 390	
	2	11 720	
Total partiel			
TOTAL	7	106 186	

BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
MAURICIE-BOIS-FRANCS

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES MAURICIE-BOIS-FRANCS		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère des Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (5 municipalités) > Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (12 zecs et pourvoiries) > Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (15 résidences secondaires) > Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (2 établissements) 	Total partiel	68 059 168 874 25 869 48 000 310 802
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <ul style="list-style-type: none"> > Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance 		16 690
Ministère de l'Éducation <ul style="list-style-type: none"> > Réparation d'une école touchée par les pluies diluviennes 		38 563
Ministère de l'Environnement <ul style="list-style-type: none"> > Programme de stabilisation des lits et des berges d'un cours d'eau > Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques > Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	979 334 64 930 25 500 1 060 764
Ministère de la Sécurité publique <ul style="list-style-type: none"> > Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (3 ménages) > Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (38 particuliers) > Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (3 terrains) 		8 520 149 144 1 056

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES MAURICIE-BOIS-FRANCS (suite)		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
<ul style="list-style-type: none"> > Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (7 immeubles) > Dommages aux biens «Entreprises» (2 entreprises) > Mesures d'urgence «Municipalités» (11 municipalités) > Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC) 		67 970 32 235 709 774 234 610
	Total partiel	1 203 309
Ministère des Transports		
> Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements financiers pour 1999-2000		517 738

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MAURICIE-BOIS-FRANCS		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
➤ Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (dans 3 municipalités)		45 093
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL)		
➤ Reconstruction et remise en état des biens d'un organisme à but non lucratif (OBNL)		27 274
VOLET III – Tourisme Québec		
➤ Soutien financier au maintien d'une entreprise touristique constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		50 000
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales		
➤ Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoires et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (26 zecs et pourvoires)		1 204 282
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
➤ Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (2 entreprises)		66 328
TOTAL PROGRAMME PRET		1 392 977
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		4 549 853

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES MAURICIE-BOIS-FRANCS		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LE HAUT-SAINT-AURICE		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> > Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (3 municipalités) > Programme d'aide à la reconstruction des infrastructures situées dans les MRC sinistrées (12 zecs et pourvoies) > Programme de reconstruction locale à titre d'expérience pilote (15 résidences secondaires) > Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 établissement) 		53 087 168 874 25 869 33 000
Total partiel		280 830
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		
<ul style="list-style-type: none"> > Programme d'assistance financière spécial relatif aux dommages aux exploitations agricoles qui sont le principal revenu de subsistance (1 municipalité) 		16 690
Ministère de l'Éducation		
<ul style="list-style-type: none"> > Réparation d'une école touchée par les pluies diluviennes 		38 573
Ministère de l'Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> > Programme de stabilisation des lits et des berges d'un cours d'eau > Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques > Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 		979 334 64 930 25 500
Total partiel		1 069 764

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES MAURICIE-BOIS-FRANCS		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LE HAUT-SAINT-MAURICE (suite)		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique <ul style="list-style-type: none"> > Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (3 ménages) > Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (36 particuliers) > Dommages aux biens des particuliers «Perte partielle de terrain» (3 terrains) > Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (7 immeubles) > Dommages aux biens «Entreprises» (1 entreprise) > Mesures d'urgence «Municipalités» (3 municipalités) > Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC) 		8 520 134 022 1 056 67 970 5 128 396 929 234 610
	Total partiel	848 235
Ministère des Transports <ul style="list-style-type: none"> > Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements financiers pour 1999-2000 		394 417

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC LE HAUT-SAINT-AURICE		MONTANT
VOLET I – Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Exploitations agricoles qui ne sont pas le principal revenu de subsistance (dans 3 municipalités)		45 093
VOLET II – Ministère des Affaires municipales (OBNL) > Reconstruction et remise en état des biens d'un organisme à but non lucratif (OBNL)		27 274
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales > Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (22 zecs et pourvoiries)		996 156
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie > Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (1 entreprise)		21 838
TOTAL PROGRAMME PRET		1 090 361
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		3 738 870

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES MAURICIE-BOIS-FRANCS		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC FRANCHEVILLE		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
➤ Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (2 municipalités)		14 972
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Dommages aux biens «Entreprises» (1 entreprise)		27 107
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (3 municipalités)		271 497
	Total partiel	298 604

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC FRANCHEVILLE		MONTANT
VOLET III – Tourisme Québec		
> Soutien financier au maintien d'une entreprise touristique constituant des activités et des attraits majeurs pour les régions sinistrées		50 000
VOLET VI – Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		
> Soutien financier au redémarrage des entreprises commerciales et manufacturières qui ne sont pas considérées comme étant le principal revenu de subsistance et qui contribuent au maintien et à la création d'emplois (1 entreprise)		44 490
TOTAL PROGRAMME PRET		94 490
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		408 066

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES MAURICIE-BOIS-FRANCS		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC MÉKINAC		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> › Dommages dans les établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) (1 municipalité) 		15 000
Ministère de la Sécurité publique		
<ul style="list-style-type: none"> › Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (2 particuliers) › Mesures d'urgence «Municipalités» (5 municipalités) 		15 122 41 348 56 470
		Total partiel
Ministère des Transports		
<ul style="list-style-type: none"> › Programme de reconstruction des infrastructures routières et engagements financiers pour 1999-2000 		123 321

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE TEMPORAIRE (PRET) – MRC MÉKINAC		MONTANT
VOLET IV – Ministère des Affaires municipales > Vient compléter les décrets 990-96, 991-96 et 1196-96 relatifs aux dommages causés aux infrastructures situées dans les pourvoiries et les zones d'exploitation contrôlées (ZEC) (4 zecs et pourvoiries)		208 126
TOTAL PROGRAMME prêt		208 126
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUS LES PROGRAMMES		402 917

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES (PARIM)			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice			
La Bastonnais			7 557
La Tuque			13 863
Langelier			31 667
	Total partiel	3	53 087
MRC Francheville			
Saint-Prosper			6 325
Saint-Stanislas			8 647
	Total partiel	2	14 972
	TOTAL	5	68 059

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES FONDS DE RECONSTRUCTION ZONES D'EXPLOITATION CONTRÔLÉES (ZECs ET POURVOIRES)		
MAURICIE-BOIS-FRANCS		
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice Pourvoirie Seigneur du Triton Pourvoirie Alain Guimont Pourvoirie Oasis du Gouin Pourvoirie Rothman Pourvoirie du Lac Baptiste Pourvoirie Relais Chez Black Pourvoirie Oskélanéo Lodge Pourvoirie Domaine touristique La Tuque Pourvoirie Kennedy Pourvoirie Windigo Pourvoirie Ass. Chasse et Pêche de la Mauricie Pourvoirie Coucouchie		8 791 3 544 63 845 9 455 12 870 1 663 19 602 20 275 5 748 12 550 1 392 9 139
TOTAL	12	168 874

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES RÉSIDENCES SECONDAIRES			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre de résidences secondaires	Montant	
MRC Le Haut-Saint- Maurice T.N.O. Le Haut-Saint-Maurice Frais de gestion MRC		23 869 2 000	
TOTAL	15	25 869	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DOMMAGES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA SÉPAQ			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre d'établissements	Montant	
MRC Le Haut-Saint-Maurice Réserve faunique des Laurentides	1	33 000	
MRC Mékinac Réserve faunique Saint-Maurice	1	15 000	
TOTAL	2	48 000	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC EXPLOITATIONS AGRICOLES - Décret 1137-96			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Le Haut-Saint-Maurice Canton Langelier	1	16 690	
TOTAL	1	16 690	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
MAURICIE-BOIS-FRANCS – MRC Le Haut-Saint-Maurice		
		Montant
Commission scientifique et technique		64 930
Évaluation de la qualité de l'eau		25 500
	TOTAL	90 430

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500 \$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - Décret 932-96			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
		Nombre de ménages	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice			
Langelier		2	6 020
La Croche		1	2 500
	TOTAL	3	8 520

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCES PRINCIPALES - Décret 935-96)			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre de résidences	Montant	
MRC Le Haut-Saint-Maurice			
La Bastonnais	6	6 736	
La Tuque	10	14 981	
La Croche	1	48 600	
Lac-Édouard	1	294	
Langelier	18	63 411	
	36	134 022	
MRC Mékinac			
Boucher	1	13 775	
Notre-Dame-de-Montauban	1	1 347	
	2	15 122	
TOTAL	38	149 144	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (TERRAINS - Décret 935-96)			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
		Nombre de terrains	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice La Tuque Langelier			1 056
TOTAL		3	1 056

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (IMMEUBLES LOCATIFS QUI NE SONT PAS LE PRINCIPAL REVENU DU PROPRIÉTAIRE)			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
		Nombre de terrains	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice			
La Tuque		1	2 679
Langelier		6	65 291
	TOTAL	7	67 970

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – ENTREPRISES			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre d'entreprises	Montant	
MRC Le Haut-Saint-Maurice LANGELIER Cantine Chez Mimi enr.	1	5 128	
MRC Francheville SAINT-NARCISSE Parc de la Rivière Batiscan	1	27 107	
TOTAL	2	32 235	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS - Décret 935-96			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Mékinac			
Boucher		15 033	
Notre-Dame-de-Montauban		8 376	
Saint-Adelphe		680	
Saint-Roch-de-Mékinac		9 723	
Saint-Tite		7 536	
Total partiel	5	41 348	
MRC Francheville			
Batiscan		1 235	
Sainte-Genève-de-Batiscan		2 187	
Saint-Narcisse		268 075	
Total partiel	3	271 497	
MRC Le Haut-Saint-Maurice			
La Bostonnais		37 687	
La Tuque		31 149	
Langelier		328 093	
Total partiel	3	396 929	
TOTAL	11	709 774	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MRC - Décret 935-96)		
MAURICIE-BOIS-FRANCS		
	Montant	
MRC Le Haut-Saint-Maurice		234 610
	TOTAL	234 610

MINISTÈRE DES TRANSPORTS RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES MAURICIE-BOIS-FRANCS	
	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice La Tuque Lac-Édouard Langelier T.N.O. Le Haut-Saint-Maurice	170 901 220 169 1 429 1 918
Total partiel	394 417
MRC Mékinac Grandes-Piles	123 321
TOTAL	517 738

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION PROGRAMME PRET, VOLET I : EXPLOITATIONS AGRICOLES			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Le Haut-Saint-Maurice Canton Langelier La Tuque La Bastonnais		19 890 24 949 254	
TOTAL	3	45 093	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME PRET, VOLET II : ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
		Nombre d'organismes	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice LA TUQUE Camping municipal		1	27 274
TOTAL		1	27 274

TOURISME QUÉBEC PROGRAMME PRET, VOLET III : ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS TOURISTIQUES Décret 505-97			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
		Nombre d'associations touristiques	Montant
MRC Francheville TROIS-RIVIÈRES-OUEST Ass. touristique région Mauricie-Bois-Francis		1	50 000
	TOTAL	1	50 000

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME PRET, VOLET IV : ZECs ET POURVOIRES		
MAURICIE-BOIS-FRANCS		
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant
MRC Le Haut-Saint-Maurice Pourvoirie Club Oswégo Pourvoirie Clova Pourvoirie Club Haltaparche Pourvoirie Club Odonak Pourvoirie Domaine Vignerod Pourvoirie J.E. Goyette Pourvoirie Kanawata Pourvoirie Kennedy Pourvoirie Lac à l'Ours Blanc Pourvoirie Lac Lareau Pourvoirie Le rocher Pourvoirie Relais 22 ^e mille Pourvoirie Relais Chez Black Pourvoirie Rothman Pourvoirie Waban-Aki Zec Jeannotte Zec La Croche Zec Ménokéosawin Zec Wessonneau Zec Bessonne Zec Borgla Zec Kiskissing		23 636 8 174 5 800 2 978 9 634 7 564 11 038 12 514 73 358 7 078 99 430 64 664 12 954 12 600 11 376 54 628 11 422 97 470 30 042 165 664 191 886 82 246
Total partiel	22	996 156

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME PRET, VOLET IV : ZECs ET POURVOIRES			
MAURICIE-BOIS-FRANCS (suite)			
	Nombre de zecs et de pourvoires	Montant	
MRC Mékinac Club Hosanna Club Chapeau de paille Zec Gros-Brochet Zec Tawachiche		7 042 80 512 8 482 112 090	
Total partiel	4	208 126	
TOTAL	26	1 204 282	

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE PROGRRAMME PRET, VOLET VI : ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES ET COMMERCIALES			
MAURICIE-BOIS-FRANCS			
	Nombre d'entreprises	Montant	
MRC Francheville BATISCAN Gestion J.J.M. Inc. (Marina de Batiscan)	1	44 490	
MRC Le Haut-Saint-Maurice LA BASTONNAIS Centre Jardin La Bastonnais	1	21 838	
TOTAL	2	66 328	

BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC AVIGNON		MONTANT
Ministère des Affaires municipales		
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM) (1) 		33 653
Ministère de l'Environnement		
<ul style="list-style-type: none"> Programme de stabilisation des lits et des berges de 2 lacs et cours d'eau Commission scientifique et technique : sécurité des barrages, détermination des cotes, répertoire des barrages, plan de surveillance et prévisions hydrologiques Évaluation de la qualité de l'eau, système météorologique, système hydrologique, cartographie des plaines inondables, coordination administrative et financière, expertise centrale 	Total partiel	382 035 67 440 2 200 451 675
Ministère de la Sécurité publique		
<ul style="list-style-type: none"> Frais d'hébergement de plus de 14 jours et frais d'hébergement temporaire (3 ménages) Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (8 particuliers) Immeubles locatifs n'étant pas le principal revenu du propriétaire (1 immeuble) Mesures d'urgence «Municipalités» (1 municipalité) 	Total partiel	100 26 917 503 31 494 59 014
TOTAL		544 342

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES (PARIM)			
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Avignon Maria		1	33 653
	TOTAL	1	33 653

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT STABILISATION DES LITS ET DES BERGES DES LACS ET COURS D'EAU			
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE			
	Nombre de rivières et cours d'eau	Montant	
MRC Avignon MARIA Rivière Verte	1	160 652	
NOUVELLE Rivière Nouvelle	1	221 383	
TOTAL	2	382 035	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE - MRC Avignon		
		Montant
Commission scientifique et technique		67 440
Évaluation de la qualité de l'eau		2 200
	TOTAL	69 640

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CERTIFICAT DE 2 500 \$ PAR MÉNAGE ET FRAIS D'HÉBERGEMENT DE PLUS DE 14 JOURS - Décret 932-96)			
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE			
		Nombre de ménages	Montant
MRC Avignon Maria		3	100
	TOTAL	3	100

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – PARTICULIERS (RÉSIDENCES PRINCIPALES - Décret 935-96)		
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC Avignon Maria	1	26 917
TOTAL	1	26 917

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS – PARTICULIERS (IMMEUBLES LOCATIFS QUI NE SONT LE PRINCIPAL REVENU DU PROPRIÉTAIRE)		
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE		
	Nombre d'immeubles	Montant
MRC Avignon Maria	1	503
TOTAL	1	503

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE MUNICIPALITÉS - Décret 935-96		
GASPÉSIE--ILES-DE-LA-MADELEINE		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC Avignon Maria	1	31 494
TOTAL	1	31 494

**BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
CHAUDIÈRE-APPALACHES**

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHAUDIÈRE-APPALACHES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère de la Santé et des Services sociaux		
➤ Frais liés aux mesures d'urgence des centres hospitaliers, des CLSC ainsi que des centres d'action communautaire (1 centre hospitalier)		16 893
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (2 particuliers)		47 770
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (1 municipalité)		20 930
Total partiel		68 700
TOTAL		85 593

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHAUDIÈRE-APPALACHES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LA NOUVELLE-BEAUCE		MONTANT
Ministère de la Santé et des Services sociaux		
➤ Frais liés aux mesures d'urgence des centres hospitaliers, des CLSC ainsi que des centres d'action communautaire (1 centre hospitalier)		16 893
	TOTAL	16 893

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
CHAUDIÈRE-APPALACHES		
	DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC MONTMAGNY	MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
	> Dommages aux biens des particuliers «Aide à la reconstruction» (1 particulier)	41 820
	> Mesures d'urgence «MRC» (1 MRC)	20 930
	Total partiel	62 750
	TOTAL	62 750

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES CHAUDIÈRE-APPALACHES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC RIMOUSKI NEIGETTE		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique Dommages aux biens des particuliers « Aide à la reconstruction » (1 particulier)		5 950
	TOTAL	5 950

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MESURES D'URGENCE – ORGANISMES LIÉS À LA SANTÉ		
CHAUDIÈRE-APPALACHES		
	Nombre d'établissements	Montant
MRC La Nouvelle-Beauce SAINTE-MARIE Régie régionale Chaudière-Appalaches	1	16 893
TOTAL	1	16 893

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS (RÉSIDENCES PRINCIPALES - Décret 935-96)			
CHAUDIÈRE-APPALACHES			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Montmagny Notre-Dame-du-Rosaire		1	41 820
MRC Rimouski Neigette Sainte-Blandine		1	5 950
	TOTAL	2	47 770

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS - Décret 935-96		
CHAUDIÈRE-APPALACHES		
	Nombre de municipalités	Montant
MRC Montmagny Saint-François	1	20 930
TOTAL	1	20 930

**BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
LAURENTIDES**

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
LAURENTIDES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (8 municipalités)		225 960
	TOTAL	225 960

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES LAURENTIDES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC ARGENTEUIL		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
➤ Mesures d'urgence «Municipalités» (1 municipalité)		67 995
	TOTAL	67 995

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES LAURENTIDES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LES PAYS-D'EN-HAUT		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
> Mesures d'urgence «Municipalités» (2 municipalités)		41 870
TOTAL		41 870

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
LAURENTIDES		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC LES LAURENTIDES		MONTANT
Ministère de la Sécurité publique		
> Mesures d'urgence «Municipalités» (5 municipalités)		116 095
	TOTAL	116 095

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE - MUNICIPALITÉS Décret 935-96			
LAURENTIDES			
	Nombre de municipalités	Montant	
MRC Argenteuil Harrington	1	67 995	
MRC Les Pays-d'en-Haut Lac-des-Seize-îles Saint-Adolphe-d'Howard		5 614 36 256	
Total partiel	2	41 870	
MRC Les Laurentides Arundel Montcalm Saint-Faustin-Lac-Carré Saint-Jovite Val David		32 988 66 316 7 590 5 285 3 916	
Total partiel	5	116 095	
TOTAL	8	225 960	

**BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
MONTÉRÉGIE**

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES		
MONTÉRÉGIE		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC CHAMPLAIN		MONTANT
Ministère de la Santé et des Services sociaux		
➤ Aide aux centres hospitaliers, aux CLSC ainsi qu'à des centres d'action communautaire (1)		10 377
	TOTAL	10 377

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MESURES D'URGENCE - ORGANISMES LIÉS À LA SANTÉ			
MONTÉRÉGIE			
		Nombre d'établissements	Montant
MRC Champlain LONGUEUIL Régie régionale de la Montérégie		1	10 377
	TOTAL	1	10 377

**BILAN
DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET DES DÉPENSES
OUTAOUAIS**

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DÉPENSES OUTAOUAIS		
DÉCRETS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX – MRC PAPINEAU		MONTANT
Ministère des Affaires municipales > Programme d'aide financière à la reconstruction des infrastructures municipales (PARIM)		336 318
Ministère de la Sécurité publique > Mesures d'urgence «Municipalités»		114 029
	TOTAL	450 347

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À LA RECONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES (PARIM)			
OUTAOUAIS			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Papineau Boileau		1	336 318
	TOTAL	1	336 318

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE MESURES D'URGENCE – MUNICIPALITÉS Décret 935-96			
OUTAOUAIS			
		Nombre de municipalités	Montant
MRC Papineau Boileau		1	114 029
TOTAL		1	114 029

ANNEXE 1

**ÉTENDUE DES DÉGATS
SUR LE TERRITOIRE DE
FERLAND-ET-BOILLEAU**

ANNEXE 2

**VILLE DE LA BAIE,
NETTOYAGE DES BERGES ET DU
LITTORAL DE LA BAIE DES HA! HA!
SUITE AUX INONDATIONS
DU 19-20-21 JUILLET 1996**

ORGANIGRAMME DES OPÉRATIONS

ANNEXE 3

INVESTISSEMENT QUÉBEC

(SDI)

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

Prêts autorisés aux entreprises selon le décret 1209-96, qui vient compléter le programme à établir en vertu du décret 973-96, en permettant à des entreprises non admissibles, ou encore à des entreprises qui, bien que recevant de l'assistance financière, sont encore en situation précaire pour redémarrer et rentabiliser leurs opérations, de compter sur un prêt garanti ou encore de recevoir de l'aide financière supplémentaire.

CÔTE-NORD		
	Nombre d'entreprises	Montant
MRC Manicouagan Baie Comeau	2	50 000
MRC La Haute-Côte-Nord Bergeronnes	2	10 000
Forestville	2	40 800
Les Escoumins	4	103 000
Sacré-Cœur	2	61 000
Tadoussac	4	155 000
MRC La Minganie Havre-Saint-Pierre	2	70 000
Sheldrake	1	25 000
TOTAL	19	514 800

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

CHARLEVOIX – QUÉBEC		
	Nombre d'entreprises	Montant
MRC Charlevoix-Est		
Baie Sainte-Catherine	3	90 000
Cap-à-l'Aigle	1	50 000
Clermont	2	40 000
La Malbaie	2	58 000
Pointe-au-Pic	7	29 000
Rivière-Malbaie	1	5 000
Saint-Aimé-des-Lacs	2	64 082
Saint-Irénée	1	50 000
Sain-Siméon	1	10 000
TOTAL	20	657 082

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

LAC-SAINT-JEAN		
	Nombre d'entreprises	Montant
MRC Domaine-du-Roy		
Chambord	1	50 000
La Doré	1	8 500
Roberval	2	30 000
Saint-Prime	2	25 000
TOTAL	6	113 500

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

SAGUENAY			
		Nombre d'entreprises	Montant
MRC Le Fjord-du-Saguenay			
La Baie		1	34 500
Saint-Fulgence		2	48 000
Laterrière		1	20 000
	TOTAL	4	102 500

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC			
		Nombre d'entreprises	Montant
Charlesbourg		2	80 000
Québec		1	50 000
	TOTAL	3	130 000

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

CHAUDIÈRE-APPALACHES			
		Nombre d'entreprises	Montant
MRC La Nouvelle-Beauce Sainte-Marie		1	30 000
	TOTAL	1	30 000

INVESTISSEMENT QUÉBEC (SDI)

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL			
		Nombre d'entreprises	Montant
Laval			
	TOTAL	1	20 000
	TOTAL GÉNÉRAL	53	1 573 382